

هنا من الأصل

LE MONDE RADIO-TÉLÉVISION : 32 pages de programmes et de commentaires

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12894 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 13-JULIET 1986

Duel à Rome

APRÈS avoir établi un record absolu de longévité dans l'histoire de la République italienne - 1 058 jours à la tête des affaires, - M. Bettino Craxi avait démissionné le 27 juin dernier, poignardé par les « francs-tireurs » de sa majorité qui, dans l'anonymat d'un scrutin, lui avaient refusé leur confiance.

Ayant gouverné dans un style autoritaire et souvent flamboyant, il ne pouvait pas tomber sans éclat. La tournure que prend la crise est à la hauteur du personnage : un duel sans merci entre le Parti socialiste et ses grands alliés démocrates-chrétiens. Un arrangement paraissait pourtant possible : M. Craxi aurait mené la barque jusqu'à la fin de la législature puis - tout en restant à bord - passé le gouvernement pour plusieurs années au principal parti italien, qui, dans l'esprit de beaucoup de ses membres, n'aurait jamais dû le lâcher.

Ce « mariage d'une durée biblique » n'était pas du goût du président du conseil. Il vient de s'offrir le luxe de récusar M. Andreotti, que le président Cossiga chargeait de sa succession.

Du coup, le « gouvernement à cinq » est bel et bien condamné. Devant le combat des géants, les pygmées de la coalition ne peuvent que se résigner en plaintes et suggestions vaines. Entre autres M. Spadolini, secrétaire du petit Parti républicain, qui proposait une « garantie à trois » pour le futur président du conseil. Comme l'a dit drôlement un dirigeant socialiste : « Le fait de désigner quelqu'un pour se porter garant du parrain n'existe même pas dans la Mafia ».

EN fait, M. Craxi - serein dans l'épreuve - est un phénomène atypique et sans précédent dans la politique de la péninsule. Son parti vient de faire bonne figure aux élections régionales de Sicile mais reste une formation tournant autour de 11 % de l'électorat. Tel Napoléon à l'île d'Elbe, le secrétaire du PSI ne peut s'accommoder de régner sur un territoire aussi restreint. Il a du moins réussi à donner aux Italiens le goût de la stabilité, et ses complicités lui savent gré d'avoir ralenti l'inflation. Voici qu'il se retrouve avec un agacement toléré d'ironie le courroux des candidats pressentis et des déclarations amphigouriques sur les perrons présidentiels qui fit le charme et l'impopularité de la Quatrième République française.

A ce stade de la crise, après l'affront calculé qu'est le refus d'un vieux routier comme M. Andreotti - lui-même, avec une savante fausse modestie, estime avoir été pressenti pour son « ancienneté » - on voit mal comment le couple qui gouverna le pays pourrait se réconcilier.

C'est donc à des élections anticipées que l'on songe à Rome. Il serait bien étonnant qu'elles régissent quel que soit, et le prestige personnel incontestable de M. Craxi ne vaudra probablement pas la moindre percée significative à son parti. Comme l'écrit dans son éditorial « la Repubblica » : « Le déroulement tourmenté de cette crise prouve que chez nous la société civile est plus avancée que la société politique. » On n'en avait jamais douté, même si M. Craxi - par son style impérieux, son savoir-faire et son flair savoir - avait pu un temps donner l'impression que le système lui-même était en train de changer de nature.

PEU-ÊTRE l'Italie, en retrouvant M. Andreotti - déjà cinq fois président du conseil, - le contraire d'un homme neuf pour succéder à un homme à poigne, a-t-elle pris plus profondément conscience de l'usure de son personnel politique et des inconvénients de ses jeux parlementaires.

Epreuve de vérité pour la cohabitation

M. Mitterrand décidé à ne pas signer telle quelle l'ordonnance sur les dénationalisations



A chacun son feu d'artifice. M. François Mitterrand, lui, a pris l'habitude, ces dernières années, de profiter de son rendez-vous rituel avec Yves Mourou, en direct de l'Elysée, sur TF 1, le jour de la fête nationale, pour allumer de gros pétards politiques.

C'est le 14 juillet 1984 qu'il avait mis fin à la « guerre scolaire » en désavouant le ministre de l'Éducation nationale, M. Alain

Savary, dont la démission avait entraîné le départ du premier ministre, M. Pierre Mauroy, et son remplacement par M. Laurent Fabius.

C'est le 14 juillet 1985 qu'il avait défini sa conception de la « cohabitation » avec la droite, dans la perspective d'un renversement de la majorité parlementaire, en posant les premiers jalons d'une coexistence négociée.

En ce lundi 14 juillet 1986, le président de la République va-t-il sortir de sa poche un nouveau pétard ? La réponse paraît devoir être affirmative. M. Mitterrand se propose d'abord de réaffirmer sa préférence dans la conduite de la politique étrangère de la France.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 6.)

Action directe et l'attentat contre la police

Le geste d'un desperado ?

Les obsèques du commissaire Marcel Basdevant, tué dans l'attentat contre les locaux de la PJ à Paris, ont été célébrées, le samedi 12 juillet. « Les policiers sont notre premier rempart », a déclaré M. Jacques Chirac, au cours de la cérémonie officielle.

Les revendications en font foi : les auteurs de l'attentat contre des locaux de la police judiciaire parisienne, mercredi 9 juillet, et ceux des attentats commis, dans la nuit du 5 au 6 juillet, à Paris, contre des bureaux des sociétés Thomson et L'Air liquide seraient bel et bien les mêmes. Ils se réclament en tout cas d'Action directe selon le même « canal ».

Le texte parvenu, vendredi, au Monde, signé « Commando Loïc Lefèvre Action directe », revendiquant « l'action contre la préfecture de police », et le communiqué adressé à notre rédaction au nom d'Action directe après les attentats contre les deux sociétés, ont en effet la même origine. Même calligraphie au nomogramme de l'adresse sur l'enveloppe, même frappe de machine à écrire, même type d'enveloppe et de pho-

tocopie, même style de rédaction enfin.

Le premier communiqué avait été posté, le dimanche 6 juillet à 17 heures, du centre de tri de Paris-Montparnasse, le second, le jeudi 10 juillet à 11 heures, du centre de tri de Paris-Austerlitz.

Cependant, par-delà l'utilisation d'un sigle connu, ces textes révèlent une évolution : « Nous ne sommes pas dans la simple répétition : il y a du neuf », confie un enquêteur. Action directe n'est pas un groupe monolithique et l'appellation commune recouvre plusieurs noyaux, tendances ou branches, aux logiques opérationnelles et aux références idéologiques différentes.

Les deux communiqués de cette dernière semaine traduisent l'existence de la branche « nationale » du groupe terroriste, qui ne s'est jusqu'ici manifestée que par des attentats à l'explosif faisant des dégâts matériels, par opposition à la branche « internationale » qui, depuis sa fusion en janvier 1985 avec la Fraction armée rouge ouest-allemande, n'avait pas hésité à programmer des assassinats individuels.

EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 7 et nos informations page 16.)

MM. Gattaz, Chotard et la présidence du CNPF

Un troisième homme entre les Yvon

Après la décision de M. Yvon Gattaz, annoncée le vendredi 11 juillet, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la mi-décembre prochain, la liste des « éligibles » à la présidence du CNPF s'allonge.

Il y a quatre mois, le 17 mars, au lendemain des élections législatives, lorsque M. Yvon Chotard avait annoncé la surprise générale qu'il démissionnait de la vice-présidence du CNPF, une triple question s'était posée : Pourquoi ce jour-là ? Pourquoi cette manière de coup de théâtre ? Que cachait cette annonce ? Aujourd'hui, la même triple interrogation reste d'actualité, à propos, cette fois, du geste de M. Yvon Gattaz.

Bien que de profondes inimitiés opposent les deux hommes, rivaux

irréconciliables, plusieurs des raisons officielles qu'ils ont chacune exprimées à l'appui de leur décision illustrent une étrange similitude. « Je ne renoncerais pas au combat que je mène comme chef d'entreprise... mais, dans les circonstances actuelles, je veux disposer de toute ma liberté d'action et de jugement », écrivait M. Chotard. « L'exercice de la présidence du CNPF exige une liberté d'action qui ne peut être entachée du moindre soupçon d'électoralisme... Les projets ambitieux d'expansion de la société Radial que je dirige avec mon frère nécessiteront la mobilisation de toutes les énergies, et je pense que ma présence sera nécessaire », répliquait aujourd'hui M. Gattaz.

Le départ de la course à la succession a été donné par M. Gattaz

lui-même, dans une période de relatif calme, social et politique, et c'est là un point à mettre à l'actif du président du CNPF. A placer aussi à son crédit les efforts menés depuis cinq ans pour que les entreprises et leurs chefs, qui, naguère et pour beaucoup, n'étaient que des incapables lorsqu'ils faisaient faillite et des usurpateurs lorsqu'ils dégageaient des profits, tiennent désormais le haut du pavé dans une large partie de l'opinion, puisqu'ils ouvrent le chemin obligé de la bataille pour l'emploi et le progrès.

Réussite enfin pour avoir su sans trop de dommages naviguer dans les eaux tumultueuses d'un pouvoir ancré à gauche jusqu'aux printemps dernier et dans une conjoncture économique médiocre.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(Lire la suite page 13.)

Les chrétiens de Beyrouth-Est

Rendre le « réduit » viable...

PAGE 3

M. Baudis contre M. Joxe

Le maire de Toulouse met en cause l'ancien ministre de l'intérieur après l'annulation des élections législatives dans la Haute-Garonne

PAGE 6

La loi sur la réforme des universités

M. Devaquet entre les « libéraux » et les « étatistes »

PAGE 8

Un médecin expérimente sur lui-même un vaccin antiparasitaire

Un espoir pour des millions de personnes atteintes du monde

PAGE 8

Le sommaire complet se trouve page 16

Ouverture du 40^e Festival

Avignon sous « la Tempête »

Il y a un manège à l'ancienne, place de l'Horloge. Sur les murs, peintes en trompe-l'œil, des fenêtres avec des personnages, dont bien évidemment Gérard Philipe. Des chais efflanqués aux yeux insolents rôdent, nerveux, autour des cuisines d'hôtel.

Quand la lumière s'éteint, s'effacent les différences, et ne reste plus qu'un seul public, dans une même attente. C'est pendant le spectacle que se dégage et se ressentent des moments d'unanimité.

Ainsi : la vision de la muraille, reproduite par Roberto Piate en ruines si harmonieuses, que la vraie semble la reconstitution moderne d'un palais antique. Ainsi : la grâce précieuse et très nostalgique des compositions d'ensemble, qui touche, étonne car en plein air, sur un vaste espace, Arias parvient à donner la même fragilité inquiète que sur une petite scène fermée, la même impression fugace d'un regret brillant qui affleure. Et c'est en complète opposition avec la frassante théâtralité des scènes de clowns rythmées, réglées sans faille.

Le public rit, applaudit. Il s'émerveille aux magies, substitutions, apparitions - le domaine reconnu d'Arias, comme le travestissement. Celui de Marilu Marini en Caliban est époustouflant. Par quelles manipulations est-elle devenue ce faune tordu à la voix rauque ? Par le maquillage gris-terre, la perruque aux cheveux pauvres, les fausses dents qui déforment le visage mais également par une sorte d'angoisse, celle d'un être disgracié, et la nôtre devant un malheur qui nous gêne et nous laisse impuissant.

Selon son habitude, Arias prend une allure sage et décale juste assez pour éveiller un trouble. Pierre Dux est un Prospero dont les pouvoirs magiques paraissent sans mystère. Les naufragés, censés représenter le monde vivant ressemblent à des statues funéraires. Caliban est à peine son agressivité.

Les répétitions de la Tempête ont eu lieu en plein mistral, mais la première représentation s'est passée dans une calme douceur. Et à la dernière réplique, au dernier roulement des applaudissements, une fois les trépidations apaisées, le vent s'est levé.

COLETTE GODARD.

(Lire page 9 la critique de MICHEL COURNOT.)

A partir de mardi
(daté mercredi 16 juillet)
la

CHRONIQUE DES

ANNÉES
60

En quarante épisodes, le Monde retrace la décennie charnière du siècle : les grands événements, les hommes-clés, l'évolution de la société, les idées nouvelles

dans **Le Monde**

Dates

Il y a cinquante ans

L'aller-retour d'André Gide en URSS

RENDEZ-VOUS

Dimanche 13 juillet. — Bonn : Visite du premier ministre du Pakistan.

Lundi 14 juillet. — Grande-Bretagne : Visite de M. Chomarov, ministre soviétique des affaires étrangères.

Bruxelles : Conseil des ministres de l'agriculture de la CEE.

Madrid : Visite de M. Zhao Ziyang, premier ministre chinois.

Nairobi : Réunion des chefs d'Etat de l'Afrique de l'Est.

Afrique du Sud : Rentrée scolaire.

Mardi 15 juillet. — Paris : Visite en France du ministre ouest-allemand de l'environnement à propos de la centrale de Cattenom.

Londres : Visite du secrétaire général de la Ligue arabe.

Moscou : Visite du premier ministre soviétique.

Washington : Vote du Sénat sur la ratification de ses débats à la télévision.

Haiti : Procès de Luc Désir, ancien haut fonctionnaire de police.

Mercredi 16 juillet. — Washington : Le premier ministre pakistanais est reçu par M. Reagan.

Bruxelles : Conseil des ministres du budget de la CEE.

Jeudi 17 juillet. — Tunis : Visite de M. Raimond, ministre français des affaires étrangères.

Beyrouth : Manifestations populaires contre la guerre.

Samedi 19 juillet. — Turquie : Reconstitution de la loi martiale dans cinq provinces.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPUB 650572
Tél. MONDIPUB 650573
Tél. (1) 42-47-97-72
Tél. (1) 42-47-97-72

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)
Jacques Faure (1959-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Éditions du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
Tél. (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)
L. BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
309 F 762 F 1 069 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER
Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 \$; Côte d'Ivoire, 400 F ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 170 pes. ; Grèce, 68 p. ; Irlande, 140 dr. ; Italie, 80 p. ; Japon, 2 000 L. ; Liban, 6 000 L. ; Luxembourg, 40 F ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,80 G. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 480 F ; S. Afr. 11 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; Thaïlande, 120 B. ; USA (New York), 1,50 \$; Venezuela, 110 ml.

DE Staline à Khrouchtchev, tous les dignitaires soviétiques du jour et du lendemain sont alignés sur le podium de la place Rouge, avec, outre le Bulgare Dimitrov, président du Komintern, un seul étranger, une marche en contrebas : André Gide. Un effort plissé son front dégarri, comme pour mieux déchiffrer une énigme. La mère patrie de la révolution enterre son Victor Hugo : Maxime Gorki.

Depuis quatre ans, en publiant ses *Pages de journal*, Gide a fait connaître son adhésion au communisme soviétique. En 1935, ses *Nouvelles Nouvelles* ont retenti comme un appel à la révolte des prolétaires : « Camarade, n'accepte pas la vie telle que la proposent les hommes ! ». Si ses nouveaux camarades l'avaient mieux lu, ils auraient plus prudemment ouvert leurs rangs à ce non-conformiste congénital. Quarante ans plus tôt, les *Nouvelles Nouvelles*, auxquelles son manifeste faisait écho, adjuraient le lecteur de « jeter » son propre livre. Toute la vie, toute l'œuvre de cet « esprit non prévenu » n'avaient été qu'une infatigable émancipation. Famille, religion, morale sexuelle, colonialisme, et maintenant le système économique et social, tout ce qui fonde la société de son temps a éprouvé la pointe d'une plume d'autant plus décapante qu'elle est plus rigoureusement contrôlée. Pour Gide, le communisme ne peut être qu'une interrogation, non une réponse.

Sa « conversion » de 1932 avait fait grand bruit : son *Retour de l'URSS* de 1936, suivi des *Retouches* de 1937, son « apostasie », en fera plus encore.

Gide ne fut pas le premier visiteur à rapporter d'Union soviétique un témoignage critique. Dès son origine, le lâchage de Brest-Litovsk et la répudiation des emprunts russes, l'Union soviétique n'avait cessé d'être en France un objet de controverses, mais nombre des témoins récents — de Trotski, exilé par Staline, à Ernest Mercier, grand capitaliste — passaient à tort ou à raison pour partisans. Georges Duhamel avait publié en 1927 un *Voyage à Moscou* nuancé mais suffisamment favorable pour que le maréchal Pétain dise lors de l'élection de l'auteur à l'Académie : « Encore un bolchevik ».

La messe en latin

Un ouvrage aurait dû ouvrir les yeux de Gide : *Vers l'autre flamme*, trois volumes accablants que publièrent à Paris en 1929 Panait Istrati, Boris Souvarine et Victor Serge, sous la seule signature du premier. Mais il ignora Istrati, qui mourut en 1935, comme, sur le moment, Souvarine, dont la biographie de Staline, cette même année, n'eût droit qu'à dix lignes dans la *Nouvelle Revue française*. Quant à Victor Serge, il était emprisonné en URSS depuis 1933 et ne sera libéré, en mai 1936, qu'après de multiples interventions en sa faveur, dont celle de Gide.

En tout cas, ces désabusés n'avaient ni littérairement ni politiquement la notoriété de l'écrivain, et leurs « retours » ne pouvaient avoir le même retentissement. Celui de Gide fit date et sera suivi en France, jusqu'à la guerre mondiale, de nombreux réquisitoires de visiteurs bien intentionnés au départ et « revenus » d'URSS dans tous les sens du terme.

Si Gide avait toujours été fasciné par « la Russie » et ses écrivains, la politique, et particulièrement celle de la gauche, le laissa longtemps indifférent. Sa vieille amitié pour Léon Blum s'adressait à l'extrême, non au socialisme. C'est par le biais de l'anticolonialisme, alors qu'il approchait de la soixantaine, qu'il « entra en politique » ; encore ne découvrit-il la réalité coloniale, en 1925, qu'en allant observer les papillons au Congo.

La persécution des communistes par les nazis en Allemagne (où Gide allait souvent) et la fréquentation de jeunes marxistes firent le reste. La doctrine n'y eut aucune part. Gide s'astreignit laborieusement à la lecture du *Capital*, mais Marx lui resta toujours sur l'estomac : « C'est la messe en latin. On l'on ne comprend pas, l'on s'incline » (1937). En revanche, son christianisme personnel y fut pour beaucoup. « Ce qui m'amène au communisme, ce n'est pas Marx, c'est l'Evangile » (1933).

Toujours est-il que, tout en refusant l'embarquement dans le Parti, Gide franchit le pas sans réserve. Souhaitant « de tout cœur la déroute du capitalisme », se délectant des discours de Staline, ne voyant de « salut » que dans « le plan de la Russie nouvelle », il écrit « la tête froide », le 23 avril 1932 : « S'il fallait donner ma vie pour assurer le succès de l'URSS, je la donnerais aussitôt. » Il fait des discours, préside des réunions publiques (où il s'ennuie ferme), lève le poing comme tout le monde, publie les *Caves du Vatican* en feuilleton dans l'*Humanité*, va demander à Berlin la libération de Dimitroff, emprisonné sans charges depuis l'incendie du Reichstag.

Ce grand voyageur hésite pourtant à vérifier sur place le bien-fondé de ses

convictions. Des doutes l'effleurent en 1934. Raison de plus pour aller voir, lui dit Martin du Gard. Gide ne se décide que dans la fièvre du Front populaire. Il veut revoir Gorki malade et que l'on dit désabusé. Pour corroborer ses impressions, il tient à être accompagné d'un groupe assez hétérogène : Herbert bien sûr (revenu pour quelques jours de Moscou au début de juin 1936), leur ami commun Jef Last, l'éditeur Jacques Schiffrin (qui parle russe), et deux jeunes romanciers qu'il connaît peu : Eugène Dabit (*Hôtel du Nord*) et Louis Guilloux (*Le Pain noir*).

« Nos yeux vraiment s'ouvrirent »

Gide arrive à Moscou par avion le 17 juin avec Herbert : les autres les rejoindront par mer. Gide est porté en triomphe, et c'est le début de deux mois de liesse officielle et populaire. Gide ne reverra Gorki que sur son lit de mort, le 18 ; le 20, lors de la cérémonie sur la place Rouge, il dira imprudemment (et s'en repentira) que, en « étant révolutionnaire, l'écrivain n'est plus un opposant ». A Leningrad, du



1^{er} au 4 juillet, il accueille ses autres compagnons. Puis, le 12 juillet, tout le monde part pour le Caucase et la mer Noire.

Mais à Tiflis, Schiffrin et Guilloux décident de regagner Paris — or, écrit Gide, c'est à partir de Tiflis que « nos yeux vraiment s'ouvrirent ». A Sébastopol, Dabit est hospitalisé et mourra à l'hôpital. Ainsi, seul Herbert aura accompagné Gide de bout en bout.

Il s'agit de retour à Moscou le 20 août, le lendemain de l'ouverture du premier des grands procès staliniens. Le 24, quand ils repartent pour Paris, la *Pravda* annonce l'exécution des deux principaux accusés, Kamenev et Zinoviev. Gide n'en soufflera mot dans son premier livre, et il salue d'un « au revoir » télégraphique « la partie du socialisme victorieux ».

Hypocrisie protocolaire ? Rien n'est moins sûr. Ce qui frappe le lecteur du *Retour de l'URSS*, publié le 13 novembre, c'est la modestie (cent vingt-cinq pages), la modération (on est loin du « coup de gueule » d'Istrati), le sentiment que l'expression de la vérité sur l'URSS en formation (premier titre envisagé) contribuera à lui rendre ses vertus.

Il s'agit d'un carnet impressionniste, de notes « psychologiques », avec des effusions qui font sourire (ah ! ces misères adorables à les « serrer sur son cœur » !), quelques observations qui étonnent les visiteurs d'aujourd'hui — « Dans des contrées entières », l'URSS présente le visage riant d'un bonheur où, il est vrai, l'« ignorance » a sa part, — et une obstination naïve à persuader le lecteur que le système aurait de meilleures chances de réussite en France.

Cet optimisme opiniâtre semble cependant quelque peu artificiel tant l'auteur accumule les observations négatives : la pauvreté, les queues, les marchandises « consternantes », les enfants abandonnés, une misère d'autant plus atroce, précisera Gide dans ses *Retouches*, que, le bonheur du peuple étant garanti par l'Etat, elle ne peut être que coupable... « Il n'y a plus de classes en URSS, c'est entendu, mais il y a des pauvres, il y en a trop ; beaucoup trop. » Pis encore : le « nivellement », la « dépersonnalisation », l'« uniformité des mœurs » et sans doute « des esprits ». « Le bonheur de tous ne s'obtient qu'aux dépens de chacun. Pour être heureux, soyez conformes. » « Chaque matin, la *Pravda* enseigne ce qu'il sied de penser. »

Ce qui scandalise le plus Gide, c'est le dévoiement de l'idéal révolutionnaire, le recours au rendement au nom du stakhanovisme — « On avait le knout autrefois », — la dictature des profiteurs, l'embourgeoisement des mœurs avec les législations nouvelles contre l'avortement et l'homosexualité, à quoi il ajoutera dans ses *Retouches* la réapparition du mysticisme religieux : « Aux spoliés, l'optium. »

Ces *Retouches* de l'été 1937 sont d'abord destinées à combler des lacunes. Gide précise ses trop sommaires remarques économiques avec force chiffres (fournis par Victor Serge) ; il dénonce enfin, mais sans insister, les procès politiques, le système policier et le mouchardage, « vertu civique » ; et surtout, il tient à corriger, avec un an de recul, les espoirs qu'il avait encore en rentrant de Moscou. Aux communistes qui lui reprochent de peindre une Union soviétique immuable, il répond : Oui, elle change, son état empire « de mois en mois ». Alors que le *Retour* concluait : « L'URSS n'a pas fini de nous instruire et de nous étonner », les *Retouches* tranchent : « Elle a trahi tous nos espoirs. »

« Bave empoisonnée »

Dans l'opinion française, où l'euphorie populaire post-électorale est déjà retombée, le choc est considérable : une centaine d'articles de presse en quelques semaines, 146 000 exemplaires tirés en moins d'un an et des traductions en quatorze langues.

La droite ironise et pavoise. La gauche libérale et socialiste loue dans son ensemble l'honnêteté intellectuelle de Gide, avec ça et là des polémiques inattendues.

Après le *Retour*, chacun attendait la réaction du PC, qui attendait... celle de Moscou. Quelle leçon tireraient-ils des critiques de l'écrivain ? Question naïve : le 3 décembre, la *Pravda* lance une bordée d'injures : « Calomnies éhontées !... », « bave empoisonnée d'un digne fils de la petite-bourgeoisie », etc. Le ton est donné, et tous ceux qui, en URSS et ailleurs, se veulent « dans la ligne », même Eisenstein, et même, dit-on, Pasternak, avec qui Gide avait noué des relations amicales, se joignent au concert. L'*Humanité* rompt le silence le 18 décembre en publiant, précédé d'un « au revoir » télégraphique, l'article de la *Pravda*. Aragon s'en prend aux « avocats de Hitler » ; Romain Rolland, jusqu'alors réservé vis-à-vis de Moscou, donnera aussi de la voix. Les allusions à de présumées préoccupations « commerciales » de Gide et à sa pénétration supposée déguée ne manqueront pas. Il répond, comme avant lui Istrati, que l'URSS lui offrait un pont d'or pour chanter ses louanges, et, dans ses derniers écrits (*Ainsi soit-il*), il confiera que son penchant avoué n'avait bénéficié dans

« aucun autre pays » de « pareille complaisance et connivence », « d'une immunité particulière ».

Rares sont les communistes qui tenteront une réfutation sérieuse : Georges Friedmann, dans son livre *De la Seine à l'URSS*, et Paul Nizan (« Tout n'est pas faux, mais tout est mal interprété »), qui sera lui-même fustigé comme « contre-révolutionnaire » quand il se sera élevé, en 1939, contre le pacte Hitler-Staline.

L'objection d'opportunité

Parmi les compagnons de voyage de Gide, seul Louis Guilloux s'indigne de son « retourne-moi tout », mais les autres soulèvent l'objection d'opportunité : doit-on s'en prendre au régime soviétique au moment où l'URSS devient l'alliée « objective » indispensable aux hommes de liberté dans la guerre déjà engagée contre le nazisme en Espagne, et qui va embraser l'Europe et le monde ? N'est-il pas légitime de pactiser avec le diable contre un diable plus menaçant encore ? Jusqu'en 1945, ce cas de conscience se posera à tous les démocrates. « Impubliable », dit Malraux à Herbert, venu lui montrer le manuscrit du *Retour* sur le front espagnol.

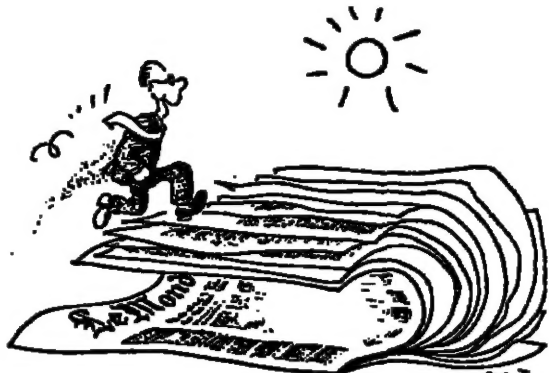
Gide avait à peine évoqué ce dilemme en conclusion du *Retour*, en espérant que l'aide soviétique aux républicains espagnols annonçât « un heureux rétablissement ». Mais, précisément, dans cette Espagne déchirée par la guerre civile, les persécutions staliniennes contre les communistes hérétiques du POUM le posent avec une acuité plus dramatique encore. Gide proteste, et nombre de communistes ou sympathisants, notamment des intellectuels promis à la gloire, rompent alors avec Moscou, soit intérieurement et secrètement (Malraux), soit publiquement (Orwell, Koestler). C'est alors, en 1937, que Herbert décide de publier son propre témoignage : *En URSS*.

Gide, quant à lui, estima toujours qu'il trop l'attendait « l'opportunité ne se présenterait jamais » et que toute vérité est toujours bonne à dire. A la mort de Gide, Sartre, dont le « compagnonnage de route » fut tout différent, mais aussi complexe, eut l'appréciation la plus juste : « Gide eut le courage de se ranger contre l'URSS quand il était dangereux de le faire, et celui, plus grand encore, de se déjuger publiquement quand il estima, à tort ou à raison, qu'il s'était trompé. »

MAURICE DELARUE.

* Lire André Gide et l'URSS, de Radolf Maier (Ed. Tübingen, 1983), qui cite de nombreux inédits, et les publications de l'Association des amis d'André Gide (université Montpellier-III).

ABONNEMENTS VACANCES



FRANCE

2 semaines	76 F
1 mois	150 F
2 mois	260 F
3 mois	354 F

ÉTRANGER

(voie normale)

2 semaines	145 F
1 mois	261 F
2 mois	482 F
3 mois	687 F

Tarif étranger par avion, nous contacter :
tél. 42-47-98-72

Pour recevoir régulièrement le *Monde* à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules, au moins UNE SEMAINE avant votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au MONDE du au

NOM Prénom

Mon adresse de vacances :

N° Rue

Code postal : Localité

Pays

Ci-joint mon versement F

Etranger

• La Monde • Dimanche 13-Lundi 14 juillet 1986 3

LIBAN : les espoirs des chrétiens de Beyrouth-Est

Rendre le « réduit » viable et tirer parti de l'allègement de la pression syrienne

Les principales formations politiques du « camp chrétien » au Liban ont condamné, le vendredi 12 juillet, le récent déploiement d'une unité de l'armée syrienne à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane), estimant qu'il s'agit d'un « acte de violation du droit libanais, de la charte de la Ligue arabe et de celle des Nations-unies » et impliquant un « retour à la situation qui prévalait avant l'invasion israélienne de l'été 1982, soit la présence de deux autorités illégales, syrienne et palestinienne », indique le communiqué publié à l'issue d'une réunion au domicile de l'ancien président Camille Chamoun, en présence du chef du parti

Kataeb (Phalanges libanaises), M. Georges Saadé, chef du comité exécutif des Forces libanaises (FL, milice chrétienne), M. Samir Geagea, et du chef du Parti national libéral (PNL, conservateur chrétien), M. Dany Chamoun.

D'autre part, des avions et navires israéliens ont fait le même jour une démonstration de force dans le ciel et au large des côtes du sud Liban après le bombardement, jeudi, d'un camp palestinien dans cette région (le Monde du 12 juillet) qui, selon un dernier bilan, a fait deux morts et une dizaine de blessés.

A Paris, l'hôtel Matignon a indiqué que le vice-président syrien, M. Abdelhalim Khaddam, était attendu mardi en France pour une visite officielle de deux jours au cours de laquelle il devrait s'entretenir avec M. Chirac de la situation au Liban et du sort des otages français dans ce pays. A ce propos, on indique de bonne source française qu'un des otages pourrait être prochainement libéré. Au début de la semaine, le quotidien libanais *Al Nahar* avait annoncé que M. Marcel Caron devait être rapidement relâché par ses ravisseurs pour raisons de santé.

du réduit chrétien. Forte de treize mille à quatorze mille hommes, dont 85 % sont chrétiens, elle est très bien équipée et entraînée. Le général Michel Aoun, qui la commande, se veut au-dessus de la mêlée, au service de la seule légitimité. Même s'il refuse qu'elle soit considérée comme une « troisième force », l'armée de l'Est ne peut être totalement assimilée au président Gemayel et encore moins aux Forces libanaises, avec lesquelles, cependant, elle entretient de bons rapports.

Le « projet chrétien » élaboré sous la pression du Vatican est une première ébauche de solution, autour de laquelle se sont rassemblés les principaux partis de l'Est. C'est sans doute là son principal mérite car on le voit mal ne serait-ce qu'« examiné » par les musulmans. M. Dany Chamoun a beau en faire un substitut à l'accord tripartite, disant que ce texte, du moins, « n'est pas un *diktat* » mais un « projet négociable », il ne fait pas l'unanimité à l'Est.

Quoi qu'il en soit, le conflit reste latent entre le président et les Forces libanaises. Certes, personne aujourd'hui ne peut se permettre un affrontement interchrétien que la population ne comprendrait absolument pas. Mais les germes d'une bataille sur l'avenir des chrétiens demeurent.

Une chose est sûre en tout cas : la séparation entre les « deux » Beyrouth semble de plus en plus irrémédiable. « La coupure est démographique, économique, psychologique, humaine », explique un éditeur libanais. La plupart des chrétiens d'ici ne pensent jamais revenir à l'Est. « Onze ans de guerre, c'est presque une génération de la coupure ». Les batailles de Beyrouth-Ouest, dont le bruit résonne à l'Est, n'intéressent que dans la mesure où elles semblent conjurer le danger pour le territoire chrétien. La « guerre des camps » palestiniens est même la bienvenue pour Beyrouth-Est, où l'on avoue, sans excès de charité chrétienne, « compter les morts ».

De cette coupure, certains tirent la conclusion que la partition est la seule solution. Chacun chez soi et Dieu pour tous, en somme... Le débat n'est pas tranché dans le camp chrétien, où les plus lucides s'interrogent sur le risque d'institutionnaliser un « ghetto ». Le calme actuel, même précaire, permet du moins de prendre le temps de la réflexion.

FRANÇOISE CHIPAUX.

EGYPTE : les émeutes de février

Les mutins de la police devant la justice

LE CAIRE
de notre correspondant

Le procès du premier contingent de mutins de la police accusés des émeutes de février s'ouvre ce samedi 12 juillet au Caire. Le Tribunal supérieur de la sécurité d'Etat examinera le cas de 269 conscrits qui étaient cantonnés dans plusieurs banlieues de la capitale. Les accusés risquent tous la peine de mort, réprimande de « mutinerie, meurtres, tentatives de meurtres, vols à main armée, incendies et atteinte aux biens publics et privés ».

Le procureur général avait déferé devant la cour 1236 personnes - 1205 conscrits des forces de la sécurité centrale et 31 civils, dont 6 mineurs. Toutefois aucun des appelés de la caserne des Pyramides, d'où était partie la mutinerie le 25 février au soir, ne figure au sein de ce premier contingent. Les émeutes des Pyramides étaient sortis de leurs camps à la suite d'informations sur la prolongation d'un an de la durée de leur service et avaient incendié trois grands hôtels du secteur touristique. Les dégâts occasionnés aux immeubles et aux particuliers dans la seule région des Pyramides de Guizeh avaient été estimés à plus de 100 millions de dollars. Le 26 février à l'aube la mutinerie s'était étendue à une dizaine de casernes de la banlieue du Caire et à la Haute-Egypte, notamment à Assiout. Il y eut l'intervention massive de l'armée et l'instauration d'un couvre-feu d'une semaine pour étouffer la mutinerie, à laquelle ont officiellement participé 17 000 membres des forces de la sécurité centrale. Le bilan humain des émeutes a été de 107 morts, 719 blessés, dont la plupart dans les rangs des émeutiers.

Dans son rapport au terme de l'enquête, le procureur général avait conclu à une explosion « spontanée » de violence et exclu des investigations extérieures. La presse égyptienne et diverses sources bien informées avaient signalé lors des émeutes une participation islamiste, notamment dans l'incendie des boîtes de nuit de l'avenue des Pyramides et dans l'attaque contre la prison de Tora où sont détenus les membres du groupe extrémiste musulman Al Djihad.

Un désir d'oubli

Il est improbable que le Tribunal supérieur de la sécurité d'Etat fasse montre d'une extrême sévérité. En effet, les circonstances atténuantes ne manquent pas. Même le procureur général avait critiqué dans son rapport, au terme de l'enquête, les mauvais traitements infligés aux conscrits. Il avait souligné leurs conditions misérables de vie alors que leur caserne se trouvait face à des établissements de luxe et le fait que certains officiers soient allés jusqu'à torturer de jeunes recrues. D'ailleurs le Tribunal de la sécurité d'Etat a déjà fait preuve de clémence dans d'autres grands procès, notamment celui d'Al Djihad. Le procureur avait requis 299 peines de mort pour les 301 accusés de l'assassinat d'une centaine de policiers à Assiout en 1981, mais le tribunal n'en avait accordé aucune.

Quatre mois après les incidents, l'Egypte semble désireuse d'oublier le plus vite possible son « cauchemar ». Les déclarations officielles réitérant la confiance du pouvoir dans ses forces de l'ordre sont innombrables. Toutefois la méfiance demeure, et c'est toujours l'armée qui est appelée à assurer l'ordre, comme elle l'a fait lors de la grève qui a paralysé les chemins de fer égyptiens durant vingt-quatre heures la semaine dernière.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

GRANDE-BRETAGNE : visite de M. Chevardnadze

Reprise de relations normales entre Londres et Moscou

Londres (AFP). - La visite de deux jours qu'effectue à Londres à partir du lundi 14 juillet le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, marque la reprise de relations normales entre Moscou et Londres, après une période passablement tumultueuse. Cette visite, la première d'un chef de la diplomatie soviétique en Grande-Bretagne depuis dix ans, sera dominée par les questions de désarmement et par la perspective d'un nouveau sommet Reagan-Gorbatchev à la fin de l'année.

M. Chevardnadze vient à Londres à la place de M. Andreï Gromyko, qu'il a remplacé il y a un an et qui avait été invité dès 1984. Le délai entre l'invitation et la visite s'explique par une longue série

d'affrontements diplomatiques au cours de l'année 1985. Le point culminant en a été l'expulsion, par chacun des deux pays, de trente et un diplomates en septembre dernier, après une première série au mois d'avril.

M. Chevardnadze doit rencontrer Sir Geoffrey Howe lundi dans la maison de campagne des secrétaires au Foreign Office, Cheltenham, dans le sud-est de l'Angleterre, avant d'être reçu par M^{rs} Thatcher. Il participera à une seconde séance de travail avec Sir Geoffrey Howe mardi, avant de rencontrer avec Communies l'ensemble des chefs de l'opposition britannique. Il doit quitter Londres mercredi après avoir donné une conférence de presse.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Le procès des pirates de l'« Achille-Lauro »

Le procureur de Gênes fait appel du verdict

Le procureur de la République de Gênes a fait appel, vendredi, du verdict prononcé la veille par la cour d'assises de cette ville dans le procès des auteurs du détournement de l'*Achille-Lauro* - verdict jugé relativement indulgent pour les pirates et qui a suscité de nombreuses critiques, notamment aux Etats-Unis. Dès jeudi le procureur avait estimé que l'assassin du passager parapalé que l'américain Leon Klinghoffer, Majid-el-Mouk, contre lequel avait été requise la détention à perpétuité et qui a été condamné à trente ans de prison, ne méritait « aucune circonstance atténuante ». De même, le procureur considère comme un précédent particulièrement dangereux le fait que la cour ait rejeté l'inculpation de « constitution de bande armée » - à l'encontre des accusés - ce qui a considérablement allégué les condamnations par rapport aux peines requises. La cour avait motivé sa décision en faisant valoir que le Front de libération de la Palestine (FLP), organisation à laquelle les pirates disent appartenir, était une « organisation permanente », il n'y a pas eu au sens propre « constitution de bande armée ».

« Deux navires de guerre britanniques à Shanghai. - Un destroyer et une corvette lance-missiles britanniques, l'*HMS Manchester* et l'*HMS Amazon* sont arrivés, le ven-

LU NIGER : le dur métier de conseiller

Il n'est pas facile de « conseiller » un gouvernement africain dont on n'est pas citoyen. Conseiller du président Hamani Diori du Niger de 1966 à 1974, Jacques Baudin, qui travailla également pour M. Houphouët-Boigny et le quitta après un désaccord sur le Biafra, a une grande expérience de ces fonctions délicates où l'on s'entretient souvent l'hostilité de ceux qui redoutent d'être suppléants auprès du maître.

Dans le titre même de son ouvrage, *Conseiller du président Diori*, l'auteur proclame une fidélité qui s'est maintenue au-delà du coup d'Etat frappant son « patron ». Aujourd'hui encore, il dénonce à juste titre le scandale d'un septuagénnaire presque aveugle, sage « intégral » et respecté, « père » de la francopho-

nie, qui fut l'un des « grands » des indépendances africaines. Ce livre en forme de compte rendu de mission démontre méticuleusement les problèmes qu'affronte un jeune Etat : obtenir des aides nouvelles sans mécontenter les donateurs installés - par exemple, du bétail canadien sans outrager les Français, - vendre son uranium à bon prix sans exaspérer le CEA... Et accessoirement, ne pas se trouver désigné à la vindicte publique par tel ou tel réseau qui veut éliminer un gêneur. Document révélateur et aussi peu fréquent que la fidélité à un chef d'Etat déchu.

P.-J.F.

★ Conseiller du président Diori, de Jacques Baudin. Editions Evrinor Press, (12, rue de Mironville, 75008 Paris), 190 p., 100 F.

faire leurs courses. Jeudi, des musulmans perchés sur les toits de la vieille ville d'Almedabad, cinquième ville de l'Inde avec 3,5 millions d'habitants, avaient bombardé à coups de pierres une procession religieuse hindoue, provoquant de graves heurts entre les deux communautés. - (AFP.)

● INDE : Vingt morts dans des affrontements entre hindous et musulmans. - Le bilan des troubles du 10 juillet dans l'ouest de l'Inde, faisait état de vingt morts et a été publié vendredi. La police a décrié un couvre-feu partiel ne s'adressant qu'aux hommes, les femmes étant autorisées à sortir brièvement pour

PHILIPPINES

Un typhon ravage l'île de Luzon

Manille. - La présidente Aquino a déclaré « zone sinistrée » de larges portions de l'île de Luzon après le passage du typhon « Gading ». Trois jours de pluies torrentielles et des vents soufflant à plus de 180 kilomètres-heure ont provoqué la mort d'une centaine de personnes et des dégâts matériels évalués à 200 millions de francs. Selon les plus récentes estimations, des centaines de milliers d'hectares de rizières et de champs de blé ont été dévastés. De même, les pêcheries ont été ravagées, nous indique notre correspondant.

Des milliers de personnes sont sans abri à la suite des inondations, et plusieurs villes importantes, comme Baguio - l'ancienne capitale d'été des Philippines, - ont été isolées par des éboulements de terrain. Le plan de secours mis en œuvre par le gouvernement prévoit l'envoi d'urgence de nourriture aux sinistrés actuellement regroupés dans les écoles. Le typhon a atteint dans la soirée du vendredi 11 juillet la côte méridionale de la Chine, faisant vingt-huit morts selon l'agence Chine nouvelle.

Hausse des salaires

Par ailleurs, la présidente Aquino a approuvé une hausse des salaires pour quelque neuf cent mille fon-

ctionnaires, soldats, policiers et enseignants, en dépit des problèmes budgétaires du pays.

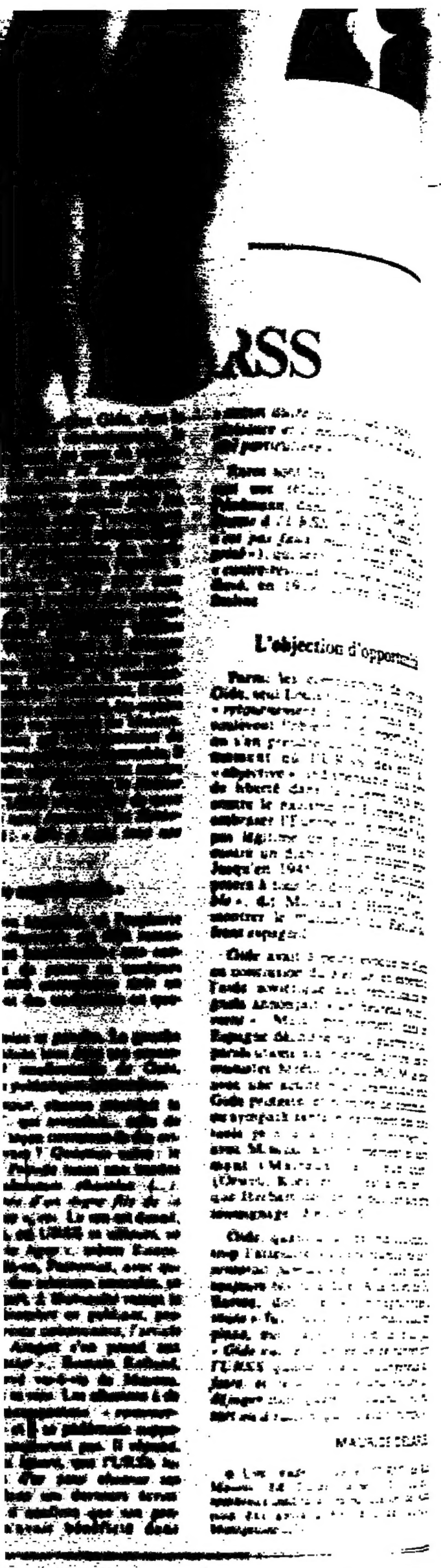
Ces hausses (20 % pour les enseignants et 10 % pour les autres) prennent effet à partir du 1^{er} juillet.

Le ministre de la défense a annoncé que les guerilleros communistes de la Nouvelle armée du peuple (NPA) ont tué huit personnes, vendredi, au cours d'une attaque contre un ranch dans la province septentrionale de Cagayan, à quelque 350 km au nord de Manille.

L'agence officielle de presse PNA a, pour sa part, signalé le même jour que cinq personnes avaient été tuées et cinq autres blessées dans deux autres attaques de la NPA, plus tôt cette semaine, dans la province de Cotabato nord (île méridionale de Mindanao).

Enfin, on a appris vendredi à Bonn que la RFA a décidé de mettre 86 millions de deutschemarks (environ 39,5 millions de dollars) en crédits d'aide au développement à la disposition des Philippines. La nouvelle a été annoncée à l'issue de la visite dans la capitale fédérale du vice-président et ministre des Affaires étrangères philippin, M. Salvador Laurel. Il a, par ailleurs, révélu au cours d'une conférence de presse, que son gouvernement compte organiser des élections générales en février 1987 à la nouvelle Constitution est ratifiée avant le mois de novembre prochain. - (AFP, AP.)

dredi 11 juillet, à Shanghai pour une visite d'amitié de cinq jours, rapporte l'agence Chine Nouvelle. Les deux navires sont les premiers à mouiller dans cette ville depuis 1980. (AFP.)

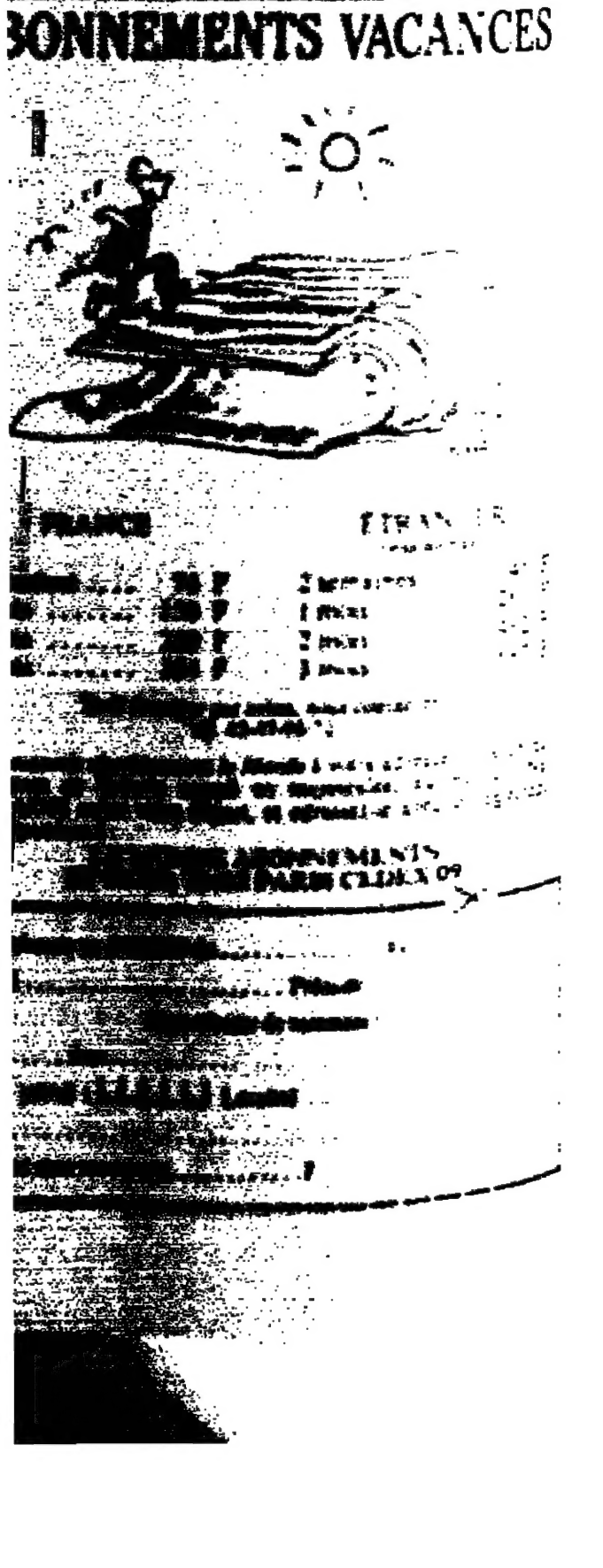


ASS

Le monde est un village et le village est un monde. ASS, c'est la solution pour tous vos problèmes de santé.

ASS, c'est la solution pour tous vos problèmes de santé.

ASS, c'est la solution pour tous vos problèmes de santé.



BONNEMENTS VACANCES

Le monde est un village et le village est un monde. BONNEMENTS VACANCES, c'est la solution pour tous vos problèmes de santé.

BONNEMENTS VACANCES, c'est la solution pour tous vos problèmes de santé.

BONNEMENTS VACANCES, c'est la solution pour tous vos problèmes de santé.

Etranger

ARGENTINE : vivre dans l'extrême Sud

Ushuaia : du pétrole et des moutons...

Face à l'Antarctique, au fin fond de l'Argentine, Ushuaia, capitale de la Terre de Feu, est une ville pour militaires, pétroliers et éleveurs de moutons. On y a oublié le bain et l'on n'y trouve plus les géants patagons...

USHUAIA

Correspondance

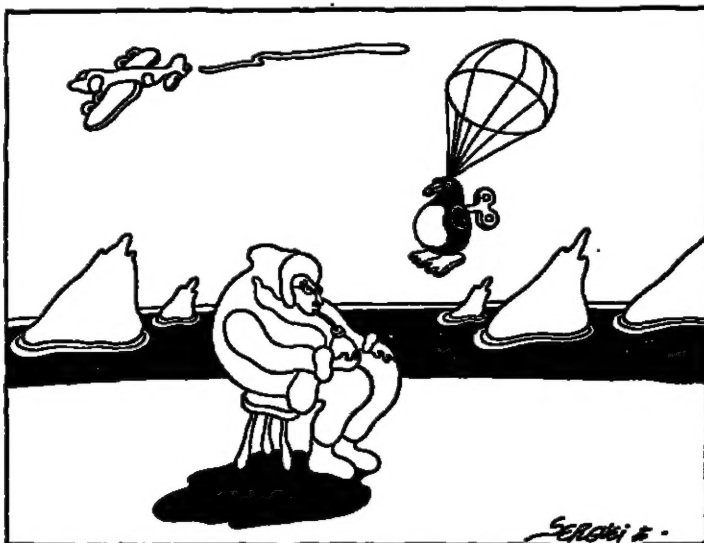
A près de 3 000 kilomètres au sud de la très polie Buenos-Aires, voici que s'ouvrent les portes de l'inconnu. Six heures d'avion, et c'est le Grand Sud, fins terres. Pourtant, ce bout du monde est habité, vivant, en constante expansion, même si l'arrivée dans la capitale de la Terre de Feu ne laisse pas d'être surprenante. Un vent aigre cingle le visage. L'aéroport est petit, encastré dans un cercle de montagnes. Douillettement emmitouflés dans des vêtements de ski qu'on porte ici dès comme hiver, les habitants s'interpellent, se saluent avec force démonstrations et abrazos. Leur espagnol volubile s'est plié au Grand Sud, s'est durci au contact de cette terre glacée, devenant plus chuintant, moins « italianisé » qu'à Buenos-Aires. Même les Patagons ne sont plus ceux de nos vieilles lectures : « Il est gigantesque, ses pieds enlèvent des nuages de poussière, les habitants dans la neige une empreinte énorme », écrit Magellan du premier habitant — qu'il surnomma « patagon » : « patte d'ours » —

qu'il aperçut sur cette terre en 1520, alors qu'il cinglait vers le détroit qui devait porter son nom. Cette race de géants est de stature bien moyenne.

La ville n'est comparable à nulle autre : petite, elle s'étend sur trois lignes parallèles, la première longeant le port, la deuxième bordée de boutiques et de restaurants, la troisième, enfin, juxtaposant des villas cosues. A 3 kilomètres environ de ce triple axe, excoissance gigantesque, s'est développée la cité ouvrière. Devant les maisons de tôle ondulee de toutes les couleurs, que chauffe un poêle inlassable, les enfants jouent dans la rue, à peine vêtus.

Une mosaïque humaine

Tout est cher, ici : on plume le gringo à plaisir dans les hôtels, les restaurants, les boutiques, où tout vient du Nord. Un vêtement, par exemple, coûte ici trois ou quatre fois plus cher qu'à Buenos-Aires. Il est vrai que le niveau de vie est très élevé. Cette Terre de Feu qui fut tant rêver est devenue une terre de commerçants. On y vient pour gagner beaucoup d'argent, et vite. La population est très jeune et la ville, en dehors de rares édifices centenaires, semble avoir été aussi tout juste vingt ans. Les jeunes au chômage ont quitté à regret la douceur de Buenos-Aires pour venir s'installer dans une région où le travail ne manque pas et est bien payé. De sorte que la population d'Ushuaia est une mosaïque



d'Argentins venus de toute part. Certains s'attachent à cette terre et l'adoptent à jamais. D'autres ne songent qu'à faire des économies pour repartir vers la grande ville où une fiancée et un climat plus clément les attendent.

Partout, de petits groupes de jeunes sifflent le maté, l'infusion d'herbes chère aux Argentins. Le porro brûlant au creux de leur paume, ils lisent *Clarín*, le quotidien de la capitale, ou discutent avec délices des derniers articles de *Canard enchaîné* argentin, *Humor*, qui fait battre les ailes encore neuves de la liberté de presse.

« Moi, je ne pourrais pas vivre dans un pays où il ne fait presque jamais nuit », nous confie un jeune envoyé ici pour son service militaire. Il n'est pas le seul à se sentir

en exil dans ces neiges lointaines. A Buenos-Aires, on l'on voit enfin le beau film — longtemps interdit — *Patagonie rebelle* (1973), on connaît surtout par l'image les souvenirs vallées de Bariloche, mais on ignore généralement l'extrême Sud.

Le souvenir du bain

Un camarade de notre interlocuteur bouillonne d'un enthousiasme tout neuf : « Il y a encore peu de temps, je ne comprenais pas bien Ushuaia. Maintenant, je l'aime. » En naviguant au large de la cité, sur le canal de Beagle, il a découvert l'attrait magique de la Terre de Feu : il aux oiseaux, tapissée de

centaines de cormorans, il aux phoques, réserve naturelle de Lapataia où planent les aigles, les faucons, et les *caucenes*, dits « oiseaux de Magellan ».

L'histoire a vu se succéder ici les galions hollandais ou anglais, les aventuriers venus chasser la baleine, le phoque, ou chercher l'or, comme cette Compagnie de lavoirs d'or du Sud, fondée il y a cent ans par un Roumain entrepreneur qui ne récompensa guère ses actionnaires.

Puis vinrent les missionnaires anglais, les anglicans se fixant à Ushuaia même et les salésiens à Rio-Grande. A leur arrivée, les Indiens contemplèrent longtemps avec stupeur le costume des religieux avant de les baptiser « oiseaux pingouins ». Enfin, ce fut le tour des bagnards en tenue rayée jaune et bleue. En 1908, les missions n'ayant plus personne à évangéliser, fut fondé ici le pénitencier qui devait fâcheusement marquer la mémoire nationale. Aujourd'hui encore, il est difficile au citadin de Buenos-Aires de ne pas associer le nom d'Ushuaia au bain. Les rares prisonniers qui parvenaient à s'échapper dans ces contrées inhospitalières revenaient d'eux-mêmes chercher chaleur et nourriture. En 1950, le gigantesque édifice carré du pénitencier fut désaffecté et transformé en une base aéronavale. Beaucoup d'anciens forçats vivent encore en Terre de Feu où ils travaillent à l'élevage des moutons ou à l'extraction du pétrole, les deux grandes richesses du Sud argentin.

Et les Indiens, que sont-ils devenus ? Oh sont les Onas, les Yaganes dont on comptait autrefois plusieurs dizaines de milliers ? Lorsque vous posez la question aux Argentins, ils lèvent les bras au ciel et vous parlent des maladies apportées par les Blancs.

La dernière Indienne

En 1889, à l'Exposition universelle de Paris, un certain Maurice, aventurier sans scrupules, exhibait dans une cage un Ona sous le panonceau « anthropophage ». En 1966, mourut à l'âge de quatre-vingt-dix ans une des dernières femmes onas de race pure, Lola Kypia. Entre ces deux dates, un peuple s'est assimilé ou a été massacré. Dès que se développa le florissant élevage des moutons en Terre de Feu, c'en fut fini des Indiens : on payait 1 livre la livraison d'une tête de ces « voleurs du bien d'autrui », entendez : mangeurs de moutons !

« Ushuaia, la ville la plus australe du monde », scande le pingouin souriant qui symbolise la ville sur tous les brimborions pour touristes. Hélas ! on ne trouve ici pas plus trace de pingouins que d'Indiens. Seuls sont bien réels les feux qui continuent à ravager leur « Terre ». Partout gisent de gristres troncs d'arbres calcifiés. Et le vent glacé qui souffle, balayant les traces d'une histoire toute jeune et déjà trop vieille.

SYLVIE BRUNET.

NICARAGUA : les problèmes de transport

Le casse-tête du voyage en province

Le voyageur qui se rend au Nicaragua n'a pas seulement à y redouter la guerre menée par les « contras ». Il doit, s'il veut quitter la capitale, affronter un incroyablement casse-tête et s'armer de patience.

MANAGUA

Correspondance

Un journal nicaraguayen a récemment consacré presque une page à la description de Puerto-Cabezas, ville de quatorze mille habitants au nord de la côte atlantique, à 560 kilomètres de Managua. Puerto-Cabezas est la capitale de la « zone spéciale n° 1 », et est habitée principalement par les Indiens Miskitos. L'article se terminait sur un appel : « Le principal défi qu'il a à relever la révolution sandiniste, c'est l'unification de notre nation. »

A la même page, juste au-dessous, on pouvait lire : « La semaine prochaine, il n'y aura plus de vols à destination de la côte atlantique car quatre avions sont en réparation et il n'y a pas de combustible pour les deux autres. »

L'avion est le seul moyen d'accès à Puerto-Cabezas. Les routes sont, en effet, impraticables. Elles sont minées et personne n'ose s'aventurer dans une région où des affrontements opposent souvent les « contras » à l'armée sandiniste.

Même en période normale, quand Aeromica assure ses vols, il faut faire preuve d'imagination et de ténacité pour voyager sur la côte, surtout quand on est étranger.

Pour s'embarquer pour Puerto-Cabezas — comme à destination des autres villes situées dans les « zones spéciales », Bluefields au sud et Rosita et Sima à l'intérieur des terres, tout étranger doit présenter un billet d'avion avec sa réservation et une autorisation particulière.

Celle-ci est accordée par le ministère des migrations après accord du centre de presse pour les journalistes, du ministère de tutelle de ceux qui travaillent au Nicaragua sans contrat, ou d'une agence de voyages pour les touristes. Pour obtenir l'accord du centre de presse, il faut parfois un mois ! La

bureaucratie qui sévit dans la plupart des ministères ne rend pas les choses plus aisées.

Pourtant, ce n'est qu'une fois l'autorisation de départ accordée par les *migraciones* que la course contre la montre commence. En général, cette autorisation n'est valable que pour sept jours et doit obligatoirement être utilisée dans les deux semaines suivant son émission. Sinon, il est impossible d'acheter le billet exigé pour avoir une place réservée. Or chaque vol est complet deux ou trois semaines à l'avance. Se rendre sur la côte atlantique en avion est donc, en soi, une gageure.

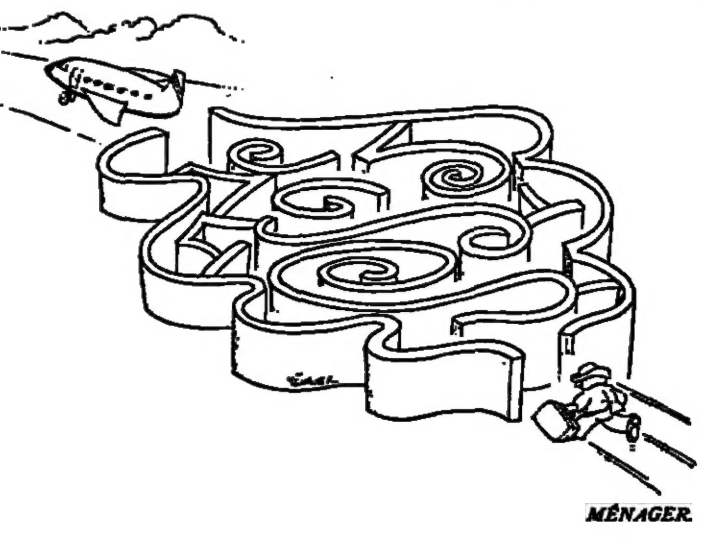
Ainsi, un membre d'une mission étrangère a passé deux mois dans la capitale à tenter, en vain, de réunir les trois conditions requises. Quand il avait son autorisation de départ, il ne pouvait obtenir une réservation sur un vol, et quand enfin il fut porté sur la liste des passagers, son autorisation était périmée. L'astuce est de demander deux autorisations consécutives, si possible par deux canaux différents. De cette façon, on a une chance que l'une d'elles couvre le jour de la réservation.

Retour à la case départ

Pour l'achat du billet d'avion, les choses sont plus simples. Deux prix sont affichés : l'équivalent de 2 dollars pour les Nicaraguayens ou les résidents dans le pays et 68 dollars pour les visiteurs. Même si on a le privilège de ne payer que le prix dérisoire de l'un des vols les moins chers au monde, il faut déboursier 2 dollars de plus pour aller jusqu'à l'aéroport en taxi, par deux fois : une fois pour réserver sa place et une autre fois pour prendre l'avion.

Ces deux déplacements jusqu'à l'aéroport sont un minimum. Il arrive que l'on doive s'y présenter deux ou trois jours de suite, le vol ayant été annulé. Avec quelques motifs, les Nicaraguayens appellent Aeromica leur compagnie aérienne « Aeromica » (micka voulant dire « jamais »). Même le personnel à terre, toujours de bonne humeur et faisant preuve d'une patience étonnante, use de ce sobriquet.

Parfois, ces retards ont pour conséquence d'annuler la faible



MÉNAGER

marge de manœuvre nécessaire pour faire coïncider autorisation, billet et réservation, et l'on se retrouve à la case départ. Pour se consoler, le voyageur peut acheter dans un kiosque de l'aéroport des cartes postales de... Kiev qui le feront rêver.

Le temps passé à attendre des avions qui ne viennent pas permet de lier connaissance. On partage le même taxi pour rentrer en ville, on se donne rendez-vous pour le lendemain à 5 h 30 ; la convocation étant fixée à 6 heures du matin, quelle que soit l'heure prévue de décollage.

La carte et le petit singe

En écoutant les conversations qui fusent dans le secteur des vols intérieurs à l'aéroport Augusto-César-Sandinio, on peut se faire une idée de la diversité raciale des Nicaraguayens. Les Indiens parlent le miskito (ils partent pour Puerto-Cabezas), les Noirs l'anglais, auquel s'ajoutent des mots jamaïcains (ils vont à Bluefields). Enfin les *ladinos*, c'est-à-dire les habitants de l'intérieur et de la côte pacifique, parlent espagnol. Si on a de la chance, on peut entendre le sumo et, plus rarement, le rama utilisé par les minorités ethniques de la côte atlantique. Parmi les langues étrangères, le bulgare prime, des ingénieurs venus de Sofia aidant à la construction d'un port en eaux profondes à Bluefields.

En attendant le décollage, les rares touristes étrangers se mettent en quête de renseignements pratiques : situation militaire, zones de combats, routes minées, approvisionnement. A la prochaine convocation, ils reviendront à l'aéroport avec des conserves de la *tienda diplomática*, magasin réservé aux étrangers où l'on paie en dollars américains.

Certains d'entre eux profitent de l'attente pour tenter d'acheter une carte du pays. Il y a un an, on pouvait en trouver au stand de l'Hôtel Intercontinental. Dans les librairies de Managua, on vend encore quelques rares cartes anciennes où Puerto-Sandinio est resté « Puerto-Somoza ».

Le centre de presse offre de temps à autre de nouvelles cartes au prix de 1 dollar. Hélas ! dans un rayon de 130 kilomètres autour de Puerto-Cabezas, on n'y voit que le dessin d'un gentil petit singe accroché à une branche, à l'emplacement approximatif du village de Yulu, comparaison faite avec les cartes très détaillées achetées à Londres dont dispose tout voyageur prévenu.

Au revers de cette carte est imprimé le plan de Managua. Là encore, les dessins sont plus nombreux que les informations, les rues de la capitale ne portant pas de nom. « Ce système est extrêmement pratique », nous explique un urbaniste hollandais qui travaille à la reconstruction de la ville détruite en grande partie par le tremble-

ment de terre de 1972. Il suffit de repérer les principaux points et de connaître les quatre points cardinaux, soit, pour les habitants de Managua, l'est, le sud et le « lac », entendez le nord.

En bus et en bateau

Ainsi « en partant du restaurant La Marsella, trois blocs vers le lac » est une adresse identifiable. On peut être invité à dîner « en face de l'église Tolentino, vers le petit arbre de coco ». Tout habitant de Managua connaît l'arbre en question.

Si l'avion est décidément inabordable, on peut tenter sa chance en bus et en bateau. Là encore, il faut se dépêcher car l'achat du billet et la réservation se font la veille du départ pour la modeste somme de 1 dollar et demi.

Le départ a lieu à 4 heures du matin. Que faire ? Courir le risque de ne pas trouver de taxi ? Camper la moitié de la nuit sur les bancs de la gare routière Ivan-Montenegro ? On y retrouve souvent ses compagnons d'infortune de l'aéroport.

Mais au moment de monter dans le bus, les amitiés se défont à coups de coude, car il y a plus de candidats que de places.

Après six heures de bus, voici le bateau qui descend le Rio Escondido, escorté par une vedette militaire pour faire face à une éventuelle attaque des « contras ».

Une fois à Bluefields, tout étranger doit se présenter aux *migraciones*, où l'on vérifie son autorisation. Alors commence la longue énumération de tous les lieux qu'il est strictement interdit de photographier — en fait tout ce qui est situé près de la côte, — et de ceux qu'on ne saurait visiter — soit tout ce qui se trouve en dehors des limites de la ville.

Avec un peu d'imagination, on pourrait se croire dans certains pays de l'Est. Il est vrai que, juste en face des *migraciones*, on peut se procurer les éditions américaines du *Docteur Jivago* et du *Pavillon des cancéreux*. On les chercherait en vain chez un bouquiniste de Varsovie ou de Prague.

ANNA HUSARSKA.

LE MONDE diplomatique
JUILLET 1986

La France et la guerre des étoiles
par Claude Julien

Chine : la fenêtre ouverte et les microbes
En vente chez tous les marchands de journaux

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le vendredi 11 juillet, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations le communiqué suivant a été diffusé :

L'ORGANISATION ECONOMIQUE EN AGRICULTURE

Le ministre de l'Agriculture a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture.

FINANCEMENT DES RETRAITES ET PENSIONS

Le ministre délégué chargé du budget a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et pensions.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Grâce à l'allongement de la durée de la vie, le nombre de personnes âgées s'accroît, alors même que les assurés cessent leur activité de plus en plus tôt. On trouve là, l'origine des très graves difficultés que connaissent les régimes de retraite.

Parmi ceux-ci, la situation financière de l'assurance-vieillesse du régime général de la Sécurité sociale est particulièrement critique : le besoin de financement est estimé, pour 1986, à 17 milliards de francs et, pour 1987, à environ 27 milliards de francs.

Devant les risques d'épuisement de la trésorerie, le gouvernement est conduit à prendre des mesures immédiates, tout en demandant à l'ensemble des partenaires intéressés de réfléchir en commun sur le devenir des systèmes de retraite au sein d'une commission d'évaluation et de sauvegarde de la Sécurité sociale, pour sa branche vieillesse.

Il a, en premier lieu, décidé de procéder au relèvement de 0,7 point du taux des cotisations dues par les assurés pour l'ensemble des régimes, à compter du 1^{er} août 1986.

Toutefois, il n'a pas voulu s'en tenir à cette seule mesure et a estimé nécessaire de faire appel à la solidarité nationale. Le projet de loi adopté ce jour, qui sera présenté au vote du Parlement à la présente session extraordinaire, propose d'instaurer une recette nouvelle assise sur les revenus perçus en 1985 et 1986 par l'ensemble des contribuables.

Le produit de cette contribution, dont le taux a été fixé à 0,4 % du revenu, sera affecté à la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés. Son assiette est identique à celle de la contribution de 1 % sur le revenu des personnes physiques instituée par l'ordonnance du 30 avril 1983 et supprimée en 1985.

Les foyers les plus modestes ne seront pas soumis à cette contribution :

- les contribuables qui ne seront pas soumis à l'impôt sur le revenu au titre des revenus de 1985 et 1986
- pour les personnes, qui bien que soumises à l'impôt sur le revenu, ne versent pas d'acompte provisionnel en raison de la faiblesse de leur cotisation d'impôt (inférieure à 1 300 francs au titre de 1985), la contribution ne sera pas non plus due.

Afin d'atténuer les effets de seuil, une décade, c'est-à-dire une diminution des sommes dues, est prévue pour les contribuables dont la contribution n'excède pas la somme de 160 francs. Ce dernier montant est majoré pour tenir compte de la situation de famille du contribuable.

(plus 140 francs par personne à charge).

Les modalités de recouvrement seront les suivantes :

- en ce qui concerne la contribution due au titre des revenus de 1985, elle sera exigible en même temps que le premier acompte provisionnel de l'impôt sur le revenu de 1987, dont la date limite de paiement sera repoussée au 20 février 1987 ;
- en ce qui concerne la contribution due au titre des revenus de 1986, elle sera exigible en même temps que le premier acompte provisionnel de l'impôt sur le revenu de 1988.

En cas de paiement mensuel, la contribution sera due avec la première mensualité de l'impôt qui suivra le premier acompte provisionnel. Enfin, la retenue pour pension due par les fonctionnaires de l'Etat sera relevée de 0,7 point au 1^{er} août 1986, comme pour l'ensemble des régimes.

Le secrétaire d'Etat à la mer a présenté au conseil des ministres trois projets de loi relatifs à l'application des engagements internationaux de la France dans le secteur maritime.

Le premier projet de loi renforce les possibilités de sanction des infractions aux règles de navigation dans les zones dangereuses, en modifiant le code disciplinaire et pénal de la marine marchande du 17 décembre 1926. Il permettra de réprimer les infractions relevées dans les dispositifs de séparation de trafic lorsqu'elles sont commises, même en dehors des eaux territoriales, par des navires français.

Le deuxième projet modifie la loi du 18 juin 1966 sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes. Il assure l'harmonisation de la législation française avec les différentes conventions internationales ratifiées par la France. Il introduit également de nouveaux plafonds de responsabilité pour les transporteurs maritimes de passagers.

Le troisième projet modifie la loi du 3 janvier 1967 relative aux statuts des navires. Il permettra de limiter, pour les bateaux de pêche notamment, la hausse des tarifs d'assurance qui pourrait résulter de l'entrée en vigueur de la convention de Londres de 1976.

Le conseil des ministres a autorisé le premier ministre à engager devant l'Assemblée nationale, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, la responsabilité du gouvernement sur le vote du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et pensions.

Grâce de la faim à La Réunion. — Dans l'île de La Réunion, les douze employés communaux de Sainte-Marie, licenciés au mois de juin dernier par le maire, M. Axel Kichenin (div. g.), poursuivent leur grève de la faim (le Monde du 10 juillet). Ils ont été rejoints dans leur action, jeudi 10 juillet, par deux adjoints au maire MM. Joseph Varonin et Georges Nanyave qui observent également un jeûne complet en signe de solidarité avec les personnes licenciées. Des négociations entre la mairie de Sainte-Marie et le syndicat autonome de la fonction publique territoriale de La Réunion se sont engagées, mais elles n'ont, jusqu'à présent, pas abouti. — (Corresp.)

Le débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale

La gauche n'a pas la même confiance que la droite dans l'administration

La majorité coupée en deux : l'UDF alliée avec la gauche ; le RPR avec le Front national pour soutenir le gouvernement ! Les conditions de vote d'un amendement, le vendredi 11 juillet, à l'Assemblée nationale lors de la discussion du projet sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, ne doivent pas être extrapolées. Mais s'il ne faut pas leur donner plus d'importance qu'elles n'en ont, elles n'en sont pas moins révélatrices d'un climat. La majorité est philosophiquement divisée face à l'immigration et elle ne réussit à surmonter cette division qu'en ne participant pratiquement pas au débat du Palais-Bourbon, et en laissant le gouvernement durcir son discours après avoir dû adoucir son texte.

Les colères de M. Roger Holleindre contre ces ministres socialistes, qui ont « avoué » qu'ils étaient favorables à l'indépendance de l'Algérie, et qui, à ce titre, « méritent la Haute Cour » pour « intelligence avec l'ennemi » sont une chose. Les propositions de ses amis sont tout aussi claires. M. Jean-Marie Le Pen, le vendredi 11 juillet, a encore affirmé que « le regroupement familial des immigrés devait se faire dans leur pays, non chez nous ». Son adjoint, M. Jean-Pierre Stirbois, a encore prétendu que les « étrangers étaient en France des citoyens privilégiés ». Logiques avec une telle analyse, les élus du Front national ont donc demandé la suppression de toute automaticité dans la délivrance des cartes de séjour aux immigrés, quels qu'ils soient.

Le gouvernement ne veut pas aller jusque-là. Mais son projet prévoit quand même que cette automaticité disparaît « si la présence de l'étranger constitue une menace pour l'ordre public », et seule l'administration sera juge de la réalité de cette menace, sous le contrôle, c'est vrai, des tribunaux administratifs, mais ces derniers sont toujours longs à intervenir. C'est là, bien entendu, un sujet de discorde avec la gauche, qui, elle, avait accordé les pouvoirs de justice. Elle craint que cela ne crée une « insécurité dangereuse pour tous les étrangers ». La réponse de M. Pandraud est simple : en matière d'autorisation de séjour, il ne doit pas y avoir « de droits acquis. La

Les ministres sont manifestement mal à l'aise devant ce dossier : ils voudraient bien empêcher le Front national de continuer de profiter du développement de la xénophobie, mais ils savent qu'ils ne peuvent aller trop loin. M. Charles Pasqua a préféré laisser M. Robert Pandraud, plus placide, mener la discussion des articles. Mais la présence de cet ancien préfet fait ainsi clairement apparaître la ligne de force du texte : donner le plus possible de marge de manœuvre à l'administration pour résoudre le problème. Le désaccord avec la gauche est là total.

Les divergences d'analyse avec l'extrême droite sont aussi fondamentales. Elles apparaissent pourtant moins, tant le ministre préfère polémiquer avec sa gauche qu'avec sa droite. Pourtant, pour la première fois depuis leur entrée au Palais-Bourbon, les amis de M. Jean-Marie Le Pen ont renoncé — volontairement ou non — à l'image de respectabilité qu'ils s'étaient jusqu'alors bâtie. Leur rejet brutal de la présence d'étrangers en France apparaît nettement. La dureté de leurs arguments, la virulence de leurs propos les distinguent — cette fois — clairement de la plupart des autres responsables politiques français. La xénophobie d'une partie de l'électorat leur a été trop profitable, ils ne veulent pas cesser de la flatter.

Le ministre de l'Intérieur, M. Mazaud, et l'UDF ont été convenus par la gauche que même s'il était arrivé chez eux illégalement avec ses parents, il devait avoir droit automatiquement à une carte de séjour, à condition de n'avoir pas eu de maille à partir avec la justice dans les conditions évoquées précédemment. Pour le rapporteur, c'est un problème « humain, le jeune enfant ne devait pas supporter les conséquences des erreurs de ses parents ». Sous l'influence de M. Gabriel Kasperit (RPR, Paris), le reste du RPR se laissa convaincre par le ministre qui affirmait qu'une telle disposition « allait inciter au regroupement familial clandestin ».

Mais au moment du vote, les députés de l'UDF, du PS et du PC étaient plus nombreux en séance que ceux du RPR et du FN. Le dispositif proposé par les socialistes fut donc adopté. Seulement, ce n'est qu'un élément de l'article sur la délivrance automatique des cartes de séjour. Or lorsque celui-ci fut mis au vote, les élus de la majorité étaient moins présents dans l'hémicycle que ceux des oppositions de droite et de gauche qui tous votèrent contre pour des raisons évidemment opposées. Le gouvernement devra donc en fin de débat le remettre en discussion.

A cette occasion, la « faveur » faite aux jeunes enfants pourrait être remise en discussion, même si M. Mazaud assure qu'il n'en sera rien. La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans. M. Mazaud et l'UDF ont été convenus par la gauche que même s'il était arrivé chez eux illégalement avec ses parents, il devait avoir droit automatiquement à une carte de séjour, à condition de n'avoir pas eu de maille à partir avec la justice dans les conditions évoquées précédemment. Pour le rapporteur, c'est un problème « humain, le jeune enfant ne devait pas supporter les conséquences des erreurs de ses parents ». Sous l'influence de M. Gabriel Kasperit (RPR, Paris), le reste du RPR se laissa convaincre par le ministre qui affirmait qu'une telle disposition « allait inciter au regroupement familial clandestin ».

Mais au moment du vote, les députés de l'UDF, du PS et du PC étaient plus nombreux en séance que ceux du RPR et du FN. Le dispositif proposé par les socialistes fut donc adopté. Seulement, ce n'est qu'un élément de l'article sur la délivrance automatique des cartes de séjour. Or lorsque celui-ci fut mis au vote, les élus de la majorité étaient moins présents dans l'hémicycle que ceux des oppositions de droite et de gauche qui tous votèrent contre pour des raisons évidemment opposées. Le gouvernement devra donc en fin de débat le remettre en discussion.

A cette occasion, la « faveur » faite aux jeunes enfants pourrait être remise en discussion, même si M. Mazaud assure qu'il n'en sera rien. La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

La majorité ne se laissa pas, en revanche, convaincre par la gauche, même si certains des siens furent tentés, de la nocivité du retrait de dix ans.

Retraite : l'esprit d'entreprise

La situation faite aux retraités est ingrate. Plus le salaire antérieur était proche du S.M.I.C., plus le pouvoir d'achat est à peu près maintenu par la pension de retraite (provenant de la Sécurité Sociale et des Caisses Complémentaires). En revanche, plus le salaire était élevé, et plus la baisse du train de vie est sévère. Ainsi, un cadre qui gagnait environ 40 000 francs par mois se retrouvera avec un revenu de 20 000 francs (soit 50 % du salaire antérieur). Et tel cadre supérieur qui gagnait 80 000 francs par mois percevra à peine plus de 20 000 francs comme pension de retraite (soit seulement 25 % de son salaire antérieur). Il faut préciser que malgré le chômage et la dénatalité, ce système de retraite par répartition est tout à fait fiable et très équilibré, mais on ne peut en attendre mieux à l'heure actuelle.

Il fallait donc, dans notre société qui réclame « Toujours Plus » (ainsi que le décrivait François de Closets), chercher une autre solution. L'U.A.P. l'a trouvée. C'est le R.S.R.C. (Régime Supplémentaire de Retraite Collectif). Ce régime vient compléter le premier. S'il se dénomme « collectif », c'est qu'il est souscrit globalement entre une entreprise et l'U.A.P., grâce à un conseil en assurances, sur un mode défini pour chaque catégorie de personnel. Et bien entendu, chaque cadre en bénéficie personnellement à l'heure de la retraite (à partir de 55 ans). A l'inverse du système par répartition où les versements des actifs paient immédiatement les pensions des retraités, dans le système par capitalisation, les sommes versées par les salariés constituent des placements. Là encore, l'U.A.P. offre ses références solides de premier investisseur après l'Etat.

Le R.S.R.C. est une sorte de salaire différé, qui a l'avantage, pour le cadre comme pour l'entrepreneur, d'être partiellement dispensé de cotisations sociales et d'être déductible d'impôts, ceci grâce à une nouvelle disposition fiscale de 1985.

Prendre sa retraite implique, pour la plupart des cadres, une baisse très sensible de leurs revenus. Mais le remède existe : l'U.A.P. propose des Contrats Collectifs de Retraite fonctionnant par capitalisation et qui viennent s'ajouter à la retraite par répartition. Et quelle meilleure garantie pour une entreprise qu'un cadre confiant en son avenir ?

L'Etat ayant voulu encourager cette initiative, le Contrat R.S.R.C. prévoit la possibilité de reconstruire une carrière, ainsi que la réversion de la pension au profit de l'épouse et des enfants, le cas échéant. Les cadres satisfaits et motivés, la meilleure garantie qui soit pour un chef d'entreprise dynamique. Ainsi Xavier S., courtier d'assurances, remarque : « Quand je fais signer un contrat à une entreprise, j'ai le sentiment de participer

personnellement, — par U.A.P. interposé — à son développement ». Le premier groupe français d'assurances a trente ans d'expérience en matière de contrats collectifs de retraite, passés avec de grandes entreprises et parmi les plus performantes. Mais ce contrat peut aussi s'adapter parfaitement à une PME. Ainsi Jacques D., Président d'une société spécialisée dans la vente de micro-ordinateurs, est enchanté d'avoir offert à ses cadres « autre chose ». Il en est de même

Moi mon vieux j'ai une entreprise en BETA un boulot en BETA et maintenant une assurance retraite en BETA !



pour Henri T., directeur d'une société de distribution, inquiet pour sa propre retraite : « Avec ce contrat collectif, mes points indexés, son pouvoir d'achat garanti, je suis tranquille pour l'avenir ». C'est vrai : le R.S.R.C. est un régime souple et sûr. C'est une sécurité à bon compte, pour les cadres comme pour l'employeur. ANNE FARAY

Alors sans plus attendre, appelez l'U.A.P./Assurances Collectives au 42.27.22.

ATTENTION

Lundi 14 Juillet
Férié

Jouez donc
avant dimanche soir
ou au plus tard mardi
(aux heures habituelles)

NATIONAL
LOTO

moutons...

continuité de commandement. Ne suis-je pas, comme d'habitude, de Laponie, et ne suis-je pas, en fait, un « mouton » ?

L'histoire a vu se succéder les régimes totalitaires du monde. Les dirigeants ont cherché à contrôler la pensée, à contrôler la parole, à contrôler la vie. Mais, en fait, ils n'ont rien fait de plus que de créer des moutons.

Pour montrer les moutons, il faut les montrer dans leur milieu. Ici, dans la toundra, les moutons sont partout. Ils sont petits, ils sont blancs, ils sont dociles.

La dernière fois que j'ai vu un mouton, c'était en 1939. Je me souviens d'avoir été surpris de leur douceur, de leur simplicité. Ils ne cherchaient rien, ils vivaient. Ils étaient là, dans la toundra, et ils étaient heureux.

Les moutons sont des animaux simples. Ils ne comprennent pas les mots, mais ils comprennent les gestes. Ils savent ce qu'ils veulent, et ils le font.

La province est un monde à part. Ici, les moutons sont les rois. Ils sont partout, et ils sont heureux.

Les moutons sont des animaux simples. Ils ne comprennent pas les mots, mais ils comprennent les gestes. Ils savent ce qu'ils veulent, et ils le font.

La province est un monde à part. Ici, les moutons sont les rois. Ils sont partout, et ils sont heureux.

Les moutons sont des animaux simples. Ils ne comprennent pas les mots, mais ils comprennent les gestes. Ils savent ce qu'ils veulent, et ils le font.

La province est un monde à part. Ici, les moutons sont les rois. Ils sont partout, et ils sont heureux.

Les moutons sont des animaux simples. Ils ne comprennent pas les mots, mais ils comprennent les gestes. Ils savent ce qu'ils veulent, et ils le font.

La province est un monde à part. Ici, les moutons sont les rois. Ils sont partout, et ils sont heureux.

Les moutons sont des animaux simples. Ils ne comprennent pas les mots, mais ils comprennent les gestes. Ils savent ce qu'ils veulent, et ils le font.

La province est un monde à part. Ici, les moutons sont les rois. Ils sont partout, et ils sont heureux.

Les moutons sont des animaux simples. Ils ne comprennent pas les mots, mais ils comprennent les gestes. Ils savent ce qu'ils veulent, et ils le font.

La province est un monde à part. Ici, les moutons sont les rois. Ils sont partout, et ils sont heureux.

Les moutons sont des animaux simples. Ils ne comprennent pas les mots, mais ils comprennent les gestes. Ils savent ce qu'ils veulent, et ils le font.

La province est un monde à part. Ici, les moutons sont les rois. Ils sont partout, et ils sont heureux.

Les moutons sont des animaux simples. Ils ne comprennent pas les mots, mais ils comprennent les gestes. Ils savent ce qu'ils veulent, et ils le font.

LE MONDI
diplomatie
JULIET
La France et la guerre des étoiles
par Charles de Gaulle
Chaque semaine une fenêtre ouverte et les microbes

Politique

Le contentieux électoral en Haute-Garonne

Dominique Baudis se déchaîne contre les socialistes

Le Conseil constitutionnel a annulé les élections législatives en Haute-Garonne. Dominique Baudis, maire de Toulouse, mène - en queue de liste - la bataille de la majorité une contre un Parti socialiste dans l'embarras.

TOULOUSE de notre correspondant

Les marchands des quatre saisons ont cédé la place aux échafaudages de l'émulsion « Intervilles » qui transforment l'esplanade du Capitole en un Luna Park de plateau de télévision. Derrière la façade de l'hôtel de ville, dans la majestueuse salle des Illustres, quelques visiteurs bardés d'appareils photos, chargés de matériel vidéo, Dominique Baudis est en retard, le temps d'apporter d'ultimes modifications à la déclaration solennelle, raide comme une déclaration de guerre, qu'il a décidé de lire devant les médias alléchés par quelques confidences savamment dosées. Le maire de Toulouse avait donné le ton mercredi dernier à la sortie de l'hôtel Matignon, en estimant, après l'annulation par le Conseil constitutionnel des élections législatives en Haute-Garonne, qu'avant le 16 mars « le PS a procédé à une opération frauduleuse couverte au plus haut niveau de l'Etat ».

Ce vendredi 11 juillet, Dominique Baudis se veut plus explicite encore : « C'est en fait M. Joxe qui porte le chapeau ». Manifestement, le maire de Toulouse est sûr de tenir l'affaire, son affaire, « une machination politique » qu'il décrit avec les mots que d'autres ont utilisés pour parler de Greenpeace. « Ils [les socialistes] n'hésitent pas à compromettre des fonctionnaires dans des opérations de sabotage douteuses, sordides, illégales (...). Il y a eu, de la part d'une deuxième équipe envoyée dans le département de la Haute-Garonne, usurpation d'identité (...), ce département a été choisi comme théâtre d'opération de la deuxième équipe... ». Et puis Dominique Baudis interroge et demande sans trop y croire « comment des fonctionnaires publics sous les échanges de correspondance et telex relatifs à cette affaire... ». Reste au maire à porter le conflit sur le terrain judiciaire : plainte contre X et constitution de partie civile.

Du coup, on avait presque oublié que Dominique Baudis, deux jours plus tôt, était « tombé d'accord avec Jacques Chirac sur la nécessité d'une liste d'opposition ». Décidé à occuper le terrain, il « mène campagne de façon désintéressée », figurant « sur la liste de sympathie à la dernière place ». Décidé à aller vite en besogne et à

La réplique de M. Joxe

Répliquant à M. Baudis, l'ancien ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a fait diffuser, vendredi, un communiqué indiquant notamment : « Il y a de nombreuses années que les circulaires élaborées à la veille de chaque élection législative disposent qu'en cas de candidatures multiples le préfet doit refuser l'enregistrement d'une déclaration de candidature, sans même saisir le tribunal administratif (...).

« En conséquence, le commissaire de la République du département de la Haute-Garonne n'a pas eu à solliciter d'instruction. Seule l'exploitation politique locale de la décision du Conseil constitutionnel a pu inciter le commissaire de la République à rappeler à ses autorités de tutelle que son poste, comme pour tous les hauts fonctionnaires, demeure à la disposition du gouvernement, ce qui, chacun l'aura compris, n'est pas une démission (...).

« Toutes les autres affirmations de M. Baudis relèvent de l'imagination journalistique la plus débridée, voire de la diffamation. Elles n'appellent pas d'autres réponses qu'une dénégation absolue, formelle et définitive conclut-il, sous réserve d'éventuelles poursuites judiciaires.

[Avant chaque consultation électorale, le ministre de l'intérieur envoie une circulaire à chaque préfet donnant des instructions précises. Dans le cas d'espèce, la circulaire n° 85333 - la même depuis une dizaine d'années, expédiée le 27 décembre 1985, rappelait en sa page 9 qu'en cas de double inscription le préfet devait refuser la liste inscrite sans la déférer au tribunal administratif. Le Conseil constitutionnel en a donc jugé autrement.]

pousser l'avantage, le maire n'a pas eu le temps de se concerter avec ses partenaires. Une seule certitude : les élus sortants seront aux premières places, mais derrière Pierre Baudis, son père.

Retenu à Paris, M. Jean-Paul Séguela, ancien député RPR, n'était pas présent. Naguère très sûr de lui, volontiers prêt à sortir les griffes devant Dominique Baudis, chatouilleux à l'excès avec ses partenaires de la majorité régionale, le RPR s'est soudain découvert la fibre unitaire. Vingt d'après 16 mars. « On a tiré un trait sur le passé, on a lavé notre linge sale en famille », proclame aujourd'hui Alain Mondon, responsable départemental du Rassemblement. Robert Huguenard, adjoint au maire, qui avait eu quelques formules assassines à l'encontre de Dominique Baudis, est en vacances en Espagne. Les absents sont prêts de ne pas avoir d'états d'âme. Le RPR au plus haut niveau a manifestement compris la leçon du printemps et, bon gré mal gré, le voilà contraint, le temps peut-être de se refaire une santé, de se ranger derrière un Bonaparte mâtiné de Napoléon.

L'embarras de l'opposition

Désormais Dominique Baudis distribue les grades, déploie ses hommes, choisit le terrain d'affrontement avec les socialistes et régit sans partage sur sa ville et sa région. Cet homme dont le sourire accuse la fatigue de journées conduites au pas de charge semble bien décidé à réduire le bastion socialiste, à mettre fin à l'hégémonie d'un parti « qui n'en peut mais ».

Surpris par la rapidité de l'attaque, le Parti socialiste s'est contenté de dénoncer « l'excès d'agressivité et l'étonnante fébrilité de M. Baudis (...), qui entame une violente polémique (pour) fuir le débat national qui le gêne ». Mais les socialistes se seraient bien passés de ce retour devant les électeurs. Traumatisés par la perte de la région, troublés, selon l'expression d'un ancien premier ministre, par les contacts que certains de leurs responsables ont eus, au lendemain du 16 mars, avec le Front national, les militants du PS n'auront guère au temps de se ressaisir, de mettre un peu d'ordre dans un parti - nombre d'orateurs l'ont souligné au cours de la dernière convention fédérale - taraudé par le clientélisme et les luttes d'influence.

Le bureau exécutif a décidé, mercredi dernier, de laisser à la commission fédérale, le 17 juillet prochain, le soin de se prononcer sur les candidats. Pour le scrutin du 16 mars, les désignations avaient été laborieuses et le parti divisé sur la place à laisser à la Haute-Garonne rurale, représentée par Pierre Ortel. Bien qu'en quatrième position, ce dernier avait été réélu, mettant un terme provisoire à la polémique publique. Alex Raymond, maire de Colomiers et tête de liste lors du dernier scrutin, semble prêt à reprendre du service. Louis Lareng, candidat malheureux

à la présidence du conseil régional, ne dément pas les rumeurs qui courent sur ses intentions.

Certes, les militants trancheront, comme l'affirme le secrétaire fédéral, Jean Carassou. Mais, en privé, les socialistes qui, à l'instar de Jacques Roger-Machart et de Gérard Bapt, veulent faire de ce scrutin « un test de la politique de Jacques Chirac » ne cachent pas leur embarras. « Il faut faire le ménage à cause du flou où nous sommes sur ces affaires », affirme un militant. Mais si le cœur semble plier pour cette solution, la raison risque fort d'imposer les mêmes hommes. Le Parti socialiste veut croire que la gestion gouvernementale lui apportera des voix. Reste à mesurer l'effet dans l'opinion d'une affaire sur laquelle la fédération de la Haute-Garonne semble bien gênée.

De son côté, Dominique Baudis, qui se refuse à tout pronostic, peut espérer tirer profit de l'union. A la huitième place sur la liste de la majorité, il est dispensé par avance d'une démission toujours difficile à expliquer aux électeurs, qui risquent pourtant de ne pas comprendre que, dans cet atelage, la locomotive, c'est l'ancien en terrain accidenté, soit en queue de convoi.

Gérard Houtere, par qui le vote nouveau arrive, se représentera, mais ce socialiste dissident envisage maintenant un recours devant le Conseil d'Etat pour faire invalider les élections régionales. Son score, même s'il est des plus modestes, pourrait bien empêcher telle ou telle liste de placer quelqu'un, permettant alors au Front national ou au Parti communiste - ils avaient obtenu le même résultat en mars dernier - de tirer leur épingle du jeu. Avec prudence, le PCF, qui représentera René Fiquet, y voit une opportunité « pour avoir enfin un député communiste en Haute-Garonne ».

GÉRARD VALLÉS.

Au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le débat sur la situation de la Normed dégénère en de violents incidents

De sérieux incidents provoqués par des salariés des chantiers navals de La Seyne ont marqué, le vendredi 11 juillet à Marseille, la séance du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Alors que se déroulait un débat sur la situation de la Normed, une douzaine de manifestants qui avaient été régulièrement admis dans la salle pour suivre les travaux ont brusquement tenté d'occuper la tribune.

Le président du conseil régional, M. Jean-Claude Gaudin, député (UDF-PR) des Bouches-du-

Rhône, a d'abord tenté de parlementer avant de lever la séance et de demander au préfet de région, M. Pierre Somville, de faire évacuer la salle par les forces de police, sous les protestations des élus socialistes et communistes. Des heurts violents se sont alors produits dans la plus grande confusion entre manifestants, élus et forces de l'ordre, lesquelles ont notamment dû s'interposer pour éviter les affrontements directs entre le groupe du Front national et des salariés de La Seyne.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Les travaux du comité économique et social de Provence-Alpes-Côte d'Azur avaient déjà été interrompus, le lundi 7 juillet, par des manifestants des chantiers navals de La Ciotat. Aussi d'importantes forces de l'ordre avaient été mises en place autour de l'immeuble où devait se tenir en début d'après-midi de vendredi la réunion du conseil régional. Peu avant l'ouverture de la séance, quatre à cinq cents salariés de la Normed venus de La Ciotat et de La Seyne avaient été maintenus à distance par ce dispositif, tandis que deux délégations d'une douzaine de personnes chacune représentant les deux chantiers étaient admises dans la salle pour assister aux débats.

Immédiatement après les interventions des orateurs du PS, M. Jean-Pierre Pradié, conseiller municipal de Toulon, et du PC, M. Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône, alors que M. René-Georges Laurin, député (RPR) et maire de Saint-Raphaël, venait de prendre la parole, la délégation de La Seyne a brusquement quitté les rangs du public et tenté d'occuper la tribune. Presque aussitôt, M. Gaudin a suspendu, puis levé définitivement la séance, après avoir invité, sans succès, les manifestants à se retirer. Sous les huées des élus

de gauche, il a alors demandé au préfet Somville de faire évacuer la salle par les forces de police, une vingtaine de CRS qui se tenaient prêts à intervenir dans un local contigu et qui ont formé un cordon devant la tribune. Un climat de confusion a alors régné pendant près d'une heure.

Bien que M. Gaudin ait proposé de recevoir les manifestants, ceux-ci ont exigé que l'assemblée régionale les entende sur-le-champ. Au milieu des cris et des interpellations fusant de tous les bancs, les élus du Front national s'en sont pris au préfet avant de s'opposer directement aux manifestants. A l'un d'eux qui criait : « Je ne veux pas de millions, je veux travailler ! », il fut répondu des bancs du FN : « T'as qu'à chasser les Arabes et t'en vas ! ».

Au comble de la confusion

Cette apostrophe et le mot de « raciste » prononcé par le manifestant déclenchèrent une vive bousculade. Les CRS - qui ont conservé tout leur sang-froid - s'interposèrent de justesse pour mettre un terme à une empoignade entre M. Albert Peyrou, député (FN) des Alpes-Maritimes, et l'un de ses opposants, tandis qu'une chaise partie du groupe de l'extrême droite atteignait un représentant des forces de l'ordre. La confusion était à son comble, les élus de gauche récla-

mant le départ de la police au préfet, lui-même égratigné au doigt en tentant de soustraire le micro à un responsable CGT de La Seyne, M. Raymond Dimo. Celui-ci réussit finalement à s'exprimer en menaçant de « faire payer la note à chacun » et en dénonçant « les forces de répression utilisées contre les travailleurs ».

Le calme enfin revenu, M. Gaudin a expliqué qu'il n'était « pas acceptable que des membres extérieurs à une assemblée délibérante, quels que soient leurs motifs, dont certains peuvent être légitimes, veuillent, sous la pression, se substituer aux élus du suffrage universel ».

De son côté, M. Somville a justifié les mesures qui ont été prises pour assurer le service d'ordre extérieur. « J'ai mis en place ce dispositif, a-t-il notamment déclaré, en toute connaissance de cause, et j'en prends naturellement l'entière responsabilité. Je regrette que certains d'entre vous aient été pris dans la bousculade, mais aussi que les conventions avec les syndicats n'aient pas été respectées, alors que le président du conseil régional avait fait preuve de compréhension. Il y a là un problème de mauvaise foi. Je ne suis pas mes responsabilités, a-t-il conclu, je prends celles qui me reviennent ».

GUY PORTE.

Epreuve de vérité pour la cohabitation

(Suite de la première page.)

Au moment où la cellule diplomatique mise en place par M. Jacques Chirac à l'hôtel Matignon, sous l'impulsion de M. François Bujon de l'Etang, a de plus en plus tendance à revendiquer cette direction, le chef de l'Etat souhaite, en évoquant ses derniers voyages à La Haye, à New-York et à Moscou, rappeler la continuité de l'action internationale de la France depuis 1981.

Quand on l'interroge sur la proposition de l'hôtel Matignon à infléchir, dans certains discours officiels, ses orientations diplomatiques, M. Mitterrand répond, en général, par une autre question montrant qu'il reste en ce domaine particulièrement jaloux de ses prérogatives : pouvez-vous me citer dans les faits un seul exemple révélateur d'un changement de cap ?

Devant les adhérents directs de l'UDF

M. Raymond Barre évoque « la situation surréaliste que nous vivons »

De notre envoyé spécial

Saint-Michel-de-Frigolet. — M. Raymond Barre ne parle pas mais il sait se faire entendre. Depuis le 16 mars l'ancien premier ministre s'est donné pour règle de ne pas intervenir publiquement dans le débat politique en laissant se dérouler l'expérience de la cohabitation dont il s'était fait le vigoureux destructeur. Mais, s'il ne bat pas les estrades, il ne s'interdit pas pour autant de s'exprimer devant des auditoires choisis - par exemple, récemment, les groupes de la majorité sénatoriale - ou de dispenser à huis clos la bonne parole à ses fidèles comme il l'a fait le jeudi 10 juillet devant la première université d'étés des adhérents directs de l'UDF à Saint-Michel-de-Frigolet (Bouches-du-Rhône).

Son intervention devait être « strictement confidentielle ». Le délégué général de la confédération, le sénateur de l'Aisne Paul Girod, avait donné des consignes strictes à

ses ouailles. Pas de magnétoscopes et bouches cousues. Mais les propos de M. Barre ont aisément franchi les murs de la vénérable abbaye du XII^e siècle où se tenait ce conclave, les proches de l'ancien premier ministre, les députés Philippe Mestre et Pierre-André Wiltzer, compensant notamment au sort des journalistes privés d'informations.

M. Barre, donc, est resté « riche de la parole qu'il a accordée » sans être esclave de celle qu'il n'a pas - officiellement - prononcée.

Dans une intervention consacrée essentiellement aux problèmes économiques et sociaux, il s'est fait, en l'occurrence, un devoir de dissiper les illusions des Français sur la situation actuelle. Selon l'ancien premier ministre, l'emploi est « un problème grave et durable » et la relance de l'investissement une nécessité absolue, parallèlement à l'aide aux créations d'entreprises qui doit passer par des formules « simples et efficaces ». Interrogé sur la crise de la construction navale, M. Barre s'est

montré prudent en soulignant « les décisions difficiles à prendre dans ce domaine » mais en considérant toutefois que l'ensemble de ce secteur n'était pas voué à disparaître puisque, selon lui, des solutions existent dans la spécialisation des chantiers.

L'ancien premier ministre a aussi évoqué, à plusieurs reprises, « la situation surréaliste dans laquelle nous vivons ». Allusion limpide - et fort bien comprise par ses auditeurs - au système de la « cohabitation ». Il s'est également autorisé à railler les promesses d'allègements fiscaux que certains ont pu faire et « qui ne pouvaient pas être tenues ». « Cela s'appelle, a-t-il dit, la ruse de la raison ou encore le juste retour des choses ». A un confrère qui lui demandait si « cela ne le dérangeait pas de ne pas parler », M. Barre a, ironiquement, retourné la question en lui demandant à son tour : « s'il avait l'air dérangé ».

G. P.

Un tel rappel paraît d'autant plus opportun au chef de l'Etat que ses récentes conversations avec M. Reagan, puis avec M. Gorbatchev, l'autorisent à affirmer que le traitement des grands dossiers internationaux continue de faire partie de son menu quotidien. Histoire de souligner que la gestion des affaires planétaires demeure l'apanage de l'Elysée, sans minimiser, pour autant, l'importance de la gestion des dossiers particuliers, voire délicats (séquences de Greenpeace, otages au Liban) qui incombent actuellement au chef du gouvernement.

Pas de surprise pour M. Chirac

Ce ne serait pas, au demeurant, une surprise, surtout pas pour le premier ministre, qui sait déjà, semble-t-il, à quoi s'en tenir. Le président de la République avait clairement annoncé la couleur dès que le conseil des ministres, le 9 avril, avait examiné le projet de loi autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances dans le domaine économique et social.

« Le président de la République est intervenu pour faire connaître, comme il en avait informé précédemment le premier ministre, qu'il ne signerait pas d'ordonnances portant sur le principe et les modalités de la privatisation d'entreprises nationalisées avant 1981 qui transgresseraient les règles d'évaluation admises lors du passage du secteur privé au secteur public, qui entraîneraient des mesures contraires à la démocratisation du secteur public », déclarait ce jour-là le porte-parole de l'Elysée.

M. Mitterrand avait personnellement répété la même chose, le 18 mai, à l'occasion de son traditionnel pèlerinage à la roche de Solitré en Saône-et-Loire. Et il y a quelques jours à peine, à Mont-de-Marsan, le 14 juin, le chef de l'Etat indiquait qu'il ne se laisserait guider que par sa « conscience » quand le moment viendrait d'apposer ou non sa signature au bas de l'ordonnance qui lui serait présentée.

M. Mitterrand n'a pas changé d'avis. Le Conseil constitutionnel lui a même fourni les bases juridiques qui lui permettent éventuel-

lement de refuser cette signature s'il estime, « en conscience », que les dispositions prévues par le gouvernement ne permettent pas de respecter, au moment de la cession, la valeur réelle de certaines des sociétés à privatiser. Dans la liste des soixante-cinq entreprises que le gouvernement envisage de rendre au secteur privé figurent en outre plusieurs sociétés dont la nationalisation est antérieure à l'arrivée de la gauche au pouvoir, qu'il s'agisse d'Elf, de Havas, des compagnies d'assurances GAN, UAP, AGF, sans parler de la BNP, de la Société générale et du Crédit lyonnais.

M. Mitterrand n'entend pas, cependant, s'abriter derrière les décisions du Conseil constitutionnel. Le rôle du président de la République, sur ce terrain, correspond, selon lui, à la mission fondamentale de défense des intérêts supérieurs du pays qui lui incombe. S'il intervient en ce sens, en demandant par exemple au gouvernement de revoir une nouvelle fois sa copie, il le fera en se posant donc en arbitre suprême.

Si conflit il y a, ce sera aussi sans tapage de la part du président de la République. Après avoir confirmé sa volonté de laisser le gouvernement gouverner en signant la loi d'habilitation et celle libéralisant les procédures de licenciement.

Capitaine tranquille

M. Mitterrand cherche en effet à capitaliser politiquement le regain d'état de grâce dont il bénéficie actuellement, ainsi qu'en témoignent tous les sondages. Mais il sait aussi que l'opinion publique pourrait se retourner contre lui s'il donnait l'impression d'engager ouvertement le fer avec M. Jacques Chirac pour de vulgaires raisons politiques.

Voilà pourquoi M. Mitterrand s'emploiera surtout, en ce 14 juillet, à offrir plus que jamais le visage d'un capitaine tranquille. D'autant plus tranquille qu'une forte houle est en vue et qu'il l'aborde de gaité de cœur.

ALAIN ROLLAT

Le geste d'un

Société

La réforme des universités

M. Devaquet entre les « libéraux » et les « étatistes »

Le projet de loi sur l'enseignement supérieur adopté en conseil des ministres risque d'être contesté à l'Assemblée aussi bien par la majorité que par l'opposition.

La première partie du marathon dans lequel est engagé M. Alain Devaquet est terminée : le texte de son projet de réforme de l'enseignement supérieur a été examiné et adopté par le conseil des ministres du 11 juillet.

Tout de mettre en œuvre l'une des promesses électorales des partis de la majorité, le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur a navigué au plus près depuis trois mois : il lui fallait à la fois donner satisfaction aux demandes pressantes d'une minorité d'universitaires ultra-libéraux qui s'étaient violemment opposés à la loi Savary et, en même temps, tenter de désamorcer les prévisions ou l'opposition à l'égard d'une nouvelle réforme de structure engagée, selon de nombreux universitaires, pour des raisons idéologiques ou corporatistes. Bref, abattre la loi Savary sans démolir brutalement un fragile équilibre, favoriser la « diversité », l'« autonomie » et l'« ouverture » des universités, tout en les maintenant dans un cadre national contrôlé par l'Etat.

L'architecture générale de son projet est connue (le Monde du 14 juin et du 26 juin) : possibilité offerte à des « unités internes » (en réalité les anciennes facultés) de se constituer en établissements publics, avec budget et personnels propres, à l'intérieur des universités ; modification de la composition des conseils d'administration et des conseils scientifiques des universités au profit des enseignants, et en particulier des professeurs ; sélection des étudiants à l'entrée à l'université et au moment du passage en second cycle ; maintien des diplômes nationaux mais possibilité accrue pour les universités de créer leurs diplômes spécifiques ; enfin, suppression du doctorat unique institué par la loi Savary et rétablissement de l'ancien système (doctorat de troisième cycle et doctorat d'Etat).

Plusieurs coups de barre

En deux mois, cependant, M. Alain Devaquet a été conduit à donner plusieurs coups de barre en direction des « libéraux ». Ainsi l'article 12 du texte définitif étend les possibilités de dérogation à la loi — déjà offertes aux IUT et aux écoles d'ingénieurs — à un certain nombre d'« unités internes » qui choisiraient de demander le statut d'établissement public. Autant dire

que leurs « universités mères » n'auraient plus guère de prise sur la vie et les choix de ces établissements.

De même M. Devaquet s'était-il fortement prononcé contre la libération sauvage des droits d'inscription à l'université. Son avant-projet du mois de mai prévoyait de fixer chaque année par décret les limites dans lesquelles ces droits devaient se situer. Le texte définitif ne fait plus référence à ce système de « fourchette », et M. Juppé s'est contenté d'indiquer à l'issue du conseil des ministres que le montant des droits d'inscription « restera dans des limites permettant le libre accès à l'enseignement supérieur ». On ne saurait être plus évasif. En outre, et malgré les promesses du ministre devant le CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche) le 1^{er} juillet, il n'est fait aucune mention de la possibilité pour les non-bacheliers d'accéder aux études supérieures.

En revanche, M. Devaquet a partiellement obtenu gain de cause sur le chapitre de l'évaluation des universités. Le conseil national d'évaluation créé en 1984 et présidé par

M. Laurent Schwartz avait disparu de la précédente mouture du texte. Il n'est pas rétabli, mais le projet définitif donne la possibilité au ministre de faire évaluer les universités par des « personnalités indépendantes ». Les présidents d'université ne sont pas l'objet de mêmes attentions : la durée de leur mandat est subitement réduite de cinq à quatre ans.

S'il peut donc suivre les conseils du premier ministre et partir en vacances avec le sentiment d'avoir jusqu'à présent conduit sa barque sans difficultés majeures, M. Alain Devaquet a toutes les chances d'entrer dès l'automne dans une période beaucoup plus mouvementée. Si, comme cela semble désormais acquis, son texte ne vient en discussion au Parlement qu'au mois d'octobre, il devra affronter ce débat en pleine rentrée universitaire, sans grand soutien de ses amis politiques et face à une opposition d'autant plus résolue que l'absence de concertation pendant la préparation du projet a brisé bon nombre d'unités. La navigation à vue sera-t-elle alors suffisante ?

GÉRARD COURTONS.

Les réactions

Le SNESup estime que « le projet prévoit le démantèlement du service public d'enseignement supérieur. Il institue des universités concurrentielles et accentue les inégalités sociales en libérant les droits d'inscription et en instaurant à tous les niveaux des procédures de sélection. Le SNESup appelle l'ensemble des personnels de l'enseignement supérieur à mettre en échec ce projet néfaste pour le service public, ses personnels et les étudiants ».

Pour le SGEN-CFDT, « le texte est dangereux car le baccalauréat ne garantit plus l'accès à l'enseignement supérieur, il fait l'impasse sur la nécessaire professionnalisation des études universitaires, réserve à une petite minorité d'enseignants tous les postes de responsabilité, affaiblit les universités en les cédant entre les faibles mains des universités privées, des établissements fédérés d'une part, et le rectorat et le ministère, d'autre part ».

M. Jean Foyer, ancien garde des sceaux, dans une déclaration au Quotidien de Paris, estime que le projet « est en retard d'une année

universitaire ». Hélas, déclare-t-il, M. Devaquet a été aussi saisi par l'ambition de faire une loi Devaquet... qui n'a pas été capable d'envoyer à l'Assemblée avant la fin du mois de juin ».

Pour M. Roger-Gérard Schwartzberg, ancien secrétaire d'Etat chargé des universités, « ce nouveau texte qui considère l'université surtout comme un enjeu de pouvoir ne dit pratiquement rien sur les grands objectifs que doit poursuivre l'enseignement supérieur. Il risque d'avoir des effets mathématiques sur la mise en place d'une procédure de sélection instaurée pour l'accès au premier cycle. Au lieu de promouvoir la privatisation de plusieurs filières afin de mieux assurer l'avenir des étudiants, il semble en reculer à l'extrême. Au lieu de considérer les universités comme de grands ensembles pluridisciplinaires, il risque d'entraîner le morcellement de celles-ci ». Ce texte, conclut M. Schwartzberg, risque d'être un facteur de division de la communauté universitaire au lieu de la rassembler sur de grands objectifs mobilisateurs ».

Un médecin français expérimente sur lui-même le premier vaccin antiparasitaire

Le docteur Lote Monjour restera-t-il dans l'histoire de la médecine comme l'inventeur du premier vaccin antiparasitaire ? S'il est encore trop tôt pour l'affirmer, on peut au moins dire qu'il a été le premier être humain à avoir été vacciné contre une maladie parasitaire, en l'occurrence la leishmaniose.

Les leishmanioses sont des maladies parasitaires extrêmement répandues, principalement en Afrique, en Inde et au Brésil. Le parasite est véhiculé de l'animal-réservoir — un rongeur ou un canidé — à l'homme par un insecte, le phlébotome. Mortelle lorsqu'elle n'est pas traitée, spécialement chez les enfants, cette maladie sévit également dans le sud de la France où l'on comptait l'an dernier 1 099 cas de leishmaniose canine et 27 cas de leishmaniose humaine. Selon l'OMS, chaque année dans le monde environ 1 million et demi de personnes seraient atteintes par cette maladie, un chiffre qui, selon certains spécialistes, pourrait, en fait, avoisiner les 4 millions.

Parasites résistants

Tout a commencé en novembre 1985. A cette époque, l'équipe du docteur Monjour, du service des maladies parasitaires et tropicales du professeur Marc Gentilini (hôpital de la Pitié-Salpêtrière de Paris) avait réussi à isoler sur les parasites responsables de la maladie, les leishmanies, une protéine vaccinale. Une protéine capable, lorsqu'elle est injectée à diverses lignées de souris, de déclencher l'apparition d'une réaction immunitaire de protection. Et ce, sans induire l'apparition d'effets secondaires.

Après avoir expérimenté ce vaccin sur des chiens et des chats, le docteur Monjour décida de sauter le pas et de s'injecter à lui-même sa préparation vaccinale (le Monde du 28 novembre 1985). Ensuite, à deux

reprises, à six mois d'intervalle, il s'est injecté le parasite lui-même afin de tester l'efficacité de son vaccin. Dans le même temps, un volontaire recevait la même injection de parasite de manière à vérifier son infection. Il fut par la suite atteint d'une leishmaniose que l'on parvint à traiter sans problème.

Sept mois plus tard, le docteur Monjour est en bonne santé. Son vaccin l'a effectivement protégé contre la leishmaniose. Il n'a eu aucun effet secondaire (1). « On peut donc considérer que cette vaccination est faisable, nous a-t-il déclaré. Encore que je suis certain d'arriver sous peu à améliorer mon vaccin ». Des essais ultérieurs sur un plus grand nombre de personnes pourraient être tentés prochainement, mais seulement après que le comité d'éthique ait donné son accord. Il sera en particulier intéressant d'observer les éventuels effets protecteurs de ce vaccin dans les zones d'endémie. S'il s'avérait que le docteur Monjour a effectivement mis au point le premier vaccin contre la leishmaniose, il s'agirait du premier vaccin antiparasitaire jamais mis au point.

Un vaccin attendu avec d'autant plus d'impatience que depuis quel temps on note l'apparition de souches de parasites résistants au Glucantime, l'un des principaux médicaments actifs contre la maladie.

Afin de hâter la mise au point de son vaccin, le docteur Monjour pourrait être amené sous peu à collaborer avec une firme pharmaceutique dont, pour l'instant, il préfère taire le nom.

FRANCK NOUCHI.

(1) Les résultats de cette expérimentation sont publiés dans le dernier numéro du journal scientifique The Lancet.

L'enseignement supérieur en France

Les soixante-quatorze établissements universitaires français, ainsi que les 88 instituts universitaires de technologie (IUT) qui en dépendent, ont reçu à la rentrée de 1985-1986 995 800 étudiants.

La région parisienne accueille 30 % du nombre des étudiants. Les académies les plus importantes après Paris sont Lyon, Aix-Marseille, Toulouse, Bordeaux et Lille.

304 240 étudiants sont inscrits en lettres, sciences humaines ou en préparation à la carrière d'instituteurs. Droit et sciences économiques viennent en seconde position : 239 750 (+ 2,1 %). En troisième position, les sciences avec 164 700 étudiants. On compte 134 300 étudiants en médecine 35 200 en

pharmacie et 10 420 en odontologie.

Agés de vingt-trois ans et trois mois en moyenne, un peu plus souvent filles que garçons, les étudiants viennent majoritairement de familles aisées : 8,1 % sont fils de patrons de l'industrie et du commerce, 35,4 % de cadres supérieurs et professions libérales, 13,8 % de cadres moyens. Les fils d'employés représentent 5,8 %, ceux d'ouvriers 6,8 % et ceux d'agriculteurs 4,7 %. Les bourses ont cependant augmenté de 32,4 % en cinq ans.

Quatre-vingt deux mille personnes concourent directement à la formation des étudiants : 44 000 enseignants et 38 000 non-enseignants.

SPORTS

Tour de France cycliste

Sur les chapeaux de roue

NANTES
De notre envoyé spécial

Le Danois Jørgen Pedersen a conservé le maillot jaune vendredi 11 juillet, à l'issue de la 8^e étape Saint-Hilaire-du-Harcouët-Nantes, remportée au sprint par le Belge Eddy Planckaert. Un sprint record qui a opposé, 184 concurrents.

Autrefois, les premières étapes du Tour de France étaient dominées par les routiers sprinters. Encore une tradition qui se perd. Ces puncheurs du vélo qui boucassent habituellement les autres ont été bousculés eux-mêmes et il a fallu attendre une semaine pour assister enfin à une arrivée massive digne des grandes confrontations du passé. Elle nous a restitué un authentique Eddy Planckaert qui a devancé sur le fil un peloton de 183 coureurs.

Il est apparu, à travers une bataille d'athlètes aussi totale, que la hiérarchie des sprinters avait subi quelques modifications. Bien qu'il porte le maillot vert du classement par points, le Belge Vanderend n'a plus la « frite » qu'il possédait les années précédentes et Josef Liekens, un protégé de Mercier, menace aujourd'hui sa suprématie.

Rien de changé, en revanche, pour ce qui concerne les Français. Ils n'ont décidément pas la vocation pour ce genre d'exercice. Le plus rapide d'entre eux, Francis Castang, ne s'est classé que 9^e et il faut ensuite descendre à la 21^e place pour identifier Frédéric Vichot.

La faillite des routiers sprinters en général, celle des Français en particulier, trouve vraisemblablement son explication dans la course folle et débridée à laquelle nous assistons depuis le départ. Les attaques sont incessantes, les échappées succèdent aux échappées, et les moyennes dépassent largement les prévisions des organisateurs. Entre Saint-Hilaire-du-Harcouët et Nantes, distants de 204 kilomètres, les professionnels ont roulé à 43,727 kilomètres/heure. Il faut préciser que, dans le tour féminin, la moyenne de la deuxième étape, longue de 107 kilomètres et gagnée par

la Française Valérie Lafargue, a frisé les 42 kilomètres/heure.

Aucune équipe n'est suffisamment forte pour contrôler un peloton de 200 unités, constate Bernard Vallet, un habitué de l'épreuve. Mais les efforts que nous fournissons quotidiennement vont se payer très cher. De nombreux coureurs frisent déjà le point de rupture. Je n'ose imaginer ce qui nous attend dans la montagne ».

Les plus habiles, en définitive, seront peut-être ceux qui sont restés bien sagement dans les roues, en évitant de prendre des initiatives.

Parmi eux : Zimmermann, Anderson, Millon, Winnen, Pascal Simon, Criquielon, et un certain Luis Herrera. Ce sont tous, notons-le, d'excellents grimpeurs.

JACQUES AUGENDRE.

Les résultats

SAINT-HILAIRE-DU-HARCOUËT
NANTES

Tour de France masculin
1. Eddy Planckaert, les 204 km en 4 h 39 mn 55 sec (moy. 43,727 km/h) ; 2. Vanderend, m.t. ; 3. Liekens, 4. Bomans ; 5. Bontempi.

Classement général. — 1. Jørgen Pedersen, 33 h 28 mn 31 sec ; 2. Van der Velde, 4 h 8 sec ; 3. Bontempi, 4 h 27 sec ; 4. Gaigne, 4 h 44 sec.

Tour féminin

CHATEAUGIRON-NANTES
1. Virginie Lafargue (France B), les 106,5 km en 2 h 34 mn ; 2. Melier (P-B) ; 3. Havik (P-B) ; 4. Carmine (Sué) ; 5. Menzies (I.L.).

Classement général. — 1. Jeanne Longo (France A), 4 h 8 mn 58 sec ; 2. Canins (It.) ; 3. Thompson (EU.) ; 4. 18 sec.

● TENNIS : tournoi de Bordeaux. — Les Français Thierry Champion et Thierry Tulasne ont été éliminés respectivement par l'Italien Paolo Canis (7-5, 6-1) et par l'Allemand Ronald Agener (6-4, 6-7), vendredi 11 juillet, en quarts de finale du tournoi de Bordeaux, doté de 150 000 dollars.

Record sur l'Atlantique à la voile

La voie royale

Sept jours, vingt et une heures, cinq minutes, quarante-deux secondes : c'est le nouveau record de la traversée de l'Atlantique à la voile établi, vendredi 11 juillet, par le catamaran *Royale*, mené par ses deux skipper Lolo Caradec et Philippe Facque, assistés de quatre équipiers, Olivier Despagne, Laurent Rivals, Paul Watine et le Canadien Jerry Roof. Il avait fallu attendre trois quarts de siècle pour que Eric Tabarly (*Paul Ricard*) améliore en 10 jours, 5 heures, 14 minutes, 20 secondes le vieux record (12 jours, 4 heures) de la goélette *Atlantic*, battue par Charlie Barr en 1905 sur le parcours d'environ 3 000 milles (5 400 km) entre New-York et le cap Lizard (pointe sud-ouest de l'Angleterre). Or, depuis cinq ans, ce record avait été à nouveau battu deux fois par Marc Pajot (*Elf Aquitaine*) en 9 jours, 10 heures, 6 minutes, puis par Patrick Morvan (*Jet Services*) en 8 jours, 16 heures, 36 minutes.

Cette progression spectaculaire résulte, bien sûr, en premier lieu des performances étonnantes de la nouvelle génération des multicoques, et notamment des maxi-catamarans. Après sa victoire dans Québec-Saint-Malo en 1984, *Royale* avait été rallongé de 1,31 mètre pour être porté à 25,90 mètres, avec une coque plus rigide, une nacelle centrale et un gigantesque mâât-ail. Sa légèreté (10 tonnes) lui permet même, à certaines allures, d'avancer plus vite que le vent. Ainsi, par 15 nœuds de vent réel (près de 30 km/heure) et mer plate, *Royale* a déjà atteint 20-25 nœuds (entre 35 et 45 km/heure).

Au cours de cette traversée record, le maxi-catamaran rouge et blanc s'est offert quelques belles pointes de vitesse en parcourant 468 milles le 8 juillet, où il a même tenu une moyenne de 21,6 nœuds pendant trois heures et navigant quelques minutes sur une seule coque. Mais il a été considérablement freiné à proximité de l'arrivée par un anticyclone installé au sud-ouest de l'Irlande.

Cette progression des records résulte aussi des nouvelles techniques de navigation assistée depuis la terre. Comme lors de la traversée anglaise en double gagnée le mois dernier par Lolo Caradec et Olivier Despagne, c'est en effet Jean-Yves Bernot (*Informatic et Mer*), l'explorateur de Philippe Jeantot, sur *Credit-Agricole II*, qui assurait depuis Bayonne le routage de *Royale* à partir des cartes météo et d'un programme informatique prenant en compte les possibilités du bateau. Charlie Barr et même Eric Tabarly n'avaient sans doute pas rêvé à cela lors de leur traversée de l'Atlantique.

G. A.

LOISIRS

Eurodisneyland
Monts et merveilles

L'accord donné à l'implantation d'un Eurodisneyland à Marne-la-Vallée, jeudi 11 juillet, par la majorité des conseillers régionaux de l'Ile-de-France (le Monde du 12 juillet), a suscité « une grande satisfaction » à la Walt Disney Company. Le contrat définitif entre Français et Américains pourrait être signé d'ici quelques semaines ou quelques mois.

Si les négociations se déroulent sans encombre, c'est en 1991 que s'ouvrira le « royaume magique », principal élément du projet du parc de loisirs. Identique à ceux qui font déjà la fortune de Disney en Floride et en Californie, ce « royaume » sera bâti autour de six thèmes.

Dès l'entrée, le visiteur se trouvera au cœur de l'Amérique du tourment du siècle, dans une « Grande Rue » animée. Puis il remontera le cours de l'histoire au « Pays du western », où il pourra

notamment voguer à bord d'un authentique vapeur à roues ou jouer les pionniers en radeau ou canot.

L'étape suivante sera celle de La Nouvelle-Orléans, empreinte de culture et de gastronomie françaises. Au « Pays de l'aventure », il sera entraîné dans des expéditions vers des lointains et mystérieux contrées. Viendront ensuite le « Pays de l'imagination », où il rencontrera les héros des grands classiques de Walt Disney, puis le « Pays de la découverte », résolument tourné vers le futur.

Outre ce royaume magique, la société Disney s'est engagée à ouvrir, en 1991 également, un parc aquatique équipé entre autres choses de torrents bouillonnants et de piscines, un golf, 20 000 mètres carrés de commerces de détail, autant en bureaux, cinq mille chambres d'hôtel et un camping.

En attendant que le projet soit officiellement lancé, les Américains de Disney ont déjà commencé à acheter des terrains dans la zone de Marne-la-Vallée, à l'est de Paris, où ils ont déjà construit un hôtel et un camping.

En attendant que le projet soit officiellement lancé, les Américains de Disney ont déjà commencé à acheter des terrains dans la zone de Marne-la-Vallée, à l'est de Paris, où ils ont déjà construit un hôtel et un camping.

ces deux départements sont en voie de régression.

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a toutefois demandé aux quatorze départements du Midi de « se mettre sur le pied de guerre », ce week-end, en prévision du mistral, apprend-on auprès du Centre interrégional de la coordination des opérations de la sécurité civile (CIRCOS) à Valbère (Bouches-du-Rhône). Par mesure de précaution, la préfecture des Bouches-du-Rhône a d'autre part pris un arrêté interdisant, à partir du vendredi 11 juillet, le passage, le stationnement et la circulation automobile et piétonne dans les massifs forestiers du département.

● Fuite de chlore à Toulouse. — Un nuage de chlore s'est accidentellement échappé, vendredi 11 juillet au matin, d'une cheminée de l'usine Oranocochim située dans le complexe chimique AZF à Toulouse. Le gaz s'est répandu sur les quartiers sud de la ville, sans faire de victimes, mais les services administratifs ont donné des consignes pour que les gens rentrent chez eux et que portes et fenêtres restent fermées dans cette zone. La direction de l'usine, qui produit du chlore destiné aux traitements des piscines et à la fabrication de détergents, a confirmé la fuite, précisant que cette dernière avait été provoquée par l'ouverture accidentelle d'une soupape.

46 Résidences et 1 Hôtel en France

la Brochure
Residotel
Hôtelotel

VACANCES
86

est à votre disposition !

Découvrez cette brochure, laissez-vous séduire par les offres de vacances et les promotions de l'été 1986.

23 rue de la Commune de Paris
93308 Aubervilliers Cedex - (01) 48 38 07 00

VOTRE TABLE
CE SOIR

BARBY
LONDON

هنا آمنه الأصل

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés
réservation et prix préférentiels avec la Carte

L'AMANT MAGNIFIQUE (Fr.) (*) : Saint-Germain Village, 5° (46-33-52-20); Elysées Lincoln, 9° (43-59-26-14); Saint-Michel, 9° (43-26-52-14); Paris, 14° (43-35-21-21).

L'AME SOEUR (Su.) : Luxembourg (h. sp.), 6° (46-33-97-77).

L'ANNÉE DU DRAGON (A. v.) : Saint-Germain Village, 5° (46-33-52-20).

LES ANGES SONT FLÛES EN DEUX (Afr. du Sud, v.) : Forum Orient Express, 1° (43-25-42-26); Quintette, 5° (46-33-79-38); Margaria, 8° (43-58-22-32); Maxville, 9° (46-33-52-72-52); Maxville, 9° (46-33-52-72-52); Nation, 12° (43-23-42-04-77); Favetta, 13° (43-31-31-43-04-77); Massimiliano Patib, 14° (43-30-12-09-01); Courvaux, 14° (43-27-48-06-06); Maillo, 17° (43-27-48-06-06); Patch Cichy, 19° (43-22-46-06-06).

LES BALESTES DU DÉSERT (Tunisie, v.) : Utopia, 5° (46-38-84-65).

BIRDY (A. v.) : Clichos, 6° (46-33-10-42); - v.l. : Opéra Night, 2° (42-96-52-42).

BLACK MIC-MAC (Fr.) : Richelieu, 2° (43-23-56-70); Saint-Michel, 9° (43-26-52-14).

George-v., 5° (45-62-41-46); - v.l. : Richelieu, 2° (42-33-56-70); Fampnia, 9° (46-33-73-38); Nation, 12° (43-23-42-04-77); Favetta, 13° (43-31-31-43-04-77); Massimiliano Patib, 14° (43-30-12-09-01); Courvaux, 14° (43-27-48-06-06); Maillo, 17° (43-27-48-06-06); Patch Cichy, 19° (43-22-46-06-06).

L'AMOUR (Fr.) : Clichos, 6° (46-33-10-42).

LE LIÉU DU CRIME (Fr.) : Lacornelle, 6° (45-44-57-34); Elysées Lincoln, 8° (43-59-36-14); Paris, 14° (43-35-21-21).

LA MACHINE À DÉCOUVRIR (Fr.) : Saint-André-de-Arts, 6° (43-26-80-25).

MAINE OCÉAN (Fr.) : Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

NEUF SEMAINES ET DERNIÈRE (*) (A. v.) : Clichos, 6° (46-33-10-42); Le Tour du monde, 12° (43-23-42-04-77).

LA NUIT DU RISQUE (Fr.) : Margaria, 8° (43-59-92-82); Maxville, 9° (46-33-72-86); Paramount, 9° (47-42-50-30); Gannum Paris, 14° (43-35-30-40).

OPERA DO MALANDRO (Fr.)

79-17) ; Georges (42-42-41-46) ;
Gérard (42-37-38) ; Gervaise (42-
45-18-03) ; Montparnos, 14 (42-27-
52-37).

BRAZIL (Bril., v.a.) : Epée-de-Bois, ♀
(42-37-47).

CAMORRÀ (v.a.) (*) : UGC Ernste-
ment, 46 (45-16-16) ; - V.J. : UGC
Roulevard, 9 (45-74-95-04).

DAKOTA HARRIS (A., v.a.) : UGC Nor-
mandie, 46 (45-43-16-16) ; - V.J. : Ren, 2
(45-75-79-83).

LE DÉBUTANT (Fr.) : Gammon Opéra,
27 (42-46-30-33) ; Marignan, 45 (45-59-
92-82) ; Parmesan, 11 (45-35-21-21).

LE DIABLE AU CORPS (It., v.a.) :
Fovara, 14 (42-37-40-40) ;
42-26) ; Claf Beaurnburg, 3 (42-71-
52-36) ; Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) ;
14-Juillet Odéon, 6 (42-25-59-83) ;
Marignan, 8 (42-39-92-82) ; UGC Biarritz,
14 (42-29-40) ; Grammont, 14 (42-30-19) ;
14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; - V.J. : Impérial, 27
(42-72-72-52) ; Ren, 2 (42-36-83-93) ;
UGC Montparnos, 14 (42-44-64-63) ;
UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ;
Pâtis-Clichy, 13 (42-52-46-01).

LE DIAMANT DU NIL (A., v.a.) :
Esque Galt (A.p.), 14 (42-37-95-94).

L'ÉPI ET LE CHÂTEAU (Fr.) : La
Odele, 19 (42-45-66-00).

ÉTATS D'AME (Fr.) : UGC Danton, 6
(42-25-10-30) ; Ambassade, 8 (43-59-
19-08) ; Montparnos, 14 (42-37-52-37).

FOOT FOR LOVE (A., v.a.) : Studio de la
Folie, 14 (42-25-52-52).

FLAGRANT DESIR (Fr.) : UGC Mont-
parnasse, 6 (45-74-84-94) ; UGC Nor-
mandie, 6 (45-63-16-06).

GARDIEN DE LA NUIT (Fr.) : Desfert,
14 (42-37-52-37).

GENESSIS (Indo-fr., v.a.) : 14-Juillet Par-
nasse, 6 (43-26-58-00) ; 14-Juillet Ra-
cine, 6 (43-26-58-00).

GRAND PÈRE (Fr.) : Lesmarchés,
14 (42-37-52-37) ;
briellien, v.a. : Claf Beaurnburg, 3 (42-
71-52-36) ; Brangere, 4 (42-25-57-97) ;
Hautefeuille, 14 (42-37-38) ; 14-Juillet
lail, Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Biar-
ritz, 6 (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille,
11* (45-77-90-81) ; Escuriel Parnassus,
14 (42-37-52-37) ;
(43-06-30-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle,
15* (45-75-79-79).

OUT OF AFRICA (A., v.a.) : Saint-
Germain Richette, 25 (46-35-63-20) ;
Marignan, 45 (45-59-92-82) ;
Mont Opéra, 27 (42-42-60-33) ; Miramar,
14 (43-20-89-52).

PIRATES (A.), v.a. : Gammon Halles, 15
(42-97-40-40) ; Gammon Parnasse, 14
(43-35-30-30) ; V.J. George-V, 8 (45-42-
41-60) ;
Parnassus, 14 (43-35-21-21) ; Gam-
mon Convention, 15 (48-28-42-27).

LES PLAISIRS DE LA CHAIR (Jap.,
v.a.) : 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-
58-00).

POLICE ACADEMY III (A.), v.a.
Express, 14 (42-33-33-33) ;
42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30)
George-V, 8 (45-42-41-46) ; Marignan
(43-59-92-82) ; V.J. : Ren, 2 (42-36-
83-93) ; Fovara, 14 (42-37-95-94) ;
Halle, 11 (43-07-54-00) ; Naïm, 12 (43-
04-07) ; Favreite, 13 (43-31-60-74).
Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Montpar-
nos, 14 (42-30-12-06) ;
Mont Convention, 15 (48-28-42-27)
Maillois, 17 (47-48-06-06) ; Pathé
Wépier, 18 (45-22-46-01).

POURQUOI CE QUE SOIT UNE FILLE
(Fr.-It.), UGC Biarritz, 6 (45-52-
28-00).

QUI TROP EMPRESSE, (Fr.) : Sin-
dico 43, 9 (47-70-63-40).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉ-
MENT (A., v.a.) : Epée de Bois, 3 (43-
37-57-47).

RÉVOLUTIONNAIRE (Fr.) : Lesmarchés

GOLDEN ELEGIES (France-georg)
Saint-André des Arts, v.f.: *Le*
Colisée, 4* (43-59-29-46); *Parmanissus*,
14* (43-55-21-21); *Gaumont*
Convention, 14* (43-28-42-27).

HANNAH ET SES SŒURS (A.a.),
v.f.: *Le Grand Hôtel*, 4* (43-97-40-30);
Ciné Beaubourg, 3* (43-71-52-36);
Saint-Germain Studio, 9* (46-33-63-20);
Le Grand Hôtel, 14* (43-97-40-30);
Jaillit Odeon, 4* (43-25-89-33); *Pagode*,
7* (43-07-12-15); *Gaumont*
Champs-Élysées, 8* (43-59-04-67); 14-Juillet
Paris, 14* (43-59-04-67); 14-Juillet
Jacques, 14* (43-59-04-67); 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (45-75-79-59) - v.f.:
Parmanont Paris, 9* (47-52-36-31);
Parmanont Paris, 14* (47-52-36-31);
Montparnasse Pathé, 14* (43-20-12-06);
Mafay, 16* (45-25-27-06).

HIGHLANDER (Brit. v.a.): *Georg-V*,
8* (45-62-41-46); *Espace Gaîté*, 14* (43-72-85-34) - v.f.: *Lumière*, 9* (42-46-49-07).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg. v.a.):
Demilo, 14* (43-21-41-01).

HITCHER (*), (A.v.): *Forum*, 14* (42-97-79-38); *Staufe*, 14* (43-66-13-31);
79-38); *Ambassade*, 8* (43-59-04-67).

LES NON ÉLIGIBLES (France-georg)
ROSE BONBON (A.), *Georg V*, 8* (45-62-41-46).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A.),
v.f.: *Studio de la Harpe*, 5* (46-34-25-52).

RUNAWAY TRAIN (A.), v.f.: *Elysées*,
Lincée, 8* (43-59-36-14); *Parmanissus*,
14* (43-59-36-14); *Le Grand Hôtel*
Chouart, 9* (43-78-81-77).

LE SACRIFIÈRE (France-odéon): v.f.:
Saint-André des Arts, 8* (43-26-48-18);
Pagode, 7* (47-05-12-15); *Ambassade*,
8* (43-59-19-08).

SALVADOR (A.), v.f.: *Le Triomphe*, 8*
(45-62-45-76).

SHOKING ASIA II (All) (*), v.f.: *Paris*
Ciné, 10* (47-70-21-71).

SOIE DE NUTTO (A.), v.f.: *Publicis*
Magnifique, 8* (43-59-19-08); v.f.: *Opera*
Night, 9* (42-96-62-50).

LE SOULIER DE SATIN (France-georg),
v.f.: *Republique Cinema*, 11* (45-05-51-33).

STREET SENSE (A.), v.f.:
Escorial Panorama, 13* (47-07-23-04),
h.s.p.

CASH-CASH, film américain de Richard Lester. V.a. : Cléo Beauchou, 3° (42-71-52-36) ; Reflet Logos, 5° (42-54-42-34) ; UGC Odéon, 12° (42-10-42-42) ; UGC Rodeo, 6° (42-54-94-94) ; Le Triomphé, 8° (42-62-45-76) ; UGC Biarritz, 3° (42-62-20-40) ; 14 Juillet Beauregard, 15° (42-75-79-79) ; - V.f. : Gaëlle Rochechouart, 9° (48-78-47-77) ; UGC Gobelins, 12° (42-31-42-41) ; Imagerie, 12° (42-57-47-84) ; Secrétan, 15° (42-41-77-99).

FUTURE COP, film américain de Charles Band. V.a. : Forum, 1° (42-97-53-74) ; George V, 1° (42-67-41-40) ; Paramount, 14° (42-35-21-21) ; V.f. : Lumière, 9° (42-46-49-07) ; Maxville, 9° (47-70-72-86) ; Bastille, 11° (43-07-56-40).

LA LOI DE MURPHY, film américain de John Lee Thompson. V.a. : Forum, 1° (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6° (42-25-10-30) ; Marignan, 12° (42-97-92-92) ; UGC Comédie, 3° (42-62-16-16) ; - V.f. : Grand Rex, 2° (42-35-83-93) ; UGC Montparnasse, 6° (42-74-94-94) ; Paramount Opéra, 3° (47-42-56-31) ; UGC de Lyon, 12° (43-00-51-51) ; Galérie, 13° (43-26-43-43) ; UGC Gobelins, 13° (43-26-23-44) ; Mistral, 14° (43-39-32-44) ; Montparnasse Palace, 14° (43-20-12-46) ; Paramount St-Charles, 15° (42-79-33-00) ; UGC Convention, 15° (42-74-93-00) ; Wépler, 18° (42-23-46-01) ; Secrétan, 19° (42-41-

77-99) ; Gambetta, 20° (46-36-10-96).

PROFESSION : GENIE, film américain de Martin Cordige. V.a. : Gammont Hallier, 1° (42-97-49-49) ; Gammont Anisson, 3° (43-07-49-49) ; 14 Juillet Beauregard, 12° (42-33-76-76) ; Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12° (43-00-51-51) ; Faverte, 13° (43-31-56-86) ; - V.f. : Gaëlle Rochechouart, 9° (48-78-47-77) ; UGC Convention, 15° (42-74-93-00).

PRUNELLE BLUES, film français de Jacques Ostermeier. Rex, 2° (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6° (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6° (42-74-94-94) ; UGC Biarritz, 3° (42-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9° (43-74-95-04) ; Nation, 12° (43-04-06-07) ; UGC Gare de Lyon, 12° (43-00-51-51) ; Galérie, 13° (43-26-43-43) ; UGC Gobelins, 13° (43-26-23-44) ; Mistral, 14° (43-39-32-44) ; UGC Convention, 15° (42-74-93-00) ; Victor Hugo, 16° (47-27-49-75) ; Maltot, 17° (47-48-06-06) ; (42-57-48-06) ; Secrétan, 19° (42-41-77-99).

TOUT VA TROP BIEN, film américain de Jim Kouf. V.a. : Forum Orient Express, 1° (42-23-42-26) ; Quintette, 5° (46-33-79-38) ; George V, 1° (42-62-41-46) ; Paramount Opéra, 3° (47-42-56-31) ; Impérial, 2° (47-42-77-62) ; Maxville, 9° (47-70-72-86) ; Faverte, 13° (43-31-56-86) ; Palais Chély, 18° (42-22-46-01).

THE SHOP AROUND THE CORNER
 A. J. de Soies Christine, # (43-52-1130).

TENUE DE SOLIDITÉ (Fr.): (C): Capit. # (43-50-1169); Mirmar, 1# (43-50-89-52).

37/38/40 MARTIN (Fr.): Gaumont Opto, # (42-62-60-33); Seim-Michel, 5# (43-26-79-17); Bretagne, # (42-52-57-97); Gaumont Ambassade, # (43-59-19-08).

TROIS HOMMES ET UN COUFFON
 George V, # (45-62-41-46); Montparnasse, 1# (42-73-52-37).

UNE FEMME POUR MON FILS (Algérie): v.s.: Uspiga, 2# (43-59-64-63).

UN GÂTEAU ET UNE FEMME
 20 ANS DÉJÀ (Fr.): La Triomphe, # (45-52-45-76).

YOUNG BLOOD (A.), v.s.: Uspiga Emile, 2# (43-52-16-16); v.s.: Arcades, 2# (43-53-54-54).

Z.O.O. (Fr.), v.s.: Bonaparte, # (43-26-12-12).

ALLIURES, L'HERRE EST PLUS
VERTE (A. va.) : Champo, 9 (45-24-
 51-60); Reflet Balazs, 9 (45-61-10-60).
A L'EST DEPUIS (A. va.) : Action
 Christine R., 17 (45-21-11-30); Mac
 Mass, 17 (45-20-24-81).
ANGEL (A. va.) : Action Christine R.,
 9 (45-28-11-30).
ASINIER ET LES DENTELLES
DE LA VIE (A. va.) : Action Eozles, 5 (45-25-
 73-07).
L'AVVENTURA (R. va.) : Latina, 4
 (45-25-46).
BAABA (Mafin, va.) : Olympe, 14 (45-
 43-99-41).
BANANAS (A. va.) : Cnf-Banbeury, 9
 (45-27-52-15); U.C. Odyss, 9 (45-25-
 44-15); U.C. Rotonde, 9 (45-74-
 94-94); Biarritz, 9 (45-62-20-40).
V.F. : U.C. Boulevard, 9 (45-74-95-40).
BARRY LYNDON (A. va.) : Gammes
 B., 17 (45-21-11-30); Gammes
 Germain, 9 (45-22-72-78); Publicis
 Champ-Eysson, 9 (45-20-76-72); 14-
 Juillet, 9 (45-20-76-72).
V.F. : Gammes Optic, 2 (45-42-
 42-42).

(60-53); Malheur, 17 (48-08-08-08).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE
fume, 17 (46-22-44-21).
CENDRILLON (*Auc.*, v.t.) : Orient
Ermont, 11 (43-34-26-50); Saint-
Lazare, 19 (43-34-26-50); Saint-
59-83); Ambassade, 9 (43-59-19-08);
Saint-Lazare Panquier, 8 (43-57-
15-43); François, 9 (43-57-15-43);
Favetta, 12 (43-57-15-43); Mistral,
14 (43-59-32-43); Gasmont Farnese,
14 (43-59-32-43); L'Esprit, 15 (43-59-32-43);
15 (48-28-42-27); Napoléon,
17 (42-67-63-42); Pacht Cichy, 18 (45-
22-46-01).
COMBIEN ÉPOUSER UN MILLIONNAIRE
N.A.V.), v.o.) : Studio de la Contre-
cure, 9 (43-25-78-37).
LE COUTEAU DANS L'EAU (*Auc.*, v.a.) :
Pantier, 9 (43-56-04-04).
LA MAÎTIE DE SIANGHAI (*Auc.*, v.a.) :
Château Victoria, 14 (43-08-94-14).
LA DÉCHÉRISSANCE (*Auc.*, v.a.) : Rialto, 19
14 (40-87-87-61).
DECELIER (*Auc.*, v.a.) (*) : Tanneries,
9 (42-72-94-56).
LE DIABLE AU CORPS (Fr.) : Loges, 9

(42-54-42).
 L'ITALIENNE (It. v.a.) :
 Latine, (42-76-47-86).
 DON GIOVANNI (Fr.-S.-Jap. v.a.) :
 Verdi, (42-67-42-52).
 L'ESPION SEIN (Ang. v.a.) :
 14 juillet Paris, (42-52-58-03).
 V.J. : Goumont Opéra, (42-52-60-33).
 LES ENFANTS DU PARADIS (Fr. :
 Raoul, 42-52-60-33).
 LE FAUCON MALTAIS (A. v.a.) :
 Action Christine Bi, (42-52-1-30).
 LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) :
 Saint-Ambrise, 11 (42-50-59-16).
 Les Femmes de France, 11 (42-50-59-16).
 LA FORÊT D'ÉMEREAUX (A. v.a.) :
 Grand Paris, 15 (42-54-46-85).
 LA FIEVRE AU CORPS (A. v.a.) :
 Utopia, 13 (42-56-84-46).
 LA FEMME EN VIVRE (A. v.a.) :
 Action Rive gauche, 5 (42-53-44-46).
 GILDA (A. v.a.) : Saint-Germain-
 des-Prés, 6 (42-22-87-23).
 GOLDFINGER (A. v.a.) : Arcades, 2 (42-
 53-44-46).
 GREYSTONE LA LÉGENDE DE TAR-
 ZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A. v.a.) :
 Roite à films, 17 (46-22-4-21).
 LES GRANDES VACANCES DE DO-
 N JUAN (A. v.a.) : Napoléon, 17 (42-
 67-63-42).
 IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE
 (A. v.a.) : Goumont Halles, 1 (42-57-
 60-33). Goumont Opéra, (42-57-
 60-33). Publicis Châteaubien, (42-57-
 60-33). Goumont Parayse, 14 (42-
 53-35-40). V.J. : Richelieu, 2 (42-
 53-35-40). Goumont Convention, 15
 (42-58-42-27).

L'IMPORTANT CEST D'AIMER
(Fr.): Chocques, (46-7633-10-82).
JAMAIS PLUS JAMAIS (A. V.L.): Le
Club, 57 (47-7081-47).
JAMES BOND CONTRE D (N. Ang.,
Fr.): Paris, 15 (45-73-53-00).
(46-7070); Colisée, 5 (43-59-29-46).
— V.F.: Richelieu, 25 (43-53-56-70); Per-
mament Opéra, 9 (42-56-45-31); UGC
Opéra, 15 (43-53-56-70).
JANUS (A. V.L.): Paris, 15 (45-73-53-00).
JANUS, 14 (43-52-57-32); Convention
Saint-Charles, 15 (45-73-53-00); UGC
Convention, 15 (45-74-53-02); Images,
15 (45-74-53-02).
JOURNAL INTIME (Hong. v.a.)
Olympie, 14 (45-74-53-01).
LADY EVE (A.A. v.a.): Action Eclaire, 5
(43-59-29-46).
LEON DE FARENTE (Fr.): Espace
Gaté, 14 (43-57-95-94).
MAD MAX II (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
MAD MAX, 1 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 2 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 3 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 4 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 5 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 6 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 7 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 8 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 9 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 10 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 11 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 12 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 13 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 14 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 15 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 16 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 17 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 18 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 19 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 20 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 21 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 22 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 23 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 24 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 25 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 26 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 27 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 28 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 29 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 30 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
54-40); Funville, 15 (43-51-56-80).
MAD MAX, 31 (A. v.a.): Forum Océan-
ographique, 11 (42-53-42-26); Cinéma 5,
15 (43-53-42-26).
— V.F.: Basille, 11 (43-07-
5

MEURTRE DANS UN JARDIN
ANGLAIS (Ang. v.): Smilo Gaudin
(h. sp.), 35 (43-54-72-71); Salmi-
nand, 37 (47-60-66-66); 19 (42-52-
60-60); 17 (42-52-60-60); 15 (42-52-
60-60); 13 (42-52-60-60); 11 (42-52-
60-60); 9 (42-52-60-60); 7 (42-52-60-60);
5 (42-52-60-60); 3 (42-52-60-60); 1 (42-52-
60-60); 1907-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.f.) : 26
 (43-54-40-41)
Strudel Calandale (H. sp.), 9 (43-54-72-71) - V.F. : Arcades, 2 (43-33-54-58)

ORFÈVE NEGRO (Fr.) : Grand Palais, 15 (43-54-46-85)

PAS D'ORCHÉESTRES POUR MESSIAH (A. v.a.), (r.) : Reflet Média, 9 (43-54-43-34) ; Reflet Balzac, 9 (45-61-10-60) ; Reflet Lafayette, 9 (48-74-97-20)

PETIT PAN (A. v.f.) : Napoléon, 17 (43-67-63-40)

PORCHEUSE (L.) : République Clémenceau, 1 (43-65-31-33) ; Denfert, 1+ (43-21-41-01)

PORTES DISPARUS (A. v.f.) : Gaiety Boulevard, 2 (45-08-96-45)

FOURQUOI PAS (Fr.) : Utopia, 9 (43-26-84-55)

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Denfert, 1+ (43-21-41-01)

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : Ranelagh, 10 (42-38-64-44)

LA ROUTE DES INDES (A. v.a.) :

Admission: 100 (142-00-99-16).

SALA OU DES 100 COURS DE
SALA OU DES 100 COURS DE
SALA OU DES 100 COURS DE
Ambronio, 11 (47-00-99-16).

TCHAO PANTIN (P.): Grand Pavé,
15 (45-54-46-85).

TERMINATOR (A. v.l.): Paris Cité, 10
(47-70-21-77).

TEA (A. v.l.): Paris, 10 (47-70-21-77).

THEY ARE HAVING A FEELING
v.l.): Action Christine, 6 (43-20-
11-30).

THIS IS ARMY (A. v.o.): Péniche des
Arts, 10 (45-27-77-55).

TOOTNIE (A. v.l.): Parisienne, 14 (43-
20-30-19). - Y.I.: Française, 9 (47-70-
21-77).

LE TROISIEME HOMME (A. v.o.):
Reflet Lafayette, 9 (48-74-97-27).

LES TZIGANES MONTENT AU CIEL
(You, v.o.), 6 (45-44-28-80).

UN, DEUX, TROIS (A. v.o.): Action
Rive Gauche, 9 (43-29-44-40).

UN SAUTEUR POUR DEUX (A. v.o.):
Paris, 14 (45-54-46-85).

LA VIE EST A NOUS (P.): Studio 43,
9 (47-70-63-40).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A. v.o.)
(*) (P.): George V, 6 (45-62-41-46);
Paris, 14 (43-35-21-21).

WILLIE BOY (A. v.o.): Forum, 11 (42-
97-52-74); Paris, 14 (45-54-46-85);
97-77); Reflet Balzac, 9 (45-61-
10-60); Parisienne, 14 (43-35-21-21);
Paris, 14 (45-54-46-85); Paris, 14 (45-54-46-85).

ZAZIE DANS LE METRO (P.): Dorian,
14 (43-21-41-01).

LUNDI 14 JUILLET

- Ruelles et jardins de Moufflard., 11 h, métro Monge (Corisae Sague).
- Cîtes d'artiste, et jardins de Montmarre., 15 h, métro Abbesses (Corisae Sague).
- Les multiples jardins secrets du quartier Moufflard., 15 h, métro Censadon-Desnoes (M. Bannett).
- L'Académie française et le collége des quatre nations. Le tombeau de Mazarin., 15 h, 23, quai Conti (F. Hanter).
- Une heure au Père-Lachaise., 10 h, 11 h 30, 14 h 30 et 16 h, entrée principale par la porte de la Chapelle (F. T. BSC) (C. de Langhe).
- Le vieux village de Saint-Germain l'Auxerrois., 15 h, sortie métro Louvre (G. Bortean).
- Le vieux Belleville et son jardin., 15 h, sortie métro Télégraphe (Réserveur du puse).
- La Conclergue ou la Révolution française., 15 h, entrée (Ch. Meric).
- Vaux-le-Vicomte.: Inscriptions : 45-26-26-77 (Paris et son histoire).
- De Domains de Saint-Cyr au château de Versailles., 15 h, 15 h 30, 16 h 26-26-77 (Paris et son histoire).
- Bagatelle où la rose est reine., 13 h, terminus autobus 43 Neutilly (Paris et son histoire).
- Hôtels, cours et passages de Saint-André-des-Arts., 14 h 30, place Saint-Michel (Les Filanciers).

- Le quartier du *Marais illuminé*, 21 h, soirée métro Saint-Paul (Hauts lieux et découvertes).
- L'Opéra, 15 h, hast des marches gauche (AITC).
- Cinquante rois et princes de France dans la basilique Saint-Denis, 15 h, concert de musique de nos historiens.
- Le faubourg Saint-Germain - 14 h 30, métro Invalides (Ck. Marie).
- Hôtels et jardins du Marais. Place des Vonges, 14 h 30, soirée métro Saint-Paul (Ressourcement du passé).
- Couvents et jardins cachés de Denfert. Dans un monastère, une ferme, un village d'antan. Vie monastique jusqu'à la Révolution française, 15 h, 75, avenue Denfert-Rochereau (L. Hauler).
- Toutes les maisons, cours et escaliers de la rue Montfaucon, 14 h 30, métro Censier-Dauphine (M. Bannas).
- Ateliers d'artistes et curiosités de Montparnasse, 15 h, métro Vavin (Cécile Sagave).
- De la place des Vonges aux hôtels Rohan-Soubise, 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filanquères).
- Hôtels du Marais (nord), 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, soirée Lobau (Cécile Sagave).
- Les belles œuvres du Marais, 21 h 15, métro Saint-Paul (Lupine).

York, de J. Raynal (v.o. - s.t. fr.) : 21 R.
The Boss' Son, de B. Roth (v.o.).

36-31), Montparnasse Palace, 14 (43-20-12-06).

هذه اعيه الاصل

Communication

ETATS-UNIS

Tentative de fusion entre le Syndicat du livre et les télécommunications

L'organisation syndicale la plus ancienne des Etats-Unis, le Syndicat international du livre (ITU), vient de décider de tenter une fusion avec les travailleurs des Communications d'Amérique (CWA), organisme qui représente six cent cinquante mille travailleurs de l'industrie américaine des télécommunications.

L'ITU qui, en son temps, fut l'un des syndicats les plus puissants du pays, a pris cette décision en raison du déclin notable de ses forces : de cent trente mille, il y a vingt ans, le nombre de ses membres est, en effet, tombé, aujourd'hui à soixante-dix mille. Encore ne compte-t-on, parmi ces derniers, qu'une quarantaine de mille en activité.

L'introduction des nouvelles technologies dans la fabrication des journaux d'outre-Atlantique explique en grande partie l'affaiblissement progressif de l'ITU. La fin des années 60 a marqué le début de ce déclin, mais c'est en 1974 qu'il s'est brusquement aggravé lorsque le

Syndicat numéro six des typographes de New-York (connu sous le nom de « Big six ») a accepté l'accord en faveur de l'usage des nouvelles technologies dans les journaux new-yorkais.

Depuis plusieurs années déjà, l'ITU cherchait à s'unir à un syndicat plus puissant. Des tentatives successives avaient été faites avec l'Association des journaux, Newspaper Guild, avec le Syndicat des graphistes, Graphic Union, et celui des camionneurs, Teamsters Union. Mais elles avaient échoué. En revanche, les responsables de l'ITU et du CWA estiment que leur fusion a des chances de réussir dans la mesure où leurs organisations ont des intérêts communs liés au développement constant de l'informatisation dans la fabrication des journaux. A l'heure, aussi, où de plus en plus de grands groupes de presse deviennent propriétaires de réseaux de télévision câblés.

Nouvelle grève à l'AFP mardi 15 juillet

Une nouvelle grève touchant les fils français et étrangers, et reconductible toutes les quarante-huit heures, a été décidée pour le mardi 15 juillet, à partir de 10 heures, à l'agence France-Presse (AFP), à l'issue d'un vote à bulletins secrets qui a eu lieu vendredi 11 juillet. Cette décision a été prise par le personnel pour s'opposer au « plan de redressement » du PDG de l'agence, M. Henri Pigeat, qui prévoit, notamment, de supprimer trois cents emplois avant la fin de 1988 (le Monde du 9 juillet).

Le vote en faveur d'un arrêt de travail, soutenu par les syndicats CFTD et FO (toutes catégories), CGT et SNJ (journalistes) et CFTC (employés), a recueilli 444 voix (62,7 %). 217 votants (30,6 %) se sont exprimés contre et 47 (6,7 %) se sont abstenus.

710 salariés ont participé à la consultation, mais les syndicats CGT des ouvriers, employés et cadres techniques ainsi que ceux des administratifs n'avaient pas appelé à cette consultation.

Avant le vote, M. Pigeat avait annoncé, dans une note d'information aux journalistes, qu'il se proposait de rencontrer leur intersyndicale le mardi 15 juillet, à 10 h 15. Dans cette lettre, le PDG de l'AFP se déclarait prêt à ouvrir des discussions sur les meilleurs moyens de « faciliter le plus grand nombre possible de départs volontaires, dans le but d'éviter au maximum les licenciements secs ». Il indiquait d'autre part qu'il est prêt à arrêter « un calendrier de réunions de travail avec les organisations syndicales sur les différents chapitres de son plan de redressement ».

Le Carnet du Monde

Naissances

— M. Jean-Claude REVOL et M^{me} née Catherine Migot,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Mathieu.

Paris, le 7 juin 1986.

Mariages

— Eric DIOR

et

Anne-Marie LE PAPE,

sont heureux de faire part de leur

mariage, qui a été célébré à Londres, le 16 mai 1986.

Décès

— Joigny (89).

Bucy-lès-Gy (70).

M^{me} Huguette Beurlauey,

sa fille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Simone BEURLAUEY,

née Astère,

survécue à Joigny, le 9 juillet 1986, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Bucy-lès-Gy, le vendredi 11 juillet, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Raymond Escach,

son épouse,

Bernard et Françoise Escach,

ses enfants,

Thomas et Mathilde,

ses petits-enfants,

ainsi que Christian Lemaire,

Et tous ses proches,

ont la profonde tristesse de faire part du

décès de

Jean ESCACH,

en son domicile de Mazères-sur-Salat, le 11 juillet 1986, à la suite d'une longue et pénible maladie.

Routte de Toulouse,

31260 Mazères-sur-Salat.

— M^{me} Jean Vergès,

ses enfants et petits-enfants,

Les familles Vergès, Lucas, Albany,

Mas et Belmin,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean VERGÈS,

magistrat,

survécue le 9 juillet 1986, à Paris.

Les obsèques auront lieu le mardi

15 juillet, à Saint-Agnan (Yonne).

Anniversaires

— Il y a neuf ans, le 14 juillet 1977,

Maurice FEFER

nous quittait.

Souvenez-vous de lui.

93260 Les Lias.

— Le 14 juillet 1980, le

docteur Simon FINGERHUT

disparaissait.

Ses qualités humaines et son intelligence

sont toujours très présentes au cœur de ceux qui l'ont connu et aimé.

— Pour le huitième anniversaire de la

mort de

M. Félix NAGGAR,

une fidèle pensée est adressée à ceux

qui se souviennent.

— Il y a un an disparaissait notre fils

Remi.

Laure Adler et Alain Veinstein.

— 18 juillet 1983.

Que tous ceux qui ont connu et aimé

Sophie FERROIS,

si tôt disparue, aient une pensée pour

elle.

Notre abonné, bénéficiant d'une

réduction sur les insertions du « Carnet

du Monde », sont priés de joindre à

leur commande une des dernières

bandes pour justifier de cette qualité.

Informations « services »

La célébration du 14 juillet

Les feux de la liberté

La statue de la Liberté a cent ans, la prise de la Bastille bientôt deux siècles. Deux raisons de fêter ce 14 juillet. Trois cent mille spectateurs sont attendus le 14 juillet dans les jardins du Trocadéro pour un spectacle pyrotechnique et musical ayant pour thème « La liberté ». Il débutera à 22 h 30 par trente-cinq minutes de feux d'artifice et jeux de lumière entrecoupés de séquences musicales (Mireille Mathieu, Nicoletta) et littéraire (François Périat lire des extraits d'œuvres poétiques d'Eluard, La Fontaine, Baudelaire...) et s'achèvera par l'embrasement d'une statue de la Liberté de

plus de 10 mètres de haut et d'un décor représentant les anneaux olympiques.

Mais la célébration de la fête nationale commencera le 13 juillet, comme le veut la tradition, par des bals de quartiers. Les plus importants auront lieu place de la Bastille, devant les gares Montparnasse et Saint-Lazare, place Gambetta et place d'Italie. Le plus original sera celui des Antilles-Guyane-Réunion, organisé pour la première fois par la Ville de Paris, avec le ministère des DOM-TOM, devant la maison des Antilles, place de la Nation.

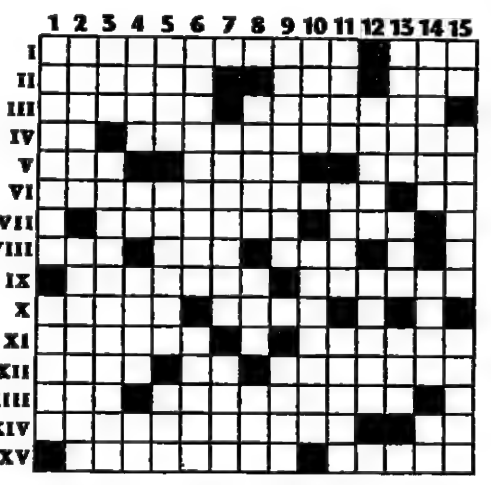
MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4267

HORIZONTALEMENT

I. Pensions de famille. Institution charitable. — II. Vapeurs d'éther. Inverse : direction maritime. Point de saignée d'un pur-sang. — III. Agrandissement de la surface au sol. Salle de banquet. — IV. Symbole. Etudiante en géographie.

V. Vers alexandrins. S'est donc allongé à la suite d'une grande fatigue. Parfum de plantes. — VI. Enregistrement de bagage. État apte pour le service. — VII. N'a donc pas séché. Sans lustre ou qui en a beaucoup. — VIII. Durée déterminée. Abréviation universitaire. Certains lui passent de la « pomnade ». — IX. Place d'armes. Poète mythique autant que mystique. — X. On peut leur voir les côtes lorsqu'elles sont bien plantées. Gros cafard. — XI. Son de cloche. Ramassé à la pelle. — XII. N'est donc pas en manque d'inspiration. Spécialiste. Exprime des mots doux ou n'arrête pas de protester. — XIII. Opère par déduction. Bombe faite pour pulvériser. — XIV. Réunie en un seul cœur. Conjonction. — XV. Points à la ligne. Accrocheuse de nature.



10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. Tente donc de récupérer une affaire qui coule. Abri de verdure.

10. Poule. Prend l'eau. — 11. Improvisation vocale. Prendre par l'oreille. Arriver à quelque chose en partant de rien. — 12. Espaces entre les dents. A donc été élevé dans le travail. — 13. Bassin près des côtes. Ni oui ni non. N'exceller pas dans la composition. — 14. Manuel intellectuel. Ville de Hongrie. Accord de félibre. — 15. Symbole de réussite. T

Chronologie

ETRANGER

2. - URSS : M^{me} Elena Bonner repart de l'URSS après un séjour de six mois en Occident. L'épouse d'Andrei Sakharov, qui a quitté les États-Unis le 24 mai pour se rendre à Paris, où elle a été reçue par MM. Mitterrand et Chirac, puis à Londres et à Rome, s'est inquiétée des tentatives soviétiques de « désinformation » sur les opinions exprimées par son mari (du 27/V au 5/VI, 17 et 19).

3. - RFA : Le chancelier Helmut Kohl annonce la création d'un grand ministère de l'environnement, chargé, entre autres attributions, de la sécurité des centrales nucléaires, afin de tenter d'endiguer la contestation nucléaire, redevenue très vive après la catastrophe de Tchernobyl. Le 15, aux élections de Basse-Saxe, la coalition au pouvoir à Bonn réussit de justesse à conserver la majorité au Parlement régional (5, 11, 12, 13, 17, 18 et 20).

7. - FRANCE-IRAN : M. Massoud Radjavi, dirigeant iranien des Moudjahidines du peuple, quitte « volontairement » la France où il vivait en exil depuis 1981 et gagne l'Irak. Le départ des opposants iraniens était une des conditions posées par Téhéran à la normalisation des relations. Des pourparlers se sont ouverts sur le contentieux financier (3, 4, du 8 au 12, 21, 22-23, 27 et 28/VI, 1/VII).

8. - AUTRICHE : Au deuxième tour de l'élection présidentielle, M. Kurt Waldheim (conservateur) est élu avec 53,9 % des voix contre 46,1 % au candidat socialiste, M. Kurt Siewers. Tandis que Moscou et les capitales arabes expriment leur satisfaction, Israël accueille avec « chagrin et déception » l'élection de M. Waldheim, en raison des révélations faites depuis trois mois sur son passé nazi, et décide le rappel de son ambassadeur à Vienne. Le 9, le chancelier Fred Sinowatz démissionne après la « défaite » subie par le Parti socialiste. Il est remplacé par M. Franz Vranitzky, ministre des finances, qui entre en fonctions le 16 (du 5 au 13, 15-16, 18, 21 et 26).

9. - ÉTATS-UNIS : La commission présidentielle d'enquête sur l'explosion en vol, le 28 janvier, de la navette Challenger estime que la décision de lancement prise par la

NASA était une faute, en raison de l'état défectueux des joints d'étanchéité sur la fusée d'appoint, qui est à l'origine de la catastrophe (5, 8-9, 10, 11 et 13).

9-12. - FRANCE-ESPAGNE : Des châtiments espagnols bloquent le port d'Hendaye : les pêcheurs basques veulent continuer à pouvoir pêcher dans une zone de 24 kilomètres carrés au large des côtes landaises qui leur est interdite depuis l'entrée de l'Espagne dans la CEE. Des négociations hispano-françaises, menées à Bruxelles sous l'égide de la Commission, ne parviennent pas à régler le contentieux (du 10 au 14, 20 et 21).

11. - EST-OUEST : Un sommet du pacte de Varsovie, réuni à Budapest par M. Gorbatchev, le 18 avril, à Berlin-Est, s'ajoute de nouvelles concessions faites par Moscou aux négociations américano-soviétiques de Genève sur les armes nucléaires et spatiales. Le 19, M. Reagan qualifie ces propositions de « sérieux effort », qui « pourrait représenter un tournant » (7, 10, 11, du 13 au 19, 25 et 28/VI, 1/VII).

12. - AFRIQUE DU SUD : L'état d'urgence est instauré sur l'ensemble du territoire. Cette décision du président Pieter Botha ainsi que l'arrestation d'un mille huit cents syndicalistes et militants anti-apartheid provoquent la condamnation ou les « regrets » de l'ensemble de la communauté internationale : cependant, Washington et Londres continuent de s'opposer à des sanctions économiques contre Pretoria. Le 16, tandis qu'un sévère contrôle gouvernemental est imposé à la presse sud-africaine et étrangère, les cités noires sont soumises à un quadrillage policier sans précédent pour empêcher toute manifestation à l'occasion du dixième anniversaire des funérailles de Soweto, mais la grève générale, à l'appel d'organisations anti-apartheid et de syndicats, est très suivie. Les violences ne diminuent pas : le bilan

est de 16 morts (du 5 au 13, 15-16, 18, 21 et 26).

9. - ÉTATS-UNIS : La commission présidentielle d'enquête sur l'explosion en vol, le 28 janvier, de la navette Challenger estime que la

Juin 1986 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par EDOUARD MASUREL

officiel s'élève à près de cent morts du 12 à la fin du mois (à partir du 3).

16. - FRANCE-NOUVELLE-ZÉLANDE : M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, accepte d'être le médiateur dans le différend qui oppose Paris et Wellington après le sabotage, en juillet 1985, du Rainbow Warrior et l'arrestation des faux « époux Tareng » (du 1^{er} au 5, 8-9, et du 17 au 23).

16-19. - FRANCE-CHINE : M. Hu Yaobang visite la France, après la Grande-Bretagne et la RFA, et avant l'Italie. Cette tournée est la première en Europe occidentale d'un secrétaire général du PC chinois (8-9, 12, 13, du 17 au 21 et 24).

17. - FRANCE-RFA : Le chancelier Helmut Kohl se rend à Rambouillet pour un entretien avec M. François Mitterrand (11, 18 et 19).

18-19. - PÉROU : Plus de deux cents guerilleros du Sentier lumineux sont tués au cours de la répression de manifestations dans trois établissements pénitentiaires : la plupart ont été exécutés après s'être rendus. Tandis que le président Alan García affirme que les militaires responsables des massacres seront jugés, le Sentier lumineux s'attaque pour la première fois à des étrangers : un attentat contre le « train des touristes » à Cuzco fait huit morts (à partir du 20).

19-21. - TUNISIE : A l'occasion du douzième congrès du Parti socialiste destourien (PSD), le président Bourguiba confie M. Mzali dans ses fonctions, mais la plupart des amis du premier ministre sont écartés du bureau politique et du comité central du PSD (20, 21, 24 et 25).

20. - LIBAN : Georges Hansen et Philippe Rochet, deux des quatre membres de l'équipe d'Antenne 2 enlevés le 8 mars, sont libérés à Beyrouth par l'Organisation de la justice révolutionnaire, qui se félicite de « certains faits, indices et engagements nouveaux du gouvernement français dans sa politique moyen-orientale ». M. Chirac, avant d'aller accueillir les otages libérés, le 21, à Orly, remercie « les gouvernements syrien, algérien et bien sûr, irakien » (du 21 au 25).

22. - ESPAGNE : Le Parti socialiste (PSOE) de M. Felipe Gonzalez, premier ministre depuis 1982, conserve la majorité absolue aux Cortès, en obtenant 184 (— 18) des 350 sièges. La Coalition populaire (droite), regroupée autour de l'Alliance populaire de M. Manuel Fraga, avec 105 (— 1) sièges, maintient ses positions, tandis que le Centre démocratique et social (centre-gauche) de M. Adolfo Suarez, premier ministre de 1976 à 1981, passe de 2 à 19 sièges (4, 12 et du 18 au 26).

23-25. - FRANCE-NIGER : Le général Seyni Kountché, chef de l'Etat nigérien, est reçu en France pour une visite d'Etat (24, 25 et 28).

25. - ÉTATS-UNIS-NICARAGUA : M. Reagan obtient que la Chambre des représentants, à majorité démocrate, vote une aide aux « contras » nicaraguayens de 100 millions de dollars, dont 70 millions à titre militaire. Le gouvernement sandiniste réagit en durcissant le ton à l'égard des opposants et en ordonnant la fermeture du quotidien d'opposition la Prensa (10 et du 24/VI au 1/VII).

25. - ISRAËL : Le chef du Shin Bet (services de renseignement

intérieurs) démissionne mais est aussitôt « gracié » par le président Haim Herzog, alors qu'il était soupçonné d'avoir couvert le meurtre de deux terroristes palestiniens, capturés le 13 avril 1984 par les services de sécurité après qu'ils eurent détourné un autobus civil entre Tel-Aviv et Ashkelon. Cependant, la polémique politique se poursuit contre le refus des autorités d'ouvrir des poursuites judiciaires dans cette affaire (3, 18, 26 et 27/VI, 1, 2, et 3/VI).

25. - SRI-LANKA : Le président Jayewardene présente un plan de paix visant à mettre fin au conflit entre Cinghalais et Tamouls qui a fait au moins 2 000 morts depuis juillet 1983 (12, 13, 15-16, 20, 27 et 28).

26. - RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : Le rejet, par 63 % des voix, de l'introduction du droit au divorce dans la Constitution représente un échec pour le premier ministre, M. Garret FitzGerald, qui avait proposé ce référendum (14, 25 et 29-30).

26-27. - CEE : Le Conseil européen de La Haye, auquel participent pour la France MM. Mitterrand et Chirac, est principalement consacré au problème sud-africain : M^{me} Thatcher obtient un sursis de trois mois avant que les Douze n'envisagent des sanctions économiques contre Pretoria (11, 21 et du 25/VI au 1/VII).

27. - ITALIE : M. Bettino Craxi, premier ministre depuis août 1983 et champion de la longévité gouvernementale, démissionne après le rejet par les députés, le 26, d'un projet de loi organisant la répartition des fonds de l'Etat entre les collectivités locales (20, 25, 28 et 29-30/VI, 1/VII).

28. - LIBAN : L'armée libanaise se déploie à Beyrouth-Ouest en application de l'accord conclu mi-juin à Damas pour mettre fin aux affrontements entre milices musulmanes. D'autre part, des observateurs syriens supervisent le cessez-le-feu autour des camps palestiniens où les combats entre miliciens chiites et fedayins ont fait au moins 150 morts depuis le 19 mai (du 1^{er} au 19, 26 et 29-30/VI, 1 et 2/VI).

29. - MEXIQUE : L'équipe d'Argentine remporte la Coupe du monde de football en battant en finale l'équipe d'Allemagne fédérale. La France, qui avait battu l'Italie, le 17, puis le Brésil, le 21,

REGARD

Promesses

Ce serait amputer la démocratie de vouloir interdire les promesses électorales. C'est, dans le discours politique, un ornement sans danger. Il n'est plus guère d'électeurs aujourd'hui pour attacher plus d'importance que cela aux envolées de préaux dans lesquelles se réunissent les candidats pour promettre la lune : autrement dit, la fin du chômage, de la délinquance et du terrorisme. M. Mitterrand annonce la première. On a vu. M. Chirac prédit la deuxième et la troisième. On voit.

Aussi n'en est-il que plus étonnant d'entendre le premier ministre garantir à des chefs d'entreprise réunis par le RPR, le 21 de ce mois, que « la majorité actuelle est assurée de rester longtemps en charge du pays ». On n'a pas le droit de se payer pour conquérir le pouvoir, cela se conçoit, c'est le jeu ; mais récidiver dans le pèché alors qu'on est déjà installé au pouvoir, c'est vouloir se leurrer soi-même.

Ph. B.

mais s'était fait éliminer par la RFA, le 25, a obtenu, le 28, la troisième place en battant la Belgique (du 30/VI au 1/VII).

30. - EUROPE : Dix-neuf pays participant au programme Euréka approuvent, à Londres, soixante-deux projets de coopération technologique. Un secrétariat permanent d'Euréka est créé, qui s'installera à Bruxelles et sera dirigé par un Français (1^{er} et 2/VI).

30. - HONGRIE : Mort du cardinal László Lékai, primat de l'Eglise catholique, qui avait mené depuis 1975 une politique de réconciliation avec l'Etat socialiste (2 et 3/VI).

30. - PÉTROLE : L'échec de la conférence de l'OPEP, réunie à Brioni (Yougoslavie) depuis le 25, provoque une nouvelle baisse des cours du pétrole brut, qui retombent aux environs de 10 dollars le baril (4, 7, 10, 26, 27 et 28/VI, 1^{er}, 2 et 5/VI).

CULTURE

2. - M. François Létard inaugure les appartements restaurés du château de Versailles. Les travaux de reconstruction, commencés en 1978, sont achevés (5).

2. - Un Mois de l'affiche est organisé à Paris (31/V et 7/VI).

5. - Mort de Henri Michel, historien, spécialiste de la seconde guerre mondiale (7).

10. - M. Philippe de Villiers inaugure le musée consacré à Napoléon I^{er} au château de Fontainebleau (12 et 14).

13. - Mort à New-York de Benny Goodman, clarinettiste de jazz (15-16 et 17).

14. - Mort à Genève de Jorge Luis Borges, écrivain argentin (17, 20 et 28).

14. - Plus de cent mille personnes participent à un carnaval et à un concert gratuit organisés place de la Bastille à Paris par SOS-Racisme et retransmis en direct par la « 5 » (du 14 au 18).

16. - Mort de Maurice Duruflé, organiste et compositeur (25).

19. - Le comédien Coluche se tue dans un accident de moto près de Valbonne (Alpes-Maritimes) (21, 22-23, 25, 28 et 29-30).

21. - La fête de la musique palit de la concurrence du match de football France-Breil (14, 22-23 et 24).

23. - Mort de Sir Moses Finley, professeur émérite d'histoire ancienne à l'université de Cambridge (28).

24. - Le Festival du Marais présente la Fédella premiata, opéra de Joseph Haydn, au Cirque d'hiver à Paris (19 et 29-30).

26. - La fête du cinéma provoque une grande affluence dans les salles alors que la fréquentation avait été très faible depuis le début du mois en raison des retransmissions télévisées de la Coupe du monde de football (25, 26 et 28).

27. - Mort de Jean Lacroix, philosophe (29-30).

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde ÉCONOMIE

2. - La loi d'habilitation autorisant le gouvernement à prendre par ordonnances des mesures économiques et sociales, dont la privatisation, est définitivement adoptée par le Sénat. Le Conseil constitutionnel, saisi par des députés et des sénateurs socialistes, déclare, le 26, que la loi « n'est pas contraire » à la Constitution, « sous les réserves d'interprétation » qu'il énonce et qui définissent les conditions de validité des ordonnances (du 1^{er} au 5, 7 et 28/VI, 1 et 2/VI).

4. - Le projet de retour au scrutin majoritaire pour l'élection des députés est définitivement adopté par le Sénat, qui n'a pas modifié le texte. Les socialistes saisissent le Conseil constitutionnel (5, 6, 7 et 11).

4. - M. Lionel Jospin, invité de « l'heure de vérité » sur Antenne 2, souhaite que « la coexistence institutionnelle aille jusqu'en 1988 » et incite les centristes à quitter la majorité (6).

4. - M. Claude Quin, président de la RATP et membre du Parti communiste, remet sa démission à M. Jacques Douffiaques, ministre délégué chargé des transports, qui lui avait demandé, M. Quin avait tenté de s'opposer au plan gouvernemental d'économies qui provoque, d'autre part, le 11, une grève très suivie à l'appel des syndicats de la RATP (1-2, 4, 6, 7, 11, 12 et 13).

5. - La nouvelle que cinq chercheurs de l'Institut Pasteur de Paris, spécialisés dans les manipulations génétiques, ont été atteints de cancer, suscite une vive émotion dans les milieux de la recherche (6, 7, 13, 15-16, 17 et 19).

7. - La cour d'assises de la Corse-du-Sud condamne à perpétuité Antoine Recco, marin-pêcheur de Propriano, jugé coupable d'avoir étranglé et jeté à la mer deux jeunes vacanciers, en septembre 1981 (du 4 au 9).

8. - Le Tchecoslovaque Ivan Lendl remporte les Internationaux de tennis de Roland-Garros en battant le Sudiste Mikael Pernfors. Le 7, Chris Evert-Lloyd, vainqueur de Martina Navratilova, a gagné le titre pour la septième fois (du 24/V au 10/VI).

10. - Le Sénat adopte en première lecture le projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie, après avoir modifié le texte initial, en particulier pour rétablir certains pouvoirs des conseils de région (6, 12, 17 et 21).

10. - M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, déclare que lui-même et le CDS, dont il est président, restent « fidèles à Ray-

mond Barre » pour l'élection présidentielle (12).

11. - Le conseil des ministres approuve un projet de loi redéfinissant les conditions d'entrée, de séjour et d'expulsion des étrangers en France. M. Mitterrand émet d'« extrêmes réserves » sur ce projet, critiqué par les autorités religieuses et jugé « extrêmement dangereux » dans un appel signé par une cinquantaine d'associations (12, 13, 20, 24, 25 et 29-30).

11. - Le projet de loi relatif à la « liberté de communication » est approuvé en conseil des ministres, mais M. Mitterrand émet d'« extrêmes réserves » sur l'« amputation du service public ». Tandis que les réactions hostiles, en particulier à la privatisation de TF1, se multiplient, que des manifestations et des arrêts de travail à la radio-télévision sont organisés, l'examen du texte commence le 25 au Sénat où de nombreux amendements ont été déposés, par l'opposition mais aussi par la majorité (du 7 au 16 et du 20 au 28/VI, 1 et 2/VI).

12. - MM. René Monory et Alain Juppé présentent les grandes lignes du projet de loi sur l'enseignement supérieur. Ce texte, qui abroge la loi Savary de 1984, prévoit d'accroître davantage d'autonomie aux universités et de leur permettre de fixer leurs propres conditions de recrutement des étudiants (du 13 au 19, 24, 26 et 27).

12. - M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés, dénonce « les coquins et les copains », après la découverte d'irrégularités dans la gestion de l'Office national à l'action sociale, éducative et culturelle (ONASEC), organisme d'aide aux rapatriés de confession islamique créé en juillet 1984 par M. Raymond Courrière, ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés (à partir du 25).

16. - Mort de Christian Beullac, ancien ministre du travail puis de l'Industrie (18 et 19).

16. - Mort de Stanislas Mangin, ancien conseiller d'Etat, compagnon de la Libération (20 et 21).

16-17. - Le comité central du PCF se réunit sur le thème des rapports du parti avec les intellectuels alors qu'une liste de trois mille communistes, réclamant un congrès extraordinaire, a été publiée dans le Monde du 14. Les « rénovateurs » prennent la parole mais M. Georges Marchais affirme, le 17 : « On a annoncé que le comité central prendrait des décisions à l'égard de Pierre Juquin. On voit bien le piège, mais nous ne tomberons pas dedans. » (du 14 au 19).

17. - En mai, le nombre des chômeurs a augmenté de 0,8 %, le déficit du commerce extérieur a atteint 21 milliards de francs et les prix ont augmenté de 0,2 % (13, 14, 19 et 27).

19. - Les sondages confirment que les Français apprécient la cohabitation. M. Mitterrand retrouve la popularité du début de son septennat, mais la cote de confiance de M. Chirac, qui s'était considérablement améliorée après son entrée en fonctions, recommence à baisser (7, 11, 20, 21 et 24).

20. - Le gouvernement français lève son veto à la reprise de Valéo, premier fournisseur d'équipements automobiles français, par M. Carlo

FRANCE

De Benedetti, industriel italien (22, 23 et 25).

21. - M. Chirac, s'adressant aux dix mille participants du forum « Décider pour une libre entreprise », organisé par le RPR, porte de Versailles à Paris, assure les chefs d'entreprise de la « pérennité » de la politique engagée, car « la majorité actuelle est assurée de rester longtemps en charge du pays » (du 8 au 11, 20, 22-23 et 24).

23. - La Bourse de Paris inaugure un marché de cotation en continu (22-23 et 24).

23. - M^{me} Michèle Barzach annonce que la publicité pour les préservatifs va être autorisée, au moment où la deuxième conférence internationale sur le SIDA, réunie à Paris, constate que l'épidémie ne cesse de progresser (5, 7 et du 24 au 30).

24. - La loi de finances rectificative pour 1986 est définitivement adoptée par le Parlement dans la version mise au point par la commission mixte paritaire après les modifications apportées au texte par le Sénat. Les députés socialistes saisissent le Conseil constitutionnel (du 13 au 16, 19, 26, 29-30).

24. - L'Assemblée nationale commence à débattre des quatre projets de loi sur la sécurité. Une réelle discussion s'engage entre la droite et la gauche, qui a décidé de faire une critique pointilleuse des projets gouvernementaux, sans contestation globale, pour éviter de s'opposer aux besoins sécuritaires des Français (du 11 au 14, 17, 19 et à partir du 25).

24. - La société de construction navale Isthmex a déclaré en cessation de paiement après la décision prise par M. Alain Madelin de supprimer les aides exceptionnelles de restructuration versées par l'Etat. Un administrateur judiciaire est nommé le 30 tandis que M. Madelin annonce qu'il rendra public un « plan social ambitieux » en faveur des six mille huit cents salariés et des sites concernés : Dunkerque, La Seyne et La Ciotat (6, 11, 13, 18, 19 et du 24/VI au 2/VI).

24. - M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés, dénonce « les coquins et les copains », après la découverte d'irrégularités dans la gestion de l'Office national à l'action sociale, éducative et culturelle (ONASEC), organisme d'aide aux rapatriés de confession islamique créé en juillet 1984 par M. Raymond Courrière, ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés (à partir du 25).

24. - M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés, dénonce « les coquins et les copains », après la découverte d'irrégularités dans la gestion de l'Office national à l'action sociale, éducative et culturelle (ONASEC), organisme d'aide aux rapatriés de confession islamique créé en juillet 1984 par M. Raymond Courrière, ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés (à partir du 25).

24. - M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés, dénonce « les coquins et les copains », après la découverte d'irrégularités dans la gestion de l'Office national à l'action sociale, éducative et culturelle (ONASEC), organisme d'aide aux rapatriés de confession islamique créé en juillet 1984 par M. Raymond Courrière, ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés (à partir du 25).

24. - M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés, dénonce « les coquins et les copains », après la découverte d'irrégularités dans la gestion de l'Office national à l'action sociale, éducative et culturelle (ONASEC), organisme d'aide aux rapatriés de confession islamique créé en juillet 1984 par M. Raymond Courrière, ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés (à partir du 25).

24. - M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés, dénonce « les coquins et les copains », après la découverte d'irrégularités dans la gestion de l'Office national à l'action sociale, éducative et culturelle (ONASEC), organisme d'aide aux rapatriés de confession islamique créé en juillet 1984 par M. Raymond Courrière, ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés (à partir du 25).

24. - M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés, dénonce « les coquins et les copains », après la découverte d'irrégularités dans la gestion de l'Office national à l'action sociale, éducative et culturelle (ONASEC), organisme d'aide aux rapatriés de confession islamique créé en juillet 1984 par M. Raymond Courrière, ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés (à partir du 25).

Un choix d'enquêtes et de reportages

FRANCE : les quarante ans du Centre de formation des journalistes (1-2).

GHANA : le pays « révolutionnaire » est devenu « le meilleur élève du FMI » (5 et 12).

VILLE NOUVELLE : Evry (6).

AFRIQUE DU SUD : le peuple le plus seul au monde (7).

FRANCE : les coscubains devant l'impôt (10).

AFRIQUE : les ériquets menacent le continent (11).

RELIGIEUX : Albert Frère, de la ferraille à la télévision (11).

FRANCE : les sous-marins nucléaires d'attaque (14).

ÉCONOMIE : le chômage des jeunes (17).

INDE : les Hindous face au terrorisme sikh au Pendjab (18).

MÉDECINE : l'aide médicale d'urgence (18).

CAMPUS : stratégies pour le premier emploi (19).

VILLE AU FUTUR : Lille (20).

ARCHÉOLOGIE : les trésors des fouilles de Louvre (20).

ÉTATS-UNIS : la statue de la Liberté à cent ans (21).

EUROPE : terrorisme et projets sécuritaires (27).

CIRCULATION : la sécurité routière (28).

URSS : l'accident de Tchernobyl raconté par la presse soviétique (29-30).

هنا من الامم

Point de vue

La libération totale des forces du marché condition de la confiance

Nous publions ci-dessous un article que M. Chotard nous avait fait parvenir quelques jours avant que M. Gattaz annonce son intention de ne pas demander le renouvellement de son mandat.

par Yvon Chotard
ancien vice-président du CNPF

Un régime de liberté économique ne se limite pas à une économie des entreprises, à une économie des intérêts particuliers ou à une économie de l'Etat. Il doit se conformer à l'intérêt de tous : les entreprises, les syndicats, les intérêts particuliers, l'Etat y trouvant leur bénéfice.

Ce que l'on appelle plus couramment l'économie de marché est essentiellement fondée sur le respect des droits fondamentaux de la personne humaine. L'économie de marché n'est pas le résultat d'une succession ou d'une addition de palliatifs destinés à redresser des situations dues en réalité à des types d'économies inaptes et désordonnées. Elle n'est donc la propriété de personnes. Elle est sociale en elle-même du moment où elle répond à sa finalité qui est de produire davantage de richesses, chaque jour, et à les rendre accessibles au public au meilleur prix et aux plus hautes qualités. Les Etats-Unis, qui restent maîtres de la technologie mondiale, offrent un exemple de ce que permet un marché parfaitement organisé et compétitif.

Une baisse régulière des revenus

Mais cette volonté de mieux-être s'exprime aussi collectivement par une hausse régulière de revenus non érodée par l'inflation.

Cette notion de revenu est capitale quant à la conception même d'une économie libre et progressive. En effet, on ne saurait concevoir que les entreprises produisent artificiellement plus que ne l'autorise le revenu consommable des acheteurs. De même, on ne saurait davantage concevoir que des mêmes entreprises puissent investir plus que ne le permet le revenu non consommé des épargnants, à moins qu'elles ne soient subventionnées par l'Etat — ce qui conduit alors à la négation de la fonction monétaire d'orientation des forces de marché.

La philosophie allemande est, de ce point de vue, particulièrement intéressante. Ludwig Erhard, père de l'économie sociale de marché, a rejeté tout l'appareil de réglementation national-socialiste et a substitué des « conditions-cadres » qui consistent dans l'établissement d'un

marché libre, d'une solidarité sociale et de la responsabilité économique de l'Etat. Ces « conditions-cadres » doivent garantir l'autonomie des initiatives et engager la responsabilité des individus, des entreprises, comme toute association privée, professionnelle, syndicale. Dans la mesure d'ailleurs où l'Etat se retire du jeu économique, les partenaires sociaux sont responsables de leur maintien.

Elles visent donc au préalable, pour ce faire, à assurer la stabilité de la monnaie et du niveau général des prix sans laquelle il est vain d'espérer qu'un marché généralisé puisse se structurer et évoluer au mieux de ses capacités. On aura observé le rôle prépondérant qu'ont joué le Federal Reserve System et la Bundesbank dans le rétablissement de l'économie américaine et de l'économie allemande, en dépit de certaines contestations dont toutes n'étaient pas uniquement politiques.

Mais elles confèrent aussi une primauté à la concurrence s'exerçant à tous les niveaux (Etat et secteur public comme secteur privé) afin de permettre à l'organisation interne des prix, des salaires et des revenus de s'adapter aux nécessités du progrès. Il est à remarquer, à ce sujet, que les législations concurrentielles, aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale (mais aussi en Suisse), ne s'opposent pas aux concentrations technico-financières — mais elles veillent à protéger les droits à la concurrence de tout un chacun.

Un régime de liberté économique — c'est l'enseignement qui se dégage des transformations qui s'opèrent sous nos yeux — établit donc un lien indissoluble entre l'ordre monétaire, l'ordre économique et la construction politique et sociale de toute communauté. Il faut bien admettre que les droits sociaux des individus sont beaucoup mieux assurés au sein d'une économie qui dispense richesses et revenus aptes à les financer et à les absorber qu'au sein d'une économie de pénurie. Il faut aussi considérer que les libertés civiles sont inséparables de l'économie de liberté d'initiative économique, lesquelles ne peuvent s'épanouir que dans leur ajustement aux règles de marché précitées.

Il convient d'insister sur une notion qui n'apparaît pas toujours, même aux esprits les plus avisés. Il s'agit de la cohérence qui doit lier cet ensemble de conditions.

Le vice de constitution des régimes d'économie dirigée et administrée, encore que ceux-ci apparaissent paradoxalement à première vue comme plus rationnels et mieux adaptés aux besoins de la population, c'est justement que leurs élé-

ments sont dissociés et contradictoires. Par exemple, une politique budgétaire inflationniste contrevient à la politique de stabilité de la monnaie et du niveau général des prix. L'établissement ou la nationalisation de l'appareil financier et des moyens de production rend inapplicable toute législation protectrice de la concurrence et, par voie de conséquence, ôte toute signification économique à la politique salariale des entreprises. La politique sociale déduite d'un tel état des choses suppose à son tour par nécessité le rétablissement d'équilibres néoconservateurs.

Il faut savoir que cette discordance finit à terme par rendre caduques, de facto, les institutions politiques fondées sur le respect des libertés civiles, en les reléguant au rang de dossiers que l'on tient dans les tiroirs, ne serait-ce que pour les exhiber à tout autre afin de prouver qu'elles existent.

Cohérence et contradictions

Au contraire, la politique de marché restaure la cohérence de ces différents domaines dans leur principe et dans leur application.

Il existe encore en France, même dans les rangs libéraux, une sorte de timidité en ce qui concerne le rétablissement des conditions de fonctionnement régulier d'une économie de type monétaire et de caractère concurrentiel.

Par exemple, beaucoup de responsables des affaires publiques et privées ne conçoivent pas encore qu'une économie tournée vers le bien des citoyens puisse donner des résultats sans que la puissance publique ne reste au moins relativement maîtresse des prix et des revenus. Il est pourtant contraire à toute leçon expérimentale de croire qu'une réglementation des prix, qu'une police des revenus et qu'un contrôle des changes forment conjointement le traitement indispensable d'une économie inflationniste par nature, alors que c'est une mauvaise organisation de l'économie et ses conséquences inflationnistes qui détruisent la structure des prix, des revenus et des changes. Mais il serait vain de croire que la simple levée des contraintes qui pèsent sur l'activité économique puisse suffire à lui restituer la santé. Il y faut, au préalable, la mise en place des conditions générales précitées au terme desquelles les prix, les revenus, les changes sont naturellement libres sans que personne trouve prétexte pour les réglementer.

A la vérité, cinquante années de dirigisme ont façonné des modes de pensée et d'action qui ne se réadaptent pas d'eux-mêmes à la réalité

qui se fait jour mais qui n'est pas encore complètement explorée. Les œuvres de progrès se heurtent toujours à des noyaux de résistance. C'est d'ailleurs naturel.

De ce point de vue, la tâche de rénovation que s'est assignée le gouvernement n'est donc pas des plus faciles, d'autant qu'elle n'est pas très bien comprise par le public. Il est vrai qu'elle ne lui a été principalement présentée que sous le rapport de l'entreprise et de l'emploi. C'est donc en limitant la portée. Il faut élargir le champ et ouvrir l'explication.

Si la confiance n'est pas entièrement accordée, dès le départ, elle vient avec les résultats. Ceux-ci dépendront, en ce qui nous concerne, de la mise en place des conditions d'organisation générale qui viennent d'être largement évoquées.

Il s'agit d'aboutir au plus tôt à la libération complète des forces de travail et de production sur un marché rendu complètement concurrentiel. Or cela suppose une autre politique sociale et implique au moins la dénationalisation rapide de l'appareil financier.

Le progrès ne s'accomplit donc dans les restrictions. Il convient donc d'élever le niveau des revenus et, pour ce faire, de réduire les prélèvements qui lui subissent directement et indirectement. La réforme fiscale et la réduction des dépenses publiques sont, au demeurant, à l'ordre du jour des pays occidentaux : le président Reagan engage son dernier mandat sur la question. Et l'on remarquera que l'économie la plus équilibrée, la moins préoccupée par le chômage, à savoir celle de la Suisse, est aussi celle qui distribue le niveau de revenus le plus élevé par tête.

Le passage d'une économie dirigée à une économie de marché ne peut s'effectuer si subsistent des tendances profondes à l'inflation, qui créent le désordre dans les prix. La stabilité du niveau général des prix est l'affaire de la Banque centrale, qui doit disposer des moyens nécessaires à une politique monétaire anti-inflationniste et de conservation de la valeur de la monnaie. Si l'on songe à ce qu'était la valeur du franc vers 1950 et à ce qu'elle est aujourd'hui, en trente-cinq années, on mesure l'ampleur de sa dépréciation. Ce n'est certainement pas une simple dévaluation, intervenant après tant d'autres, qui peut remédier à un mal aussi pernicieux.

Il ne faut pas s'y tromper : c'est, en fait, une œuvre de reconstruction et non pas de simple correction qui s'impose à notre économie. Il faut s'y atteler fermement. D'autres nous ont précédés qui s'en sont portés déjà mieux.

MM. Gattaz, Chotard et la présidence du CNPF

Un troisième homme entre les Yvon

(Suite de la première page.)

Mais depuis quelques mois, la mauvaise fortune semblait s'acharner sur M. Gattaz. M. Chotard, en partant avec fracas, avait ébranlé une organisation qui préférait d'ordinaire régler discrètement les querelles de famille. M. Chirac l'avait reçu en audience à Matignon avant M. Gattaz. Et puis, même si le législatif des chefs d'entreprise de province faisait rarement défaut au patron de la chambre de commerce de son récent tour de France, ce n'était pas assez pour rassurer le CNPF, affirmant son autorité devant l'Etat et faire taire les dissensions au sein du conseil exécutif où un bon tiers des membres ont juré de ne pas laisser M. Gattaz en paix. Comment oublier enfin cette maladresse — on peut même parler de gaffe — la lettre signée Yvon Gattaz destinée fin mai à tous les patrons de France, qui leur fournissait un mode d'emploi détaillé du licenciement, version ordonnance 1986...

Et, coup de grâce, la manière « cafouilleuse » qui a présidé à la préparation de la négociation sur les conséquences de la suppression administrative de licenciement, puisque ce n'est pas le président de la commission des affaires sociales du CNPF, M. Achille (choisi par M. Gattaz), qui se trouve face aux syndicats, mais deux experts patronaux chevronnés, MM. Guillen et Lemoine, « chotardiens » de bon aloi.

Dans ces circonstances, M. Yvon Gattaz pouvait-il solliciter devant

ses pairs un nouveau mandat pour trois ans ? Il lui aurait fallu, selon les statuts du CNPF, rallier à la mi-décembre 66 % des suffrages des quelque 550 membres de l'assemblée générale. Les chances de réussite paraissent minimes. D'autant que la trêve estivale n'ôte pas à ses rivaux leur détermination de fournir les armes, au grand jour ou en sous-main, ce que M. Gattaz dénonce par avance en stigmatisant « les intrigues, les pressions et les complots ».

Ce faisant, M. Gattaz prend un risque. Le quarantième anniversaire du CNPF, qui sera célébré le 30 septembre au Zénith, avec l'organisation d'essais sur le thème, « La jeunesse et l'entreprise », peut se révéler, soit son chant du cygne glorieux, vibrant d'unité patronale et de messages dynamiques, ou bien un enterrement de première classe, orchestré par et pour un président en surris. D'ici là, M. Chotard aura publié un livre dont on chuchote qu'il devrait faire du bruit.

Pendant ce temps, l'idée d'un troisième homme continue de faire son chemin. La liste officieuse des prétendants s'allonge de jour en jour. Toute la difficulté tient au choix de cet homme qui ne soit, ni tout à fait l'homme du premier Yvon, ni tout à fait celui du second. Au moins devra-t-il être un vrai chef d'entreprise, qui, comme inventeur, comme gestionnaire ou comme animateur d'une équipe d'ouvriers et de cadres, aura, sur le terrain, fait ses preuves.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Le communiqué

« Seule pour moi l'institution compte... »

Après l'annonce par M. Yvon Gattaz qu'il ne demanderait pas un renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF, a diffusé le communiqué suivant :

« L'exercice de la présidence du CNPF, a déclaré M. Gattaz, exige une liberté d'action qui ne peut être entachée du moindre soupçon d'élitisme. C'est pourquoi j'ai tenu à annoncer ma décision dès maintenant.

« Je tiens à rester au-dessus de toute compétition de personnes. Seule, pour moi, l'institution compte, son unité, son audience, son autorité au service des entreprises.

« J'ai accepté en décembre 1981 cette importante fonction, dans l'inquiétude générale des chefs d'entreprise, pour discuter fermement, bien que courtoisement, mais toujours sans compromis ni compromission, avec un pouvoir qui n'avait pas encore compris le rôle irremplaçable de l'entreprise comme créateur de richesses et d'emplois.

« Je crois qu'ensemble, grâce à l'unité patronale que nous avons su

maintenir, nous avons sauvé l'essentiel.

« J'ai imposé au CNPF une attitude transpolitique (le parti de l'entreprise) que je maintiens encore aujourd'hui et sur laquelle je ne transigerai pas jusqu'à la fin de mon mandat. Les intrigues, les pressions et les complots n'y changeront rien.

« Mais, pendant cette période, je suis resté président-directeur général de la société Radial, entreprise performante de composants électroniques hyperfréquences que j'ai créée avec mon frère. C'est grâce au dévouement discret de mon frère et d'une équipe de jeunes cadres supérieurs que j'ai pu, pendant cinq ans, consacrer quatre-vingts heures par semaine au CNPF. Aujourd'hui, nos projets ambitieux d'expansion internationale, d'investissements et de création d'emplois nécessitent la mobilisation de toutes les énergies, et je pense que ma présence sera nécessaire. »

Exonérations fiscales dans les « zones d'entreprises »

M. Edouard Balladur, ministre d'Etat chargé de l'économie, des finances et de la privatisation, a décidé « d'autoriser la création de zones d'entreprises à statut fiscal particulier » afin d'aider aux reconversions dans les zones touchées par la crise dans les chantiers navals de la NORMANDIE, avec une exonération de l'impôt sur les sociétés pendant dix ans.

Cette décision, a indiqué, tard dans la soirée du 11 juillet, le cabinet de M. Balladur, a été prise à la demande de M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme. Elle est « destinée à favoriser la création d'emplois nouveaux, sains et durables, pour accompagner la reconversion de ceux des sites de Dunkerque, La Seyne et La Ciotat qui apparaissent les plus gravement affectés par les conséquences de la crise actuelle de la construction navale ».

« Dans ces zones, de dimension géographique limitée, situées au voisinage des sites concernés, les entreprises appartenant au secteur industriel et répondant à certains critères d'éligibilité ou au secteur du tertiaire industriel, passibles de l'impôt sur les sociétés, nouvellement implantées dans la zone en y créant à cette occasion des emplois, bénéficieront donc pendant dix ans d'une exonération totale d'impôt sur les sociétés », ajoute la Rue de Rivoli. « Ces dispositions figureront dans une ordonnance prise en application du 5^e alinéa de l'article 2 de la loi d'habilitation promulguée le 2 juillet 1986. »

[En rendant publiques ces dispositions, M. Balladur coupe pour une large part l'herbe sous le pied à M. Madelin, qui a prévu d'annoncer une série de mesures sur les chantiers navals et les « zones d'entreprises », mardi 15 juillet.]

REPÈRES

Inflation Net ralentissement en Grande-Bretagne

En Grande-Bretagne, le prix de détail ont baissé de 0,1 % en juin par rapport à mai. En un an (juin 1985 comparé à juin 1984), le taux d'inflation n'est plus que de 2,5 %, le meilleur résultat depuis dix-huit ans. En juin 1985, le taux d'inflation annuel était encore de 7 %.

La baisse des prix du mois dernier est due surtout à la réduction des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires au logement, qui a plus que compensé certaines hausses, celles de l'assurance automobile notamment.

Le ralentissement de l'inflation devrait se poursuivre pendant quelques mois, mais en fin d'année, la tendance pourrait se retourner, du fait des fortes hausses de salaires (7 % à 8 % l'an), que les progrès de productivité ne peuvent absorber. Le chancelier de l'échiquier, M. Lawson, a demandé que la progression des salaires soit limitée à 4 %, ce que l'organisation patronale, CBI, a approuvé.

Prix de gros

Stabilité aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, les prix de gros sont restés stables en juin par rap-

port au mois précédent. En mai, ils avaient sensiblement augmenté (+ 0,6 %), soit l'effet d'une renouveau des prix des carburants (+ 8,6 %) dont la baisse continue avait été interrompue.

De janvier à juin, les prix de gros ont baissé de 6,5 % en rythme annuel, ce qui ne s'était jamais vu. Si l'effet des baisses pétrolières sur les prix touche peut-être à sa fin, aucun signe de reprise de l'inflation ne se manifeste. C'est la raison pour laquelle la Réserve fédérale vient de décider d'abaisser son taux d'escompte d'un demi-point, ramenant celui-ci à son plus bas niveau depuis huit ans.

Matières premières

25 % de baisse en un an

Les prix des matières premières importées par la France ont baissé en France de 2,1 % en juin par rapport à mai, et de 25 % en un an (juin 1985 comparé à juin 1984). En juillet, la baisse sur un an n'est que de 5,4 %. Les prix en France des matières premières alimentaires ont baissé de 6,6 % en juin et de 25,2 % en un an. Les prix des matières premières industrielles ont augmenté de 0,4 % le mois dernier, mais baissé de 25 % par rapport à juin 1985.

Nouveau contretemps pour le tunnel sous la Manche

Londres (AFP). — L'organisation du financement du tunnel sous la Manche vient de connaître un nouveau contretemps. Déjà remise de juin au 24 juillet, l'émission de la première tranche de titres participatifs a maintenant été reportée à septembre ou octobre, apprend-on dans la CDT.

D'un montant de 200 millions de livres sterling (environ 2,2 milliards de francs), cette émission doit être effectuée auprès d'investisseurs institutionnels, principalement de Grande-Bretagne, de France, du Japon et des Etats-Unis.

Divers motifs sont mentionnés dans les milieux financiers pour expliquer ce nouveau délai :

— le climat boursier n'est pas actuellement très propice à une opération de ce genre ;

— le prospectus n'est pas encore parfaitement au point ;

— les rangs des investisseurs institutionnels sont déclinés par les vacances ;

— en Grande-Bretagne, le Parlement n'a pas encore terminé la grande enquête sur le projet qu'il a décidé de mener.

Une seconde opération, de bien plus grande envergure — environ 10 milliards de francs (et celle-ci à l'intention du grand public), doit avoir lieu au printemps prochain.

FAITS ET CHIFFRES

Conjoncture

● INDICE DES PRIX DE LA CGT : + 0,4 % en juin. — Selon l'indice publié par la CGT, la hausse des prix en France a été de 0,4 % en juin, de 2,1 % depuis le début de 1986 et de 4,1 % sur un an. Les postes qui, selon la CGT, enregistrent les hausses les plus fortes sont les transports-télécommunications (+ 1 %), l'habillement et la santé (+ 0,6 %), ainsi que l'alimentation (+ 0,4 %). La hausse n'est, en revanche, que de 0,2 % pour l'habitation et le poste culture-loisirs.

Étranger

● CANADA : chômage au plus bas depuis mars 1982. — Le chômage au Canada, en données corrigées des variations saisonnières (CVS), est descendu en juin à 9,5 % de la population active (contre 9,6 % au cours des trois mois précédents).

C'est le taux le plus bas atteint depuis mars 1982, où il n'était que de 9,3 %. En juin 1985, le taux de chômage s'élevait à 10,5 %. La population active s'est légèrement accrue en juin, atteignant 12 894 000 personnes, contre 12 842 000 en mai.

● PAYS-BAS : baisse des prix. — Les prix de détail ont baissé de 0,4 % aux Pays-Bas entre le mi-mai et le mi-juin. Par rapport à juin 1985, la hausse n'est plus que de 0,2 %.

● GATT : la Chine demande officiellement sa réintégration. — La Chine a officiellement demandé, le vendredi 11 juillet, à réintégrer le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), a annoncé l'agence Chine nouvelle. M. Qian Qidong, représentant de la Chine auprès du bureau de l'ONU à Genève, a déposé, vendredi 11, une demande officielle auprès du directeur général du GATT à Genève, M. Arthur Dunkel.

COURS DEVIENNE

Enseignement privé dans le calme et la verdure à "LA CHARMERIE" à CIMIEZ (NICE)
Professeurs hautement qualifiés
Internat - Externat - Demi-pension
ANNÉE SCOLAIRE
des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D
COURS DE VACANCES
du 4 Août au 29 Août
2, av. Villebois Mareuil - NICE - Tél. 93 81 42 82

REGARD

Promesse

Le président de la République a promis, par le biais de son discours de la veille, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF.

Le président de la République a promis, par le biais de son discours de la veille, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF.

Le président de la République a promis, par le biais de son discours de la veille, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF.

Le président de la République a promis, par le biais de son discours de la veille, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF.

Le président de la République a promis, par le biais de son discours de la veille, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF.

Le président de la République a promis, par le biais de son discours de la veille, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF.

Le président de la République a promis, par le biais de son discours de la veille, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF.

Le président de la République a promis, par le biais de son discours de la veille, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF.

Le président de la République a promis, par le biais de son discours de la veille, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF.

Le président de la République a promis, par le biais de son discours de la veille, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF.

Le président de la République a promis, par le biais de son discours de la veille, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF.

Le président de la République a promis, par le biais de son discours de la veille, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF.

Le président de la République a promis, par le biais de son discours de la veille, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF.

Le président de la République a promis, par le biais de son discours de la veille, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF.

Le président de la République a promis, par le biais de son discours de la veille, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF.

Le président de la République a promis, par le biais de son discours de la veille, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF.

Le président de la République a promis, par le biais de son discours de la veille, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF.

Le président de la République a promis, par le biais de son discours de la veille, de ne pas demander le renouvellement de son mandat à la tête de l'organisation nationale du CNPF.

Economie

Au Parlement européen

Pas de système de primes conduisant à l'abandon des terres

Les parlementaires européens ont refusé « l'Europe de la jachère » pour remédier aux excédents agricoles.

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

« Le mode de développement agricole s'est complètement embourbé. » Et pourtant, le Parlement européen a accepté la discipline budgétaire et approuvé la maîtrise des volumes de production. En attendant, le 10 juillet, un rapport sur les « mesures socio-structurelles » à appliquer à l'agriculture européenne, M. Bernard Thureau (socialiste, France) a mis le doigt sur quelques paradoxes inquiétants : « Moins il y a d'hommes et plus la politique agricole coûte cher à la Communauté » ; l'Europe croule sous les excédents mais présente une balance commerciale agro-

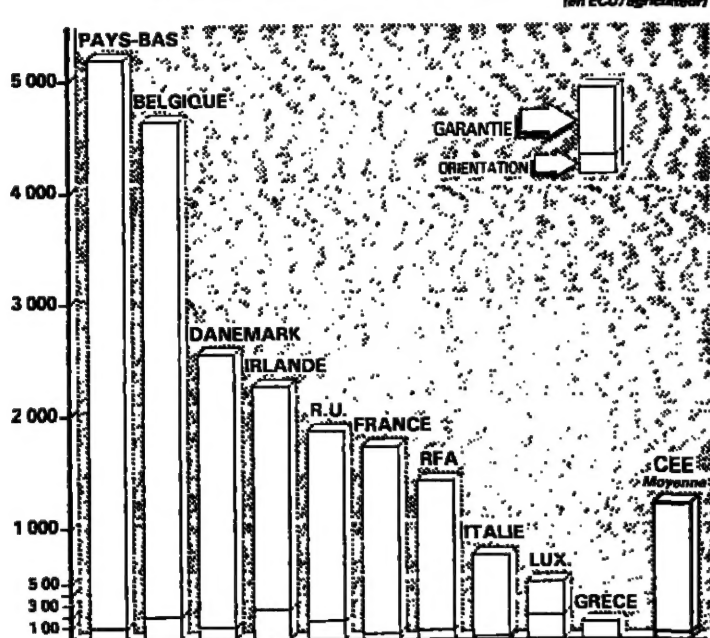
limiter l'intensification abusive (recours au soja importé, aux engrais, aux ateliers d'élevage géants). Et si l'intensification n'est pas rejetée, encore faut-il qu'elle soit contrôlée et que les prix soient suffisamment élevés pour que les entreprises extensives soient viables.

Le Parlement, suivant le rapporteur, a estimé aussi que le reboisement ne pouvait être laissé à l'initiative individuelle sous peine d'avoir une forêt en timbres-poste, alors que ce reboisement nécessite un plan d'ensemble.

Une politique globale de développement

Il a également estimé que les conjonctures, travaillées à part entière, devaient bénéficier des prévisions, au même titre que les exploitants et les salariés. Quant aux régions de montagne et aux zones défavorisées en général, l'approche

DÉPENSES PAR AGRICULTEUR AU TITRE DE LA PAC



Ramenées en nombre d'ECU par agriculteur, les dépenses effectuées au titre de la politique agricole commune (PAC) présentent une grande inégalité. Dans un périmètre de 100 millions de francs, les dépenses de soutien pour les produits qui en bénéficient, aides aux exportations, les dévaluent largement le groupe composé de Danemark, de l'Irlande, du Royaume-Uni, de la France et de la RFA. En queue, on trouve l'Italie, le Luxembourg et la Grèce. Cela signifie que les règlements communautaires actuels ne sont pas capables de rétablir un équilibre des dépenses et que, grossièrement, les agriculteurs les plus productifs, ou les moins, sont aussi les plus aidés. La faiblesse du budget d'orientation, théoriquement censé corriger les écarts structurels entre les différentes agricultures, ne lui permet pas de remplir ce rôle.

alimentaire déficitaire d'environ 20 milliards de dollars. Manifestement, il y a quelque chose de pourri au royaume de la PAC (politique agricole commune), ce qui fait dire à M. Thureau : « Je ne crois pas que nous ayons trop de produits dans la Communauté, mais il y a véritablement absence d'orientation des productions. Je ne crois pas qu'il y ait trop de paysans, mais il y a une mauvaise répartition des crédits et des productions entre paysans. »

La Commission européenne a proposé, et obtenu, en avril dernier un gel des prix, pour limiter les effets sociaux de ce gel — en fait de cette baisse, — elle a élaboré des mesures d'accompagnement dites socio-structurelles, sur lesquelles le conseil des ministres devrait statuer avant le mois d'août. Le Parlement européen a tenté, avec son rapporteur, d'approuver notamment par les représentants français de presque tous les groupes, d'améliorer la copie de la Commission pour éviter qu'au gel des prix ne succède, en fait d'accompagnement, qu'un simple gel des terres. Finalement ce rapport a été adopté par 185 voix pour, 17 contre et 39 abstentions.

C'est que l'Europe de la jachère est à l'ordre du jour. La Commission envisage de verser des primes substantielles à l'hectare dites de préventions, à ceux des agriculteurs de plus de cinquante-cinq ans qui cesseraient de produire pendant au moins cinq ans. Ces aides seraient majorées si les terres étaient reboisées, et d'autres primes seraient accordées si elle étaient cédées à de jeunes agriculteurs descendants en ligne directe, à condition qu'ils s'engagent vers une production plus extensive (réduite d'environ 20 %). D'autres primes encourageraient un agriculteur plus respectueux de l'environnement, tandis que des aides compensatrices liées à certaines productions dans les régions défavorisées seraient généralisées et augmentées. M. Thureau admet que des terres agricoles puissent servir à la réalisation de projets touristiques et récréatifs, mais il n'accepte pas la philosophie de l'abandon des terres aux conséquences néfastes (érosion, avalanches, incendies). Surtout, cet abandon risque de toucher les zones défavorisées quand, dans le même temps, les régions à forte valeur ajoutée continueraient à produire intensivement, aggravant ainsi leur déséquilibre par rapport aux autres. Aussi propose-t-il de

spécifiquement agricole ne suffit pas, même avec des aides compensatrices. Il leur faut une politique de développement global, incluant l'industrie, l'artisanat et le tourisme. Enfin, le rapport estime que ces différentes mesures doivent être modulées selon les régions, leurs richesses et leurs handicaps respectifs. Pour ce faire, la Communauté européenne devrait définir des lignes directrices à partir desquelles les Etats modéreraient leurs interventions, cela afin d'éviter une rationalisation rampante de la politique agricole.

Mais il convient aussi de renverser la tendance de mesures actuelles qui, loin de corriger les disparités entre les Etats et les régions, les ont aggravées. Le rapport propose-t-il que les aides européennes qui s'ajoutent aux aides nationales soient inversement proportionnelles à la richesse des pays.

De quels moyens la Communauté pourra-t-elle disposer pour mettre en œuvre ces mesures si elles sont retenues par le conseil des ministres ? Plusieurs intervenants, Simone Martin (groupe libéral, France), Pierre Pranchère (communiste, France), soutenant le rapporteur, ont dénoncé la faiblesse des moyens prévus par la Commission : moins de 900 millions d'ECU pour cinq ans, soit moins de 17 du budget agricole communautaire. Bernard Thureau pense que les différents fonds, agricole, social et régional, doivent être mis à profit mais il se heurte là au conflit majeur qui a animé le Parlement dans l'affaire budgétaire, les travaillistes britanniques et les nouveaux Etats membres du sud de l'Europe plaident pour une diminution du budget spécifiquement agricole au profit des fonds dits structurels. Logiquement, ces mesures structurelles devraient à terme entraîner une diminution des dépenses de soutien à l'agriculture. Mais, en attendant que le transfert puisse être fait, il faut bien amorcer avec des aides substantielles la réorientation de la politique agricole projetée. Le cercle est parfaitement vicieux, car la Communauté ne peut faire plus, ayant atteint la limite de ses ressources propres. En recourant, pour réduire les dépenses liées à l'embarquement de la production, il faut trouver les moyens de financer sa réduction.

JACQUES GRALL.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS Semaine du 7 au 11 juillet 1986

L'effet privatisations

EN annonçant le 6 juillet, au « Club de la presse d'Europe 1 », qu'il serait « le défenseur des petits poissons », qu'il favoriserait l'actionnariat du personnel et du public par des « facilités d'achat et de paiement différé », M. Balladur a de nouveau distillé, cette semaine, l'entêtement à la privatisation. Si, comme le faisait remarquer à juste titre un professionnel, cette perspective est encore trop lointaine pour justifier une fébrilité sans mesure, elle suffit pour orienter la tendance dans le bon sens et alimenter les conciliabules derrière chaque pilier : chaque opérateur s'essayant à l'exégèse des propos officiels et des textes qui ne tarderont pas à l'être.

Tout avait pourtant mal commencé autour de la corbeille. Alors que le marché résistait bien lundi (+0,13 %), dégringolant les hausses successives des cinq séances précédentes, il subissait, mardi, une douche froide (-1,48 %). L'effondrement intervenu la veille à Wall Street, où le Dow Jones avait perdu d'un coup plus de 60 points, faisant quelques dégâts à Paris. Mais, dès mercredi, les cours repartaient de l'avant sous les lambris (+0,94 %). Ils ne devaient plus dévier de ce cap haussier. D'une semaine sur l'autre, le score était une nouvelle fois positif (+0,96 %), l'indice CAC gagnant près de 3 points, à 374,1.

Si le marché n'a rien appris de bien nouveau sur les modalités de la privatisation, il a en confirmation, par la voix de M. Balladur, puis par le projet d'ordonnance remis pour examen au Conseil d'Etat, du traitement favorable dont pourront bénéficier les petits porteurs. Outre les rabais sur les prix de cession et les délais de paiement, ils pourront, précise le texte (le Monde du 9 juillet), recevoir des actions gratuites (une action pour une dans le cas des salariés des entreprises concernées, une action pour dix pour les tiers de nationalité française).

Si, comme c'est probable, le Conseil d'Etat valide ces dispositions, elles paieront ceux qui craignent de voir le thème de la privatisation « mal vendu » aux investisseurs par les pouvoirs publics. Ces inquiétudes tendent à s'estomper, et chacun — petit, moyen ou gros — affine ses armes à l'approche des grandes manœuvres. En précisant que « les titres d'emprunt d'Etat ou les titres d'emprunt dont le service est pris en charge par l'Etat sont admis en paiement des actions détenues par l'Etat » dans les entreprises privatisables (à

concurrence de 50 % du montant de chaque acquisition), le projet d'ordonnance a eu pour effet de rassurer les boursiers, certains voyant là le moyen d'acquiescer des « morceaux » de dénationalisations. Toujours dans le même dessein, une nouvelle société d'investissement fermée (SICAF) a fait son entrée le 10 juillet sur le second marché. Saint-Honoré-Matignon — c'est son nom — créée par MM. Bernard Esambert (président de la Compagnie financière Edmond de Rothschild) et David de Rothschild (président de P.O. Banque), compte fermement participer au « partage », à l'instar de Frandev (France Développement), animée par M. Pierre Moussa (ancien PDG de Paribas), intronisée au second marché au début du mois.

Si cette mise sur orbite des sociétés en vue des privatisations (Navigation mixte va lever 950 millions de francs à travers quatre emprunts d'ici au 24 juillet) a pu étonner les investisseurs, d'autres éléments de choix sont venus garnir la corbeille. La confirmation de la maîtrise de l'inflation (0,3 % en juin, selon l'indice provisoire de l'INSEE) et la chute des prix pétroliers, qui devraient alléger les coûts des entreprises, ont été bien accueillies, ainsi que la baisse du taux d'escompte de la Réserve fédérale américaine. Le feu vert donné par le conseil régional d'Ile-de-France à son président, M. Michel Girard, pour signer le contrat avec Disney a aussi ravi les boursiers.

C'est ainsi que des titres comme Carrefour et Darty ont touché leur plus haut niveau de l'année, les « blue chips », comme Thomson-CSF, Peugeot et Navigation mixte, suscitant un intérêt non dément. Parmi les valeurs les plus traitées, figuraient aussi Peugeot, Moët-Hennessy, Lafarge-Coppée, Michelin, Thomson-CSF et Schneider.

« Le marché monte lentement mais sûrement », observait en fin de séance un professionnel, dans un volume d'activité moyen, varié chaque jour autour du milliard de franc sur le « règlement mensuel ». Désolidarité de Wall Street, encore en recul le 11 juillet, le palais Brongniart confirme que la « reprise estivale » est là, les seules réserves portant seulement sur l'arrivée de l'été.

ERIC FOTTORINO.

Pierre Belfond : l'éditeur du palais Brongniart

On s'attendait plutôt à l'entendre parler de best-sellers, de drages, ou de nouveaux romans. Pas du tout. D'entrée de jeu, Pierre Belfond se prend à jongler avec le florissant « nombre de titres en circulation sur une valeur boursière » et ce « price earning ratio » (rapport cours-bénéfice par action) qui comble d'aise les analystes financiers. Editeur avant tout, le président de la maison qui porte son nom connaît à merveille les mécanismes du palais Brongniart : une science bien nouvelle dans ce monde fermé — le livre — où il convient encore de baisser la voix lorsqu'on ose parler d'argent.

Introduit le 15 octobre dernier sur le second marché de Paris (115 via sa société, d'investissement et de gestion d'écritures et de romans français et étrangers) et à l'acquisition d'une participation de 35 % dans les Editions Messinger.

Poursuivant sa diversification, le groupe vient de créer une société, JET 7, sous la responsabilité de son fils, Stéphane, sous forme d'une filiale à 47 % des Editions Belfond. Elle devrait ouvrir ses services en septembre prochain. Avec un programme de jeux et de messageries « si les études de marché en cours en confirment l'intérêt », précise Pierre Belfond, toujours prudent. Septembre 1986 devrait être aussi pour lui, une période importante, mais cette fois-ci dans le domaine de l'édition, la parution du premier roman de Cavanaugh, celui-ci ayant écrit pour l'instant une quinzaine d'ouvrages mais jamais de livre de cette nature. Quel rapport entre Cavanaugh et le télémarketing ? C'est bien simple : si tout va bien, chaque jour, à l'heure du thé, l'auteur à succès répondra sur minitel aux questions que vou-

dront bien lui poser ses lecteurs grâce à la messagerie mise au point par le filiste.

Des idées, il en a, mais pas question de jouer au végétarisme. « C'est très mal vu dans la profession », assure ce nouveau venu à la cote que certains de ses confrères commentent à consulter discrètement « pour savoir si, à son avis, la Bourse... pour ma société... ». Une véritable révolution culturelle dans ce secteur de l'écrit qui reste encore, de l'aveu même de ceux qui en font partie, « la plus grande aristocratie française ».

SERGE MARTI.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 4 juillet	Cours 11 juillet
Or fin (100 onces)	77 500	78 000
Or fin (100 onces)	77 100	78 000
Pièces françaises (20 fr.)	620	611
Pièces françaises (10 fr.)	315	302
Pièces suisses (20 fr.)	610	622
Pièces suisses (10 fr.)	440	450
Pièces suisses (20 fr.)	430	430
Souverain	667	674
Souverain	668	680
Devis-convertibles	348	348
Pièces de 20 dollars	2 870	2 886
Pièces de 10 dollars	1 435	1 415
Pièces de 5 dollars	880	882
Pièces de 20 pesos	2 840	2 880
Pièces de 20 pesos	328	321
Pièces de 10 pesos	488	488
Pièces de 5 pesos	380	380

(*) En dollars.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Sampiet	+12,7	Gérald, Indes	-18,7
Epica Bureau	+11,7	Salomon SA	-12,8
Jean Lefebvre	+11,7	Offide et Cely	-11,4
Pratensis	+11,2	SCREG	-11,3
Leclaire	+10,7	Char Lafage	-10,7
Francorp	+10,3	Moulin	-8,9
Nord-Est	+10	Pocin	-8,3
Fidel-Bacche	+9,8	Quilnes	-7,6
Dumex	+9,3	M. P. Salige	-6,9
Doux Mias	+9,3	Encom	-6,4
Fives-Lille	+9,2	Maison Pichet	-6,3
Emi Rand	+7,8	Imco Limited	-6,3

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Vol. en cap. (F)
Peugeot SA	299 960	289 430 618
Moët-Hennessy	98 975	210 543 509
Lafarge-Coppée	157 516	209 751 874
Micel	65 767	199 567 531
Thomson-CSF	116 223	154 638 834
Schneider SA	200 100	142 489 904
Total	356 115	128 492 123
Carrefour	38 592	122 153 336
Chargeurs	94 680	117 453 728
BSN	29 645	115 424 683
Dumex	74 374	109 066 279
Imco	16 040	96 561 868
L'Oréal	26 430	95 164 110
Navigation mixte	79 767	86 780 899
Air Liquide	104 874	80 817 592
Source Perrier	104 742	80 311 224
Club Méditerranée	110 276	61 074 274
Banque	51 921	59 870 697

(*) De 7 au 11 juillet inclus.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Wall Street est descendu cette semaine de ses sommets, l'indice Dow Jones perdant plus de 60 points lundi, et terminant vendredi sur une note baissière. L'abaissement du taux d'escompte, ramené jeudi soir de 6 1/2 à 6 par la Réserve fédérale américaine, n'a pas eu d'influence positive sur le marché, ni la diminution du taux de base bancaire décidé ensuite par plusieurs grandes banques. Ces mesures étaient anticipées depuis plusieurs jours et les analystes doutaient, autour du Big Board, qu'elles puissent à elles seules stimuler rapidement les affaires et améliorer les bénéfices des entreprises.

L'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles clôturait le 11 juillet à 1 821,43, contre 1 900,87 points le 4 juillet.

	Cours 3 juillet	Cours 11 juillet
Alcoa	38 1/8	36 5/8
ATT	24 1/8	24 3/8
Boeing	64	61 5/8
Chase Manhattan Bank	64 3/8	61
Da Pont de Nemours	82 1/8	80 1/2
Eastman Kodak	57 3/4	55
Exxon	69 3/4	69 1/4
Ford	54 5/8	52 3/8
General Electric	80 1/8	76 1/8
General Motors	77 7/8	75 3/8
Goodyear	33 1/4	32 1/4
IBM	149	143 1/8
ITT	58 1/8	54 5/8
Motor Oil	31	30
Pfizer	72 3/4	67 3/8
Schlumberger	34 1/8	33 7/8
Texas	30 1/8	28
UAI Inc.	52	51
Union Carbide	24 1/8	23 1/2
US Steel	29 3/8	29 1/4
Westinghouse	52 1/8	51 3/4
Xerox Corp.	56	54 1/4

LONDRES

Repê

Après un départ hésitant, le marché s'est effondré, établissant un nouveau record de baisse quotidienne dans le sillage de Wall Street, en début de semaine.

La dépression a été aggravée par l'annonce d'une nouvelle augmentation, jugée excessive, de la masse monétaire britannique, qui est venue écorcher l'espoir de la réduction, depuis longtemps attendue, du loyer de l'argent, et qui a affaibli les fonds d'Etat. Ceux-ci ont reculé progressivement, malgré la réduction vendredi du taux d'escompte américain.

Les valeurs ont amorcé une reprise en milieu de semaine, mais le désintérêt des investisseurs à la veille du week-end, dans un marché délaissé, a freiné les gains.

Indices « F.T. » du 11 juillet : 1 337,3 (1 356,5 le 4 juillet) ; mines d'or, 198,1 (contre 196,3) ; fonds d'Etat, 89,91 (contre 91,66).

	Cours 4 juillet	Cours 11 juillet
Beecham	435	435
Bovater	315	315
Eric Petroleum	578	565
Charter	261	251
Courtauld	297	294
De Beers (*)	658	665
Free Gold (*)	73 1/4	71 1/4
Glan	18 3/8	17 1/8
Q. Univ. Stores	13 3/8	12 7/8
Imp. Chemical	100 1/8	99,6
Shell	776	775
Unilever	17 51/64	17,48
Vickers	476	453
War Loan	39 5/8	38,88

(*) En dollars.

FRANCFORT

Irrégulier

La Bourse de Francfort a évolué cette semaine sur une note irrégulière. Après un fort repli initial lundi (chute des automobiles et des chimiques), elle a, paradoxalement, peu réagi au plongeon de Wall Street, gagnant même quelques points le lundi.

Une résistance technique s'est organisée en fin de période.

Indice de la Commerzbank : 1 859,80 (1 867,4 le 4 juillet).

	Cours 4 juillet	Cours 11 juillet
AEG	293	295
BASF	257	258,20
Bayer	252	255,50
Commerzbank	295	302,50
Deutschebank	741,50	760
Hoechst	255,10	258,50
Karstadt	347	372
Manneberg	187	181,20
Siemens	613	615,50
Volkswagen	472	484

TOKYO

Un final en hausse

La Bourse de Tokyo a tour à tour salué la réélection comme premier ministre de M. Nakasone, puis la baisse du taux d'escompte américain par de sensibles hausses. Parmi les secteurs les mieux orientés du marché figuraient les valeurs sidérurgiques et celles de la fabrication électrique. Mais entre lundi et vendredi, la Bourse a évolué irrégulièrement, enregistrant quelques replis en fin de semaine.

Indices du 11 juillet : Nikkei : 17 670,70 (17 595,36 le 4 juillet) ; indice général : 1 375,15 (contre 1 355,31 le 4 juillet).

	Cours 4 juillet	Cours 11 juillet
Ashai	460	440
Bridgeport	741	715
Casaca	997	971
Fuji Bank	1 500	1 508
Fondis Motors	1 120	1 080
Mitsubishi Electric	1 376	1 330
Mitsubishi Heavy	396	426
Sony Corp.	3 238	3 080
Toyota Motors	1 880	1 480

(*) De 7 au 11 juillet inclus.

Le 7 au 11 juillet 1986

Le 7 au 11 juillet 1986

Le 7 au 11 juillet 1986

Le 7 au 11 juillet 1986

Le 7 au 11 juillet 1986

Le 7 au 11 juillet 1986

Le 7 au 11 juillet 1986

Le 7 au 11 juillet 1986

Le 7 au 11 juillet 1986

Le 7 au 11 juillet 1986

Le 7 au 11 juillet 1986

Le 7 au 11 juillet 1986

Le 7 au 11 juillet 1986

Le 7 au 11 juillet 1986

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Comment manufacturer du papier synthétique

Les grandes banques commerciales internationales ont progressivement vu fondre leur activité de prêts traditionnels au cours des dernières années. La raison en tient à la baisse considérable et ininterrompue du volume des eurocrédits remplacés, dans le grand mouvement de « mobilisation » qui a saisi le monde bancaire depuis deux ans, par des instruments nouveaux tels, entre autres, l'euro-papier commercial, eurobillet de trésorerie dont le développement croissant est une des caractéristiques de l'année en cours. Pour compenser la diminution de leurs prêts classiques, les eurobanques ont mis sur pied une nouvelle technique, celle des « swaps d'actifs ». Celle-ci consiste à créer, à partir d'un instrument à taux d'intérêt fixe, du papier synthétique à taux variable destiné à renforcer l'actif des bilans bancaires.

On estime que le marché des « swaps d'actifs » représente maintenant environ 4,5 milliards de dollars. Il a donc pratiquement doublé durant les six premiers mois de l'année par rapport à l'ensemble de l'an dernier. Il est pour l'instant dominé par cinq banques principales qui, à Londres, et, par ordre alphabétique, sont : Bankers Trust International, la Banque Paribas Capital Markets, Citicorp Investment Bank, Morgan Guaranty Ltd et Morgan Stanley International. A l'exception de Paribas qui n'est pas la moins active parmi les cinq, il est donc présentement dans les mains des banques américaines.

Au vu des mouvements sursuissés de la devise américaine et de l'évolution divergente des taux d'intérêt à court terme en Europe tout comme au Japon, ces investisseurs ne considèrent plus le rendement du papier du gouvernement américain comme la clef de voûte d'engagements à moyen et long terme. Les euro-acheteurs potentiels d'euro-obligations libellées en dollars veulent actuellement des rendements supérieurs à 8 %. Comme les emprunteurs refusent de se plier à cette exigence, leurs émissions ne se placent pas et restent entre les mains des banques américaines.

Un pari à ne pas faire

L'abaissement, jeudi, du taux de l'escompte aux Etats-Unis n'a eu pour effet que de faire avancer de 0,25 à 0,50 % les cours des émissions euro-obligataires sans pour autant raviver l'intérêt des investisseurs. Le mouvement était trop largement anticipé pour avoir un impact plus profond. En outre, la détestable habitude qu'a pris le marché international des capitaux de fixer les taux d'intérêt des euro-emissions nouvelles en ajoutant une marge au rendement des bons du Trésor américain de même durée a pour effet de par trop dissocier le niveau des coupons de celui recherché par les euro-acheteurs. Ce système n'est pas seulement un signe de paresse intellectuelle mais une mode, dont l'obsession frise désormais l'aberration.

Commentant, il y a quelques trois ans, ce qui n'était encore à l'époque qu'une approche nouvelle, Hans-Joerg Rudloff, l'homme dont la vaste expérience est inversement proportionnelle à sa taille et qui, aujourd'hui, préside aux destinées du Crédit Suisse-First Boston, le leader du marché primaire des euro-obligations, disait déjà : « Proverbe moi tout d'abord que le papier du gouvernement américain représente le meilleur risque du monde ». La valeur de cette remarque a encore plus de poids aujourd'hui, les Etats-

Unis étant, entre-temps, devenus le pays le plus endetté du monde. La question pertinente posée en 1983 par H.-J. Rudloff n'a certainement pas manqué de venir à l'esprit de tous ceux qui, jeudi, ont eu connaissance des conditions accompagnant l'euro-emission de 100 millions de dollars que venait d'offrir ce jour-là le Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises (CEPME). D'une durée de cinq ans, l'euro-emprunt, qui est garanti par la République française, a été proposé à un prix de 100,25 avec un coupon annuel de 7,375 %. Cela représentait, lors du lancement, environ 30 points de marge de plus que le rendement des obligations à cinq ans du gouvernement américain. Si la diminution ultérieure du taux d'escompte américain devait faire remonter, vendredi, à 41 points de base la marge du papier CEPME, une double remarque ne s'en impose pas moins. Premièrement, 30 points étaient nettement insuffisants lors du lancement et parier sur un abaissement du taux de l'escompte relève plus de la roulette russe que de la position rationnelle d'une dette. Cette attitude s'impose d'autant moins, et c'est là le deuxième point, que les euro-investisseurs se fichent maintenant du tiers comme du quart des rendements des bons du Trésor américain.

LES DEVISES ET L'OR

Un deutschemark à nouveau très fort

Sur des marchés des changes évoluant en dents de scie, sans tendance bien définie, un fait saillant est à relever cette semaine : le regain de fermeté du deutschemark tant vis-à-vis du dollar que des monnaies européennes. Cet événement, dans ce dernier cas, est de nature à réjouir M. Karl Otto Poehl, président de la Banque fédérale d'Allemagne, qui déplorait, il y a peu, la faiblesse de la devise allemande au sein du système monétaire européen.

Quant au dollar, affecté tout à tour par les résultats des élections législatives japonaises, qui pouvaient faire craindre un glissement supplémentaire de sa part, puis par la réduction du taux d'escompte américain, susceptible de l'affaiblir, il a finalement peu varié : comme si tout événement avait été joué d'avance et que leur impact se trouvait amorti d'autant.

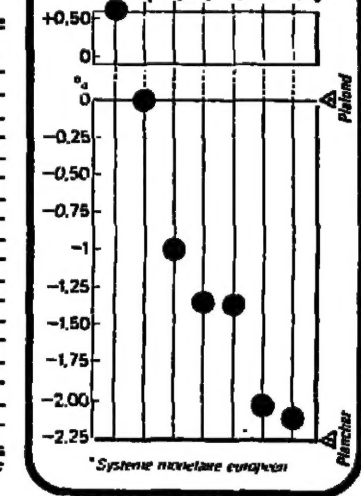
En début de semaine, l'annonce de la victoire électorale du premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, plus importante que prévu, provoquait un glissement initial du dollar à 159 yens, nouveau record historique, sur des ventes d'exportateurs nippons qui redoutaient une baisse encore plus prononcée, jusqu'à 150 yens.

La Banque du Japon, qui avait déjà acheté plus de 6 milliards de dollars la semaine précédente pour empêcher le billet vert de fléchir davantage, intervenait derechef. Mais, rapidement, le glissement s'arrêtait pour des raisons essentiellement techniques. L'ensemble des opérateurs avait pris position à la baisse du dollar, et donc à la hausse du yen, avant les élections, et, voyant que cette baisse ne s'accroissait plus, bornaient là leurs interventions.

En Europe, la livre sterling a sévèrement accusé le nouveau recul des prix du pétrole, qui sont tombés au-dessous de 10 dollars le baril. En outre, une étude de la Lloyds Merchant Bank avance qu'une crise monétaire pourrait éclater à l'approche des élections générales britanniques, qui se tiendraient au plus tard

en juin 1988 : la perspective d'une victoire travailliste risquerait de provoquer une fuite de capitaux. Au sein du système monétaire européen, la grande faiblesse de la couronne danoise a favorisé, par un effet mécanique, la remontée du deutschemark et du florin par rapport aux monnaies qui se situent en tête du SME, essentiellement le franc français. En conséquence, le cours du deutschemark à Paris a dépassé 3,21 F, sans que la Banque de France intervienne. Cette dernière se souciait peu d'avoir à vendre des deutschemarks pour recevoir des couronnes danoises. Dans l'immédiat, cette remontée du deutschemark vis-à-vis du franc arrange tout le monde.

A Paris, on trouvait le franc trop cher après sa dévaluation du 6 avril dernier, qui n'atteignait que 3,5 % au lieu des 6 % annoncés. A Francfort, on se désolait de la faiblesse relative du deutschemark. Voilà qui est en train de s'arranger, si toutes fois on ne va pas trop loin. Le cours du deutschemark à Paris est de 3,256 F par rapport à un cours plancher de 3,1837 F et un cours plafond de 3,33 F. Il y a donc de la marge, mais il ne faudrait pas que les effets de la levée quasi complète du contrôle des changes ne s'ajoutent au reste pour pousser trop haut le cours du deutschemark et affaiblir le franc.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 7 au 11 juillet

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Franc néerlandais	Lira italienne
Londres	---	---	---	---	---	---	---	---
New-York	1,5099	---	14,2886	56,3853	45,8715	2,2292	46,7298	2,0648
Paris	1,5436	---	14,3990	56,7215	46,0485	2,2491	46,8747	2,0678
Zurich	18,5648	7,0825	---	394,28	331,32	15,6097	265,35	4,6795
Amsterdam	18,7168	6,9450	---	393,93	319,75	15,6248	263,87	4,6843
Bruxelles	2,6880	1,7168	25,3624	---	81,4679	3,5950	72,3716	1,1868
Frankfurt	2,7283	1,7536	25,3851	---	81,1804	3,5863	72,0621	1,1820
Bonn	2,7283	1,7536	25,3851	---	81,1804	3,5863	72,0621	1,1820
Bratislava	3,5514	2,1728	31,7143	1,2329	---	4,8863	88,7798	1,4662
Breusels	67,6977	44,85	6,0063	25,3599	26,5780	---	15,1688	2,0977
Bruxelles	68,5863	44,45	6,0063	25,3127	26,4650	---	15,1688	2,0982
Amsterdam	7,9831	2,4548	25,9446	138,18	112,57	5,7403	---	1,6396
Bruxelles	3,7790	2,4465	25,7267	138,77	112,64	5,5839	---	1,6402
Milan	228,37	1,0650	213,71	1,0242	884,47	4,5876	88,7245	1,4567
Tokyo	242,57	168,75	12,5561	98,5724	73,7385	3,5834	65,5853	8,1874
	247,57	168,45	13,1829	91,8096	72,8729	3,6096	65,5834	8,1874

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 11 juillet, 4,3561 F contre 4,3284 F le vendredi 4 juillet.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Les Etats-Unis tout seuls

La décision prise, jeudi soir, par la Réserve fédérale (FED) de ramener de 6,5 % à 6 % son taux d'escompte n'a pas vraiment constitué une surprise. Depuis plusieurs semaines, l'accumulation de nouvelles dévaluations en provenance de l'économie américaine rendait plausible une mesure de ce genre. Par ailleurs, les pressions émanant des milieux politiques exercées sur la FED se faisaient plus insistantes, notamment chez les républicains, préoccupés par l'approche des élections législatives de novembre prochain.

La seule inconnue résidait dans l'attitude des dirigeants de la FED, qui se réunissent précisément cette semaine en comité de l'Open Market. Certaines rumeurs les donnaient divisés, notamment sur l'opportunité d'une baisse du taux d'escompte, jugée par certains insuffisante pour relancer une économie languissante. D'autres mettaient en avant la nécessité de ne pas gonfler davantage la masse monétaire et de ne pas relancer ainsi l'inflation. Mais cet argument était largement contesté. Si, en effet, cette masse, dans sa définition la plus étroite (M1), caracole largement au-dessus des objectifs officiels de croissance, elle se cantonne au contraire à l'intérieur de ces objectifs si elle est prise dans ses définitions plus larges (M2 et M3), auxquelles la FED semble désormais s'attacher davantage.

Enfin, et le communiqué officiel était éloquent à ce sujet, le risque d'inflation paraît conjuré par l'insaturation manifeste des capacités de production aux Etats-Unis, et surtout par la baisse générale des prix des matières premières, notamment ceux du pétrole. Au bout du compte, la nécessité de relancer l'économie l'a emporté sur les autres préoccupations, bien que la réduction d'un demi-point eût été jugée insuffisante par de nombreux analystes, qui auraient voulu un point entier. Mais la FED

n'aurait pas voulu brûler toutes ses cartouches et se réserver d'abaisser à nouveau son taux d'escompte à l'automne si la croissance ne s'accroît pas. En attendant, les banques commerciales américaines ont décidé de ramener leur taux de base de 8,5 % à 8 %, ce qui soulagera d'autant leurs débiteurs sud-américains, notamment le Mexique.

Les partenaires des Etats-Unis n'ont pas cédé au petit chantage exercé sur eux par les Américains, qui leur demandaient de les accompagner dans la baisse des taux, voire de les précéder. En Allemagne, le président de la Bundesbank avait déclaré qu'il fallait s'estimer heureux que les taux allemands n'aient pas été relevés pour freiner l'augmentation de la masse monétaire, jugée trop rapide, et qui paraît maintenant d'ailleurs faire place à un reflux. Au Japon, le gouverneur de la Banque centrale a dûment répété qu'une nouvelle baisse du taux d'escompte, revenue au plus bas niveau historique, ne s'imposait pas.

Dans ces conditions, il ne fallait pas s'attendre à voir ces deux pays imiter les Etats-Unis, qui semblent jouer sur le velours : « Si vous trouvez que le dollar baisse trop, après notre diminution des taux, faites-en autant... »

Quant à la France, il est probable qu'elle ne fera rien sans l'Allemagne, au nom de la parité des taux d'intérêt réels entre les deux pays. Malgré tout, en tenant compte de l'écart des taux nominaux plus élevés de près de trois points à Paris, par rapport à Francfort, on peut se demander si la France ne devrait pas se permettre encore un peu de baisse pour accentuer une diminution de ses taux réels, encore bien élevés. Si l'Allemagne de l'Ouest tardait à prendre la décision en ce sens (elle commence à agacer bien des gens en Europe, on considère qu'elle bloque tout), notre pays se verrait sans doute contraint à agir unilatéralement.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le sucre déprimé par le manque d'acheteurs

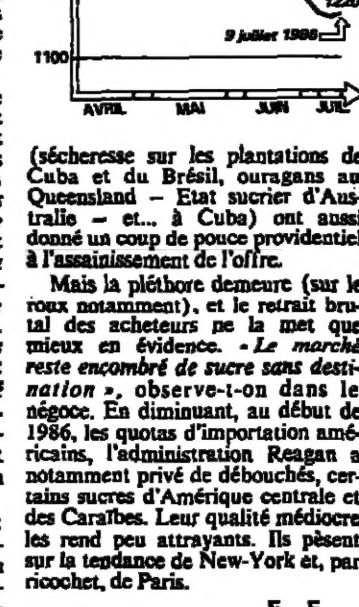
« Il n'y a plus d'acheteurs ! », s'exclamaient cette semaine un professionnel pour expliquer la chute sensible des cours du sucre. A Paris, la tonne de « blanc » (sucre raffiné) se négocie à 1210 francs, contre 1210 francs il y a dix jours. Sur l'échéance d'octobre (la « 2^e échéance » de notre graphique), alors que la livre (453 grammes) de « roux » (sucre brut) valait le même jour 5,72 cents à New-York. En mars, les prix culminaient respectivement sur ces deux places au-dessus de 1700 francs et de 9 cents par livre.

Ce reflux général, amorcé dès avril, est intervenu après que l'Union soviétique a stoppé ses achats de sucre roux. Elle a acquis environ 1,3 million de tonnes au début du printemps, mais ne devrait pas revenir sur le marché avant l'automne. En raison du caractère tardif de sa récolte, c'est seulement à cette époque qu'elle saura précisément évaluer ses besoins.

Or Moscou était jusqu'ici le seul acheteur important. Faute de devises, la Chine a dû limiter ses approvisionnements, et l'Inde semble guetter un nouveau recul des cours pour prendre commande au meilleur moment. Les appels d'offre du Maroc ou du Bangladesh pour quelques cargaisons de 10 000 tonnes ne suffisent pas à réveiller ce marché, réputé pour son inertie. « Une tendance bien lancée est aussi difficile à retourner qu'un monolithe », écrit dans son bulletin de conjoncture de juin un opérateur français à propos du sucre. Cette observation, vérifiée lors du krach de 1974, reste valable dans un marché orienté à la baisse.

PRODUITS	COURS DU 11-07
Café (Londres)	987,25 (- 5,5) Livres/tonne
Aluminium (Londres)	758 (+ 21) Livres/tonne
Nickel (Londres)	2 620 (+ 110) Livres/tonne
Sucre (Paris)	1 210 (- 45) Francs/tonne
Café (Londres)	1 795 (+ 187) Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 855 (+ 64) Dollars/tonne
Biz (Chicago)	257,75 (+ 12,50) Cents/boisseau
Malt (Chicago)	173,5 (- 9,25) Cents/boisseau
Soja (Chicago)	144 (+ 1) Dollars/courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.



(sécheresse sur les plantations de Cuba et du Brésil, ouragans au Queensland - Etat sucrier d'Australie - et au Cuba) ont aussi donné un coup de pouce providentiel à l'assainissement de l'offre.

Mais la pléthore demeure (sur le roux notamment), et le retrait brutal des acheteurs ne la met que mieux en évidence. « Le marché reste encombré de sucre sans destination », observe-t-on dans le négocier. En diminuant, au début de 1986, les quotas d'importation américains, l'administration Reagan, notamment privé de débouchés, certains sucres d'Amérique centrale et des Caraïbes. Leur qualité médiocre les rend peu attractifs. Ils pesent sur la tendance de New-York et, par ricochet, de Paris.

E. F.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	CHRONOLOGIE
3 Liban : les espoirs des chrétiens de Beyrouth-Est. 4 Nicaragua : le problème des transports. - Argentine : vivre dans l'extrême Sud.	5 Le débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale. 6 Le contentieux électoral dans la Haute-Garonne : M. Domini-que Baudis se déchaîne contre les socialistes.	7 Carrefour du développement : la réponse de M. Nucci. 8 Eurodisneyland : monts et merveilles. - Sports : traversée de l'Atlantique à la voile : nouveau record.	9 Le 40 ^e Festival d'Avignon : « La Tempête » dans la Cour d'honneur. - « La Corsaire » de Verdi à Nîmes. 11 Communication.	13 Point de vue : « La libération totale des forces du marché, condition de la confiance », par Yvon Chotard. 14 Pas de primes conduisant à l'abandon des terres agricoles. - Revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands marchés.	12 Juin 1986 dans le monde. SERVICES Programme des spectacles... 10 Mots croisés... 11 Météorologie... 11 Carte... 11

Recrudescence du terrorisme en Afrique du Sud

Dix membres présumés de l'ANC tués près de la frontière du Botswana

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Dix membres présumés de l'ANC (Congrès national africain) ont été tués au cours de deux fusillades, dont la première a eu lieu jeudi 10 juillet à Alldays, à proximité de la frontière du Botswana, et la seconde vendredi 11 au matin à King-William's-Town, dans la partie orientale de la province du Cap. Des armes et des munitions ont été saisies. Aucune précision n'a été donnée sur le premier accrochage, qui a fait six victimes et au cours duquel un policier a été légèrement blessé. Près de King-William's-Town, les quatre occupants d'un

véhicule auraient ouvert le feu sur les forces de l'ordre avant d'être « abattus ».

La mort de ces dix membres supposés de l'ANC porte à dix-sept, depuis le début de l'état d'urgence, le 12 juin, le nombre des tués censés appartenir au mouvement nationaliste noir. Quinze autres ont été arrêtés au cours de la même période. Cinq d'entre eux sont soupçonnés d'avoir posé des mines dans la partie est de la province du Transvaal.

Les succès mêmes de la police montrent que le Congrès national africain, bien qu'il ne revendique aucune des actions en cause, a bien

intensifié sa pression. Depuis le 12 juin également, quatre attentats à la bombe ont été commis en Afrique du Sud, faisant trois morts.

En dépit de l'état d'urgence et de l'accroissement de la répression qu'il a entraîné, les actes terroristes ont considérablement augmenté, engendrant un sentiment d'insécurité tant dans les villes que dans les campagnes. Aucune des grandes cités n'a été épargnée.

Ainsi, à Johannesburg, la municipalité a décidé de remplacer les poubelles dans les rues par des récipients transparents, afin qu'on aperçoive les éventuels engins explosifs qui y seraient placés. Des récompenses sont attribuées pour tout renseignement pouvant être utile dans la lutte contre le terrorisme. La multiplication des mines dans les chemins de terre suscite l'inquiétude des fermiers, qui s'organisent en comités de surveillance.

Bien que l'année 1986 ait été déclarée par l'ANC année de « umkhonto we sive » (la lance de la nation, le bras armé de ce mouvement), ses dirigeants ont toujours affirmé que leur stratégie ne consistait pas à s'attaquer directement à des civils, même s'il arrive que certains puissent être touchés. Pourtant, le terrorisme, depuis quelque temps, est manifestement dirigé contre la population. L'ANC n'a cependant jamais désavoué la tournure prise par la lutte armée.

Il est indéniable toutefois que les possesseurs de bombes sont recrutés au sein même du pays. Ceux-ci agissent souvent en dehors du contrôle de l'ANC, de leur propre initiative. Néanmoins, les infiltrations à travers les frontières se poursuivent, ainsi qu'en témoigne la fusillade d'Alldays.

MICHEL BOLE-RICHARD.

L'organisation des marchés

M. Guillaume veut confier aux professions agricoles le soin de gérer leurs affaires

Le conseil des ministres a approuvé le projet de loi présenté par M. Guillaume, concernant l'organisation économique en agriculture. A l'origine, ce projet devait corriger le caractère jugé trop étatique par l'ancien président de la FNSEA des offices agricoles par produits, mais il a été transformé après la loi de 1982, d'initiative socialiste. Le texte présenté se donne deux objectifs : mettre en place un conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (CSO) dans lequel les professionnels en nombre restreint (de 15 à 20 personnes au lieu de 60 actuellement) co-gèreraient la politique agricole ; donner la possibilité aux familles professionnelles qui le souhaiteraient de reprendre à leur compte en tout ou partie la mission des actuels offices. Dans les deux cas, il s'agit de responsabiliser les professionnels. Dans les deux cas aussi, le contrôle et l'arbitrage de l'Etat demeurent.

Le CSO, nouvelle manière se proposerait par avis ou recommandation sur les orientations économiques (notamment en matière d'investissements, de développement agricole et de commerce extérieur), sur l'affectation des moyens budgétaires, sur l'exercice des activités des interprofessions reconnues et des offices. M. Guillaume a indiqué que le CSO serait présidé par le ministre de l'Agriculture. Le projet de loi se borne par ailleurs à toilettier la loi de 1982 en retirant aux offices des missions qu'en réalité ils ne remplissaient pas telles que le contrôle des interprofessions, ou le contrôle du commerce extérieur. Il renforce le pouvoir des professionnels qui devront composer la majorité des conseils de direction et indique sans plus de précision que les pouvoirs publics, les salariés et les consommateurs y seront également représentés.

Quant aux interprofessions qui souhaiteraient remplacer ces offices, le texte du gouvernement prévoit qu'elles passeront avec eux « des conventions ayant pour objet de déterminer les modalités suivant lesquelles ces organisations seront appelées à participer à l'exercice de certaines attributions confiées aux offices » par la loi de 1982.

En d'autres termes, c'est l'organisation des marchés à la carte, en fonction des souhaits des familles professionnelles regroupées en interprofession, mais en fonction aussi du jugement porté par les pouvoirs publics sur la solidité et le sérieux des dites interprofessions. « Nous voulons », a indiqué M. Guillaume, « agir avec souplesse. Les secteurs qui auront choisi, le plus rapidement possible, le plus souhaitable, l'interprofession, auront des missions d'ordre public et des missions d'ordre privé telles que les incitations aux exportations ». Pour l'heure, les professionnels concernés ne se bousculent pas pour prendre toutes leurs responsabilités en sortant des offices, mais, comme l'a indiqué M. Pierre Muret-Labarthe, père de ce projet, « on ne fait pas une loi pour six mois ou un an. Ce texte donne à ceux qui le souhaitent un cadre pour l'organiser ».

Commentaire de M. Henri Nallet, député PS, ancien ministre de l'Agriculture : « Il s'agit là d'un grand recul par rapport au programme de la majorité et par rapport aux déclarations antérieures du ministre qui voulait supprimer purement et simplement tous les offices sous le prétexte que l'Etat y dit son mot et que certains d'entre eux ont été créés par la gauche (...). La possibilité de remplacer un office par une interprofession a de plus peu de chance de se réaliser : les quelques interprofessions officielles sont très attachées à leurs offices, et la grande majorité des autres est bien incapable de gérer les marchés ». M. Nallet conclut que la seule vraie question est de savoir « comment gérer des marchés de plus en plus encombrés et difficiles de sorte que les agriculteurs perçoivent un revenu normal ».

J. G.

Le débat sur la communication au Sénat

Transparence, pluralisme et concentration

Le Sénat s'est penché, le vendredi 11 juillet, sur deux des trois séries de dispositions qui doivent s'appliquer à l'ensemble des services des communications audiovisuelles soumis à autorisation (ne sont donc pas concernés les services du secteur public). La première établit des règles analogues à celles imposées aux entreprises de presse en matière de transparence ; la seconde vise à garantir le pluralisme ; la troisième — que les sénateurs examinaient samedi 12 juillet — donne à la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) des pouvoirs en cas de manquement, par les services autorisés, à leurs obligations.

M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication, résume d'emblée ce qu'il y aurait d'anticonomique entre le libéralisme, dont se réclame le projet de loi, et le « réalisme », qui conduit à prévoir des règles pour opérer une sélection, ce qui se justifie, dit-il, par la rareté des fréquences.

Première règle : l'interdiction du prêt-nom. Avec l'accord du gouvernement, la majorité corrige le texte initial qui ne visait que les opérations de prêt-nom réalisées à l'occasion d'une demande d'autorisation. La commission spéciale ajoute également les cas où des opérations se produiraient lors des prises de participation.

Pour la forme nominative des actions, le gouvernement accepte que la commission spéciale rende obligatoire l'agrément de la société qui en son sein constituerait des transferts d'action supérieurs à 5 % de son capital.

An non de la « transparence », le projet précise les conditions d'information des usagers et de la CNCL. Socialistes et communistes tentent, en vain, de faire inscrire dans la loi l'obligation d'un « ours », qui, à l'ins-

tar de la presse écrite, où sont présentés aux lecteurs la société éditrice et la composition de ses organes dirigeants, donnerait aux téléspectateurs la liste des responsables de la chaîne qu'ils regardent.

Quant aux informations transmises par la CNCL, elles ne sont guère contraignantes, considère la gauche. La CNCL sera, d'après le projet, informée des transferts de droits sociaux qui conféreront à son bénéficiaire 20 % au moins du capital ou des droits de vote aux assemblées générales.

Recours au vote bloqué

L'interdiction pour la même personne — physique ou morale — de détenir plus de 25 % du capital d'une société exploitant une chaîne nationale privée de télévision a pour objectif de garantir le « pluralisme ». Initialement, cette obligation ne touchait pas Canal Plus, cette chaîne cryptée, mais la future TF1, la « 5 », les chaînes par satellite et la « 6 » (à la condition que ses fréquences ne soient pas réutilisées sous forme d'un réseau national). Après que PS et PC eurent cherché à abaisser ce seuil, ce que le gouvernement notamment a refusé en arguant qu'un chiffre trop bas aurait pour effet de pousser à des ententes officieuses illicites, le Sénat a souscrit au souhait de la commission spéciale de soumettre Canal Plus à cette obligation et de viser non les actuels détenteurs mais les acquéreurs, conformément au souci du Conseil constitutionnel de ne pas remettre en cause des situations légalement acquises.

De même, la limitation à 20 % de toute participation étrangère au capital ou au droit de vote dans une société exploitant un service de communication audiovisuelle est censée ne s'appliquer qu'aux acquéreurs futurs et non aux détenteurs actuels.

Pour empêcher la « concentration », le gouvernement a choisi de prendre en compte l'« audience potentielle totale » desservie par un seul titulaire d'autorisation, que ce soit pour la radio ou la télévision. En choisissant le critère d'audience plutôt que celui du nombre de services offerts, le législateur légalise les réseaux. Les stations périphériques (RTL, Europe 1, RMC), la future TF1 et la « 5 » qui dépassent un tel potentiel jusqu'à 15 millions d'usagers ne pourront contrôler d'autres services, ni obtenir d'autres autorisations. En revanche, les titulaires d'autorisation desservant un nombre d'usagers inférieur à cette barre devront respecter cette limite même s'ils se voient accorder de nouvelles autorisations. Pour les socialistes, dont M. Gérard Delfan se fait le porte-parole, il ne s'agit nullement d'un dispositif anticonomique des médias puisque le texte ne prévoit pas le cas du cumul par une même personne d'un quotidien, d'une radio et d'une télévision.

Sur ce point, encore, la commission a réécrit le texte du gouvernement qui aurait pu, selon elle, permettre à une seule et même personne de détenir les autorisations dans une, voire dans plusieurs régions, dès lors que la population totale de ces régions ne dépasserait pas 15 millions. En revanche, c'est sans succès qu'elle a tenté de convaincre le gouvernement de ne pas exclure Canal Plus de ce dispositif. En réponse à l'insistance « vigoureuse » de M. Jean-Pierre Fourcade (RI), président de la commission spéciale, le gouvernement a eu recours au vote bloqué de l'article, ce qui lui évitait d'avoir à compter les sénateurs qui le suivaient et ceux qui soutenaient la commission spéciale.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Aux obsèques de Marcel Basdevant

« Les policiers sont notre premier rempart » déclare M. Jacques Chirac

Cérémonie émouvante et digne, loin des passions et des excès, ce samedi 12 juillet, dans la « cour du 19 août » de la préfecture de police de Paris, que ce dernier hommage à Marcel Basdevant, chef inspecteur divisionnaire à la brigade de répression du banditisme (BRB), tué mercredi dans l'attentat contre l'un des immeubles de la police judiciaire parisienne. Escadré par MM. Charles Pasqua et Robert Pasdraud, eux-mêmes accompagnés de MM. Pierre Verbrugghe, directeur général de la police nationale, et Guy Fougère, préfet de police démissionnaire, en attente de la prestation de pouvoirs avec son remplaçant, M. Jean Pélissier, le premier ministre, M. Jacques Chirac, a semblé très touché par la douleur des proches du policier.

Après un cortège silencieux de trois cents policiers, mené par M. Pierre Touraine, directeur de la police judiciaire parisienne, avait accompagné le corps de Marcel Basdevant de la Maison du gardien de la paix, boulevard Saint-Marcel jusqu'au siège de la préfecture de police, dans l'île de la Cité. Dans son discours, M. Jacques Chirac devait « rendre hommage à un homme, à une institution », rappelant la carrière de Marcel Basdevant, promu à titre posthume commissaire principal, cité à l'ordre de la Nation, décoré de la Légion d'honneur et de la médaille d'or des actes de courage et de dévouement.

Le premier ministre a rappelé que Marcel Basdevant, cinquante-deux ans, entré il y a plus de vingt ans dans la police nationale comme gar-

dien de la paix après avoir servi trois ans comme sapeur-pompier de Paris, était l'un des figures de la BRB, l'un de ces vieux routiers qui fut longtemps chef du groupe de nuit de cette unité chargée de la lutte contre les malfaiteurs professionnels, devenu ensuite « procureur », c'est-à-dire chargé de veiller au respect des formes juridiques dans les enquêtes menées. « Homme de terrain et technicien hors pair, devait résumer M. Chirac, il a formé plusieurs générations de policiers à son école : celle du courage, de la compétence, du bon sens et du calme, déployés dans le respect intangible du droit ».

Le premier ministre, sur un ton mesuré, lança ensuite un appel à la solidarité avec les forces de police, ces hommes qui « doivent être aimés et respectés » parce que « grâce à leur action », « la paix [qui] n'est jamais un droit acquis (...) se conquiert et se renforce tous les jours ». Affirmant sa « totale détermination » à résister au terrorisme, cette « gangrène mortelle pour notre pays comme pour toutes les démocraties », M. Chirac devait conclure : « Les policiers sont notre premier rempart. C'est pourquoi ils sont les plus menacés. Aussi convient-il qu'ils aient droit, de notre part à tous, que nous soyons et quelles que soient les fonctions que nous exerçons dans la société, à la compréhension, au respect, au soutien le plus large, quelles que soient, par ailleurs, les options philosophiques des uns et des autres ».

E. P.

• IDS : Un contrat pour Messerschmidt. — Le Pentagone a annoncé, le vendredi 11 juillet, l'octroi d'un contrat de 4 millions de dollars à la compagnie ouest-allemande Messerschmidt-Bolkow-Block, dans le cadre de l'initiative de défense stratégique du président Reagan.

Ce contrat est le plus important accordé à une entreprise ouest-allemande à ce jour, selon le Pentagone. La RFA, la Grande-Bretagne, Israël et le Canada ont signé des mémorandums d'accord avec les Etats-Unis, dans le cadre du programme IDS. — (AFP.)

Le numéro de « Monde » daté 12 juillet 1986 a été tiré à 477 702 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

A B C D E F G

En Tunisie
Le baiser de la disgrâceTUNIS
de notre correspondant

Trois jours après avoir été déchargé de ses fonctions de premier ministre, M. Mohamed Mzali a été reçu, semble-t-il à sa demande, vendredi 11 juillet, à Monastir, par le président Bourguiba. Il a expliqué par la suite à l'agence Tunis-Afrique Presse qu'il était venu faire part au chef de l'Etat de sa « fierté pour le confiance » que celui-ci lui avait témoignée « depuis l'indépendance et, en particulier, durant les six dernières années ».

Des très brèves images de la rencontre, diffusées lors du journal télévisé du soir, ne se dégageait pas une impression de grande chaleur. On a pu voir M. Mzali grave, et paraissant ému, se pencher pour embrasser le Combattant suprême, celui-ci, assis, visage de marbre. Puis les deux hommes ont échangé quelques mots sous le regard équivoque de M. Mansour Skhiri, le directeur du cabinet présidentiel, seul à acquiescer un sourire.

M.D.

de visu
LA TELEVISION
ET LES ENFANTS
n° 6
en librairie 38 F

15-14-6 Argenteuil - 75002 Paris - (1) 42 03 51 27

عزلة امه الاصل